

TREND

SUBSTANCES PSYCHOACTIVES, USAGERS ET MARCHÉS TENDANCES RÉCENTES À MARSEILLE ET EN PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR EN 2023

Synthèse

Cette année, les observations et enquêtes réalisées confirment la poursuite de la tendance à la diffusion des drogues observée depuis une vingtaine d'années à Marseille et en PACA.

Le marché local propose une grande diversité des produits selon quatre modes de commercialisation en vigueur : point de vente de rue, souvent appelé « le réseau » suivi de la dénomination du quartier, de la rue ou de la place au sein de laquelle se déroulent les transactions ; vendeur « indépendant »¹ ; usager-revendeur ; sites internet (web de surface ou Darknet). Cette diversité des modalités de vente rend la plupart des drogues disponibles et accessibles² à tous les profils d'utilisateurs, à l'exception de l'héroïne et du crack pour lesquels on n'observe pas de marché sur le territoire.

En 2023, la diversification des profils de vendeurs et des contextes de vente se poursuit et les observations ethnographiques relèvent de nouveaux points de vente de rue dans le centre-ville de Marseille.

Le phénomène marquant de l'année est la hausse des violences exercées au sein de plusieurs réseaux de trafic à Marseille, le nombre d'assassinats dont les services de police précisent qu'ils seraient liés à des activités de trafic atteignant 49 personnes tuées, et plus de 110 blessées.

En contextes de marginalité urbaine, la plupart des usagers sont polyconsommateurs : alcool (parfois massivement), médicaments psychotropes (usage hors protocole médical), cocaïne (injectée ou basée), résine de cannabis.

En 2023, on observe :

- Une augmentation des consommations de Lyrica®, notamment par une population pas toujours polyconsommatrice, très souvent d'origine ou passée par le Maghreb,
- Peu d'évolution du nombre d'injecteurs (Skénan®, cocaïne),
- La quasi disparition des consommations de Ritaline®, sauf à Nice où ce produit est consommé en injection par une part importante des usagers accueillis en CAARUD,
- La persistance de difficultés d'accès aux droits et aux soins (notamment psychiatriques),
- Moins de squats en appartements, davantage en espaces « publics » insalubres (parkings souterrains, transformateurs désaffectés, caves, abords de voies ferroviaires ou routières...).

Le phénomène marquant de l'année est une plus grande visibilité des consommations de cocaïne basée³. Trois profils d'utilisateurs se dégagent des observations : le premier, déjà identifié, réunit des usagers de plus de 40 ans en situation de grande précarité, alternant l'injection de la cocaïne et la consommation par voie fumée de cocaïne basée. Le second profil est composé de nouveaux usagers plus jeunes (entre 20 et 30 ans), qui consomment la cocaïne directement sous sa forme base. Le troisième profil réunit des usagers insérés, entre 20 et 40 ans, qui consomment la cocaïne alternativement en snif ou sous sa forme base.

En contextes festifs : La dispersion de certains produits tels que la kétamine, le GBL et les cathinones se poursuit dans une plus grande diversité de contextes festifs alternatifs, consommés par des publics

¹ Le terme indépendant est mis entre guillemets car nous disposons de trop peu d'éléments pour attester de leur totale indépendance de ce type de vendeurs à l'égard des réseaux de trafic.

² La disponibilité correspond à la présence globale d'une substance dans un espace géographique donné. L'accessibilité désigne le degré d'effort à fournir par un consommateur pour se procurer la substance recherchée. Un produit peut ainsi être très disponible car facile à trouver sur le marché, mais peu accessible parce que par exemple trop cher.

³ La cocaïne, vendue sous forme de poudre, se présente également sous une forme base aussi appelée « crack », « free-base », « cocaïne basée » en fonction des habitudes ou des représentations des usagers (en PACA les usagers parlent de « cocaïne basée » ou de « fumer la cocaïne »). La base est obtenue après adjonction de bicarbonate de soude ou d'ammoniaque, produisant une forme solide appelée « caillou » ou « galette », destinée à être fumée.

aux profils différents. On observe notamment en free-party, en calages⁴ et en contextes festif LGBTI+⁵, davantage de personnes non affiliées au mouvement ou à la culture alternative qui expérimentent des cathinones (présentées comme de la 3MMC), de la kétamine ou du GHB/GBL par curiosité. En contextes festifs commerciaux (bars, clubs, festivals musicaux de genre et styles divers...), on observe essentiellement des consommations de cocaïne et de MDMA, la présence occasionnelle de kétamine, de cathinones, de protoxyde d'azote, et dans une moindre mesure de GBL. En revanche, la consommation de « speed » (amphétamine) est devenue marginale y compris en free-party. Le phénomène marquant de l'année de façon transversale en contextes festifs est la plus grande visibilité de la 3-MMC (ou vendue comme telle), produit stimulant beaucoup moins onéreux que la cocaïne, aux effets qualifiés de plus « agressifs » par les usagers. A noter également cette année une présence plus répandue de kétamine, y compris dans les espaces festifs commerciaux, à la sortie des fêtes, en club ou en *after*.

⁴ Les calages sont des fêtes nocturnes qui empruntent à la free-party, assez répandues à Marseille (fêtes gratuites en petites jauges de 50-300 personnes, dont le rendez-vous est communiqué au réseau d'interconnaissances).

⁵ En accord avec des personnes militantes et impliquées dans l'organisation de soirées, nous utilisons l'acronyme LGBTI+ tel qu'ielles le revendiquent, pour : lesbiennes, gays, bi, trans, intersexe et + en référence aux autres sexualités et identités non nommées (asexuels, queer, pansexuels, en questionnement, alliés).

Sommaire

Synthèse	2
Objectifs et méthodologie	5
Un dispositif de recueil de données qualitatives multi-situé	5
Les investigations réalisées en 2023	6
Trafics locaux et modalités d’approvisionnement	9
Eléments de cadrage	9
L’acheminement des produits vers la région PACA	9
L’offre de drogues en PACA	10
La disponibilité des produits en PACA	12
L’apparition de nouveaux points de vente en centre-ville de Marseille et dans des villes moyennes en PACA	13
Les prix des principales drogues en PACA	14
Les réseaux de trafics locaux	15
Le trafic de drogues, un dispositif complexe et fluctuant	15
La présence de (très) jeunes garçons et filles au sein des réseaux	16
Des victimes à protéger	17
A Marseille, un bilan meurtrier impliquant quelques réseaux	18
L’activité des services d’application de la loi	19
Une intensification des opérations policières dans les cités	19
Usages et usagers de drogues dans les espaces de la marginalité urbaine	20
Eléments de cadrage	21
Les tendances de consommation des usagers pauvres	21
Un vieillissement des usagers injecteurs	22
Davantage d’usagers de cocaïne basée	23
Des consommations de Lyrica®, dans la continuité des années précédentes	24
La visibilité accrue d’usagers pauvres dans l’espace public urbain	25
Des manifestations d’exaspération des riverains	26
Les personnes en situation de migration	27
Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs	29
Eléments de cadrage	29
Les scènes festives, les publics et les consommations	30
Dynamisme de la scène LGBTI+	32
Les cathinones, la kétamine et le GBL plus visibles dans une diversité de contextes festifs	32
Autres phénomènes marquants	34
De nouvelles demandes de consommateurs de cocaïne basée	34
Chemsex, de nouvelles demandes d’accompagnement	35
Annexes	38
Annexe 1 : Glossaire des sigles	38
Annexe 2 : sources, institutions et personnes auditionnées	39
Tableau des entretiens individuels approfondis et extraits de notes d’observations	41
Annexe 3 : les produits	51
Annexe 4 : SINTES, réseau régional d’analyses et résultats	56
Les résultats des analyses SINTES en PACA	58
Remerciements	59

Objectifs et méthodologie

Un dispositif de recueil de données qualitatives multi-situé

Piloté par l'Observatoire français des drogues et des tendances addictives (OFDT) depuis 1999, le dispositif TREND a pour objectif de repérer et de décrire les phénomènes émergents et/ou peu répandus dans le champ des drogues, et de comprendre leur évolution. Pour remplir cette mission, l'OFDT s'appuie sur un réseau de neuf coordinations locales (implantées à Bordeaux, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes et Toulouse et sur l'île de la Réunion) dotées d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information.

Le dispositif TREND couvre quatre thématiques qui structurent le recueil d'informations par les différentes coordinations :

- Les personnes particulièrement consommatrices de produits psychoactifs⁶ : leurs pratiques d'usage, les conséquences sanitaires et sociales de ces usages, leurs modes de vie, leurs profils sociaux, leurs représentations/perceptions des produits,
- Les espaces et contextes de consommation fréquentés par ces usagers :
 - Les espaces festifs techno regroupant les scènes alternatives (free parties, squats, collectifs LGBTI+, etc.) et commerciales (clubs, discothèques, bars, festivals) ;
 - Les espaces de la marginalité urbaine qui regroupe les lieux fréquentés par des personnes en situation de grande précarité (rues, squats, zones de deal, structures dédiées aux usagers, etc.)
- Les produits : leur nom, leur composition chimique (en lien avec le dispositif SINTES, voir encadré page suivante), leur prix et leur mode de consommation,
- L'organisation et les pratiques des réseaux de trafics locaux et les modalités d'acquisition de proximité.

Le travail d'enquête s'appuie sur des données qualitatives (observations ethnographiques, entretiens collectifs et individuels) recueillies auprès d'acteurs (usagers, vendeurs, équipes des CAARUD et des CSAPA, services sanitaires et services de l'application de la loi, etc.) dont l'ancrage local contribue à une meilleure compréhension des spécificités territoriales. La fiabilité des données recueillies repose sur le principe de triangulation : les informations recueillies sont systématiquement confrontées et mises en perspective avec d'autres sources et auprès d'autres acteurs⁷.

Chaque coordination locale produit annuellement un état des lieux de la situation en matière de consommations et de trafics⁸ qui vise à :

- Favoriser l'échange et l'acquisition et le partage des informations entre les différents acteurs locaux concernés par la question des drogues,
- Éclairer les décideurs, d'améliorer le contenu et le pilotage des politiques publiques locales en les faisant reposer sur des informations fiables et un diagnostic commun,
- Appréhender rapidement la portée d'un signal sanitaire, d'évaluer la réalité d'un phénomène et sa dangerosité potentielle,
- Contribuer à l'animation des réseaux professionnels locaux en matière d'addictions.

⁶ Le dispositif s'intéresse à l'ensemble des produits psychoactifs illicites ou détournés de leur usage, à l'exception de l'alcool et du tabac.

⁷ Voir le Guide méthodologique du dispositif TREND :

<https://www.ofdt.fr/publications/collections/methode/guide-methodologique-trend/>

⁸ Les rapports Marseille-PACA sur : <https://www.ofdt.fr/regions-et-territoires/reseau-des-sites-trend/rapports-des-sites-locaux-du-dispositif-trend/>

La coordination nationale du dispositif produit un numéro de *Tendances* qui synthétise les informations recueillies localement. Ponctuellement, d'autres publications thématiques se fondent totalement ou partiellement sur les données recueillies dans le cadre du dispositif Trend⁹.

TREND-SINTES est implanté en région PACA depuis 2001. Le dispositif est porté par l'association Addiction Méditerranée par convention avec l'OFDT, et est soutenu par l'ARS-PACA depuis 2018.

Le système d'identification national des toxiques et des substances (SINTES)

Le dispositif SINTES est un outil de veille sanitaire qui documente la composition des produits circulant, illicites ou non réglementés (dosage, produits de coupe, identification de nouvelles molécules et logos), à partir des résultats d'analyses des saisies effectuées par les services répressifs d'une part, et des collectes de produits réalisées directement auprès des usagers d'autre part.

SINTES vise à :

- mieux connaître la composition des produits consommés : par la collecte et l'analyse de produits, notamment les substances ayant posé des problèmes sanitaires graves ou inhabituels ou présentant un caractère de nouveauté (appellation, aspect, etc.), ou des substances faisant l'objet d'une veille dite « active » ;
- informer le dispositif d'alerte et de transmission d'information rapide, en lien avec les autres acteurs régionaux sur le champ et les niveaux national et européen : l'*Early Warning System* (EWS) de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies (*European Monitoring Centre on Drugs and Drug Addiction*, EMCDDA), ainsi que la Cellule nationale d'alerte (CNA) ;
- apporter des connaissances sur les nouveaux produits auprès des professionnels et des usagers.

Les investigations réalisées en 2023

Coordination régionale

La coordination régionale TREND-SINTES est assurée par Claire Duport, accompagnée de trois responsables d'enquêtes ethnographiques : Baptiste Mercier en contextes festifs commerciaux et calages sur les Bouches-du-Rhône ; Vincent Castelas en contextes festifs alternatifs free-parties Var et Vaucluse, squats et LGBTI+ Marseille ; et Arthur Durand en contextes urbains centre-ville et cités de Marseille.

S'agissant du dispositif SINTES, la coordination s'appuie sur un réseau de 66 collecteurs, professionnels ou bénévoles de structures de RdRD sur l'ensemble de la région PACA, en contact avec les usagers de drogues (voir annexe 4).

L'enquête est réalisée selon la méthodologie du dispositif TREND, par le recueil d'observations directes, d'entretiens collectifs des professionnels des champs sanitaire et médico-social, de groupes focaux menés auprès de professionnels et directions du champ sanitaire et de celui d'application de la loi, et d'entretiens individuels auprès d'usagers ou ex-usagers de drogues ou vendeurs. Ces données sont croisées avec des sources documentaires, objectivées et analysées.

Données recueillies en 2023

Les analyses présentées dans le rapport s'appuient sur la collecte de données suivante :

Le groupe-focal « Application de la loi » (GF Loi) : Sur invitation de la coordination TREND et de la préfecture de police des Bouches-du-Rhône, le groupe focal « application de la loi » a réuni cette année le directeur de cabinet de Mme la Préfète, le Bureau mission prévention de la délinquance de la préfecture, la Direction de police judiciaire, l'Office antistupéfiants (DTPJ-OFAS), la Direction départementale de la sûreté publique (DDSP-SD13), le Groupement départemental de gendarmerie

⁹ Ces publications sont téléchargeables sur : <https://www.ofdt.fr/enquetes-et-dispositifs/trend/>

(GGD13), la Protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), le Tribunal de grande instance de Marseille, la Direction des douanes, le Laboratoire de police scientifique de Marseille (LPS).

Le groupe focal « Sanitaire » (GF Sanitaire) : Ce groupe a réuni en 2023 des professionnels du champ sanitaire -directions, chefs de service, médecins généralistes, psychiatres, infirmiers, pharmacologues-représentant les structures suivantes : Spot Longchamp-AIDES, CEIP, Point-Marseille Groupe SOS, Addiction-Méditerranée, ARCA-Sud, Hôpital Ste Marguerite + Protoc et service addicto, ainsi que des représentants du COREPS et de l'ARS PACA.

Les CSAPA et CAARUD auditionnés (liste en annexe 2) :

Outre le groupe focal sanitaire, 19 équipes de CAARUD et CSAPA ont été interviewées collectivement (soit presque 200 professionnels : infirmiers, médecins, psychiatres, éducateurs, assistants sociaux, animateurs de prévention, agents d'accueil et secrétaires) sur leurs observations des usages et usagers, les suivis réalisés et l'activité générale des services.

Les entretiens individuels et notes d'observations (liste en annexe 2) :

12 entretiens formels (d'environ 1h à 1h30 enregistrés, retranscrits et anonymisés) ont été menés avec des usagers ou ex-usagers ou vendeurs ; ainsi qu'une centaine d'entretiens informels restitués sous forme de notes. Des observations ont été réalisées tout au long de l'année par le réseau d'observateurs TREND et les responsables d'observation du dispositif, et restitués sous forme de notes d'observation, donnant lieu à 2 rapports biannuels par terrain investigué :

- . En contextes urbains : centre-ville et cités de Marseille,
- . En contextes festifs commerciaux : clubs, scènes musicales techno, festivals, et « calages » sur Marseille et Bouches-du-Rhône,
- . En contextes festifs « alternatifs » : soirées LGBTI+ et à Marseille, et free-party dans le Var et le Vaucluse.

De plus amples détails sur les données mobilisées pourront être consultés en annexe 2 (tableau des entretiens présentant synthétiquement les situations et parcours des personnes interviewées et informations issues des notes d'observation).

Sources documentaires mobilisées (liste en annexe 2) :

De nombreuses sources ont été étudiées, dont les bulletins addictovigilance du CEIP PACA-Corse, les rapports d'activité de certains CSAPA et CAARUD, des rapports institutionnels ou de recherche ; ainsi que les données des services d'application de la loi.

Le rapport 2023 est enrichi des enquêtes OFDT sur la région PACA : le portrait de territoire « *Addictions en région Provence-Alpes-Côte d'Azur ; consommations de substances psychoactives et offre médico-sociale* »¹⁰ ; la fiche PACA « Usages et conséquences liés aux produits psychoactifs »¹¹ ; et le rapport « Les drogues à 17 ans - Analyses régionales - Enquête ESCAPAD 2022 »¹².

Revue de presse/médias

Revue de presse nationale et internationale 2023 de la MILDECA et de l'OFDT

Revue de presse 2023 La Provence (plus de 630 articles et références concernant les usages ou trafics de drogues publiés en 2023 dans La Provence)

Revue de presse 2023 Médiapart

Revue de presse 2023 Marsactu

Revue médias France3-Provence et AFP

Lettre ARCA-Sud (association régionale de coordination en addictologie de la région sud)

Revue SaNg d'EnCRe (association Nouvelle Aube)

¹⁰ OFDT, 2019, <https://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/epfxmdz7.pdf>

¹¹ OFDT, 2021, <https://www.ofdt.fr/ofdt/fr/FichesTerritoires/FicheTerritorialePAC2021.pdf>

¹² OFDT, 2024 : <https://www.ofdt.fr/publications/collections/etudes-et-recherches/etudes-et-recherches-2024/les-drogues-17-ans-analyses-regionales-enquete-escapad-2022/>

Indications de lecture du rapport

Les sigles et acronymes sont précisés en Annexe 1

Anonymisation des propos recueillis

Afin de respecter la confidentialité et d'anonymiser les propos cités dans le rapport :

- Pour les usagers, vendeurs ou observateurs partenaires de TREND, lorsque nous référençons un prénom il s'agit d'un pseudonyme, souvent choisi par la personne interviewée.
- Les propos des professionnels ont toujours été recueillis collectivement (groupes focaux, ou équipes). Ils sont restitués en tant que « Entretien collectif, *type de structure, ville* ». Nous écrivons « entretien collectif » même si un seul intervenant est cité car nous ne restituons que des propos approuvés par les autres membres de l'équipe auditionnée, et/ou croisés avec d'autres sources. Nous précisons la ville de domiciliation de la structure car les situations urbaines peuvent être très différentes d'un territoire à l'autre en PACA.

Les termes spécifiques :

Lorsque nous mentionnons dans ce rapport l'origine nationale ou ethnique, l'apparence, le style, ou l'orientation de genre d'usagers et/ou de vendeurs, nous le faisons tel qu'énoncé ou exposé par les enquêtés eux-mêmes, et notre but n'est pas de concourir aux stigmatisations ou aux discriminations. Ainsi, nous reprenons ces mentions concernant des personnes, des groupes ou communautés, lorsqu'elles apparaissent comme saillantes dans les observations ou les entretiens réalisés, et sont nommées comme tels. Et nous précisons aussi, à chaque fois que nécessaire, les conditions de vie, les formes d'exclusion ou de discriminations que ces personnes, groupes ou communautés subissent, lorsque ces éléments contribuent à des choix de subsistance ou à des pratiques d'usage de substances psychoactives.

Les photographies, lorsqu'elles ne sont pas référencées, ont été prises par Claire Duport, Arthur Durand, Vincent Castelas ou Baptiste Mercier.

Les produits cités dans ce rapport sont détaillés en Annexe 3 (présentation, production/offre, consommation, conséquences, perceptions/opinions, cadre légal et orientations publiques récentes), et parfois quelques spécificités complémentaires sont indiquées en note de bas de page lors de la première mention. Pour toute autre information et précision sur d'autres produits non référencés dans ce rapport, vous pouvez vous référer à la rubrique dédiée sur le site de l'OFDT : <https://www.ofdt.fr/produits-et-addictions/de-z/>

Trafics locaux et modalités d'approvisionnement

Éléments de cadrage

Les évolutions des trafics locaux de drogues illicites s'inscrivent dans un contexte mondial marqué par des niveaux de production en forte augmentation depuis le milieu des années 2010¹³. Cette tendance concerne plusieurs familles de produits : les opioïdes tels que l'héroïne ; les stimulants synthétiques tels que la MDMA-ecstasy, ou semi synthétiques tels que la cocaïne ; les produits issus du cannabis, etc. Ces productions alimentent un marché ouest-européen parmi les plus importants au monde¹⁴. La hausse importante des quantités saisies par les forces de l'ordre en Europe tend à illustrer indirectement cette abondance de l'offre internationale. Cette abondance, conjuguée à la forte concurrence entre réseaux de trafic, explique la stabilité voire la baisse des prix de détail, et la hausse des teneurs moyennes constatés depuis les années 2010 la cocaïne, l'héroïne ou la MDMA-Ecstasy¹⁵. Le niveau sans précédent des teneurs moyennes de la résine de cannabis tient quant à lui aux mutations de la culture du cannabis au Maroc, principal pays producteur, avec l'introduction de variétés hybrides d'herbe importées entre autres des Pays-Bas, à partir desquelles la résine est fabriquée¹⁶.

L'acheminement des produits vers le sol européen s'inscrit dans un contexte de mondialisation et de multiplication des échanges économiques et s'effectue par des vecteurs divers, le principal d'entre eux, notamment pour la cocaïne, étant la voie maritime via des porte-conteneurs. Le convoyage puis la dispersion sur le sol hexagonal s'effectue également via des moyens de transport divers selon les produits et les zones géographiques : transport routier, mais également maritime ou aérien.

L'acheminement des produits vers la région PACA

Peu de drogues sont produites en région PACA : le cannabis (résine et herbe) provient quasi exclusivement du Maroc, la production d'herbe locale étant très marginale ; la cocaïne est issue pour l'essentiel des plantations de coca de Colombie, du Pérou et de Bolivie ; l'héroïne -quasiment absente du marché en PACA- est produite pour l'essentiel en Asie ; et les drogues de synthèse ou semi-synthétiques (MDMA-Ecstasy, amphétamine, kétamine, cannabinoïdes, opioïdes, ou autres stimulants de synthèse) ont des provenances multiples et très dispersées dans le monde, Europe comprise. Les services d'application de la loi n'ont pas démantelé en région PACA de laboratoires de production de ces drogues. Aussi, le marché local des drogues illicites relève de filières d'importation qui nécessitent des logistiques spécifiques comportant de nombreux intermédiaires entre les zones de production et la région PACA.

En PACA la résine de cannabis est le produit illicite le plus couramment consommé et vendu. L'acheminement depuis le Maroc, principal fournisseur, emprunte de multiples routes sans cesse renouvelées. La résine est transportée le plus souvent par voie routière (essentiellement via l'Espagne), mais aussi par voie maritime, dissimulée dans des porte-conteneur, voiliers ou hors-bord (l'acheminement depuis le Maroc peut être direct mais il s'opère plus souvent en transitant par

¹³ UNODC. World drug report 2023. United Nations, New York, 2023. <https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/world-drug-report-2023.html>

¹⁴ EMCDDA. European Drug Report 2023 : Trends and developments. Publications Office of the European Union, Luxembourg, 2023. https://www.emcdda.europa.eu/publications/european-drug-report/2023/drug-situation-in-europe-up-to-2023_fr

¹⁵ GANDILHON M. L'offre de stupéfiants en France en 2021. OFDT, Paris, 2023, 13p.

¹⁶ CHOUVY P.-A., MACFARLANE J., Agricultural innovations in Morocco's cannabis industry. International Journal of Drug Policy, 2018, Vol. 58, p. 85-91.

l'Espagne, ou dans une moindre mesure l'Algérie). La direction des douanes constate cette année davantage de « *flux régulier de fret camionné [transitant par PACA sur la route Espagne-Italie, ou à destination du marché local], avec de nombreuses saisies dans les colis transportés, pour lesquels le chauffeur est complètement étranger au trafic* ».

L'herbe de cannabis suit les mêmes routes que la résine en provenance du Maroc, mais la direction des douanes a également effectué cette année « *plusieurs saisies à l'aéroport de Marignane d'herbe en provenance des Etats-Unis ou du Canada à destination de particuliers en France, pour des quantités supérieures au kilo, avec des taux de THC entre 20 et 70%* » (GF Loi)

La cocaïne, est principalement acheminée depuis les zones de production (Colombie, Pérou, Bolivie) et de transit (Mexique, Guyane, Brésil, etc.) par voie maritime vers des ports français (Le Havre en particulier), nord-européens (parmi lesquels Anvers et Rotterdam), ibériques (tels que Setubal, Malaga ou Algesiras) ou africains (de nombreux ports d'Afrique de l'Ouest en Guinée-Bissau, Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, Ghana, Bénin ou Nigeria). Le produit est dissimulé à bord de porte-containers ou semi-submersibles tels des sous-marins téléguidés qui peuvent transporter jusqu'à 3 tonnes de substance, ou bien des drones sous-marins acheminant jusqu'à 200kg de cocaïne avec une autonomie de 50km pour, par exemple, traverser le détroit de Gibraltar. Une fois arrivée sur le sol hexagonal, la cocaïne est acheminée en PACA par voie routière. Dans une moindre mesure, la voie aérienne est utilisée par des « mules » (personnes qui transportent le produit dissimulé *in corpore* ou dans leur bagages). Petite nouveauté toutefois en 2023, la direction des douanes a effectué à Marseille « *une saisie de 95kg de cocaïne impliquant quatre croisiéristes¹⁷ ayant embarqué en Italie mais en provenance du Brésil, ce qui confirme l'intérêt du vecteur des croisières transatlantiques comme moyen de pénétration discret de la cocaïne en France* » (GF Loi).

Le marché de l'héroïne en région PACA s'est effondré au tournant des années 2000 et ne s'est pas reconstitué depuis. Il est plus présent dans les régions nord et est de la France, en région parisienne, et depuis quelques années en région AURA.

Les autres drogues ont des provenances multiples dans le monde, le rapport 2023 de l'OICS¹⁸ signalant des productions de drogues synthétiques ou semi-synthétiques (notamment kétamine et NPS) sur tous les continents. Elles sont acheminées par des routes et des logistiques très diversifiées, dont la voie postale.

L'offre de drogues en PACA

En PACA, comme sur l'ensemble du territoire national, on observe quatre types d'organisation de vente de drogues illicites.

. Le point de vente de rue, souvent appelé « le réseau » suivi de la dénomination du quartier, de la rue ou de la place dans laquelle s'effectuent les transactions : il s'agit d'un lieu précis, identifié et reconnaissable pour les acheteurs, installé dans des quartiers assez divers, à l'intérieur de cités mais aussi en centres-villes. Les substances proposées à la vente, essentiellement résine ou herbe de cannabis et cocaïne, y sont disponibles tous les jours de l'année, sur de larges plages horaires (le plus souvent de 11h à Minuit ou plus tard dans la nuit). Depuis 2018, et plus encore depuis les confinements et couvre-feux de 2020-2021, les réseaux qui proposent aussi la livraison sont plus nombreux. Les zones de livraison s'élargissent, certains réseaux marseillais assurant des livraisons sur l'ensemble du département des Bouches-du-Rhône. Pour l'heure, nous n'identifions aucun « réseau » de vente régulière ou permanente d'autres produits, à l'exception de quelques points de vente à Marseille qui

¹⁷ Personnes effectuant une croisière touristique.

¹⁸ Organe International de Contrôle des Stupéfiants

sont spécialisés dans la revente de médicaments (dont un point « historique » en centre-ville), mais ne proposent pas d'autres produits et n'assurent pas de livraison.

Chaque point de vente de rue ou de cité mobilise une équipe : aux postes connus de « gérant »¹⁹, « charbonneur-vendeur », guetteur, ou « nourrice » (personne chargée de cacher du produit, de l'argent ou des armes, à domicile ou dans une cache externe), il faut ajouter des « ravitailleurs » (ils acheminent plusieurs fois par jour les produits d'un lieu de « planque » jusqu'au vendeur, les caches étant désormais rarement à proximité immédiate des points de vente), des « banquiers » (ils prélèvent très fréquemment l'argent de la vente), des « RH » (ils s'occupent du recrutement, de la surveillance du travail accompli, du paiement journalier), des « surveillants » (ils vérifient que chacun est bien à son poste et accomplit sa mission), des « agents d'accueil » ou « réceptionnistes » (ils orientent les clients vers les vendeurs), des opérateurs réseau (ils notent les commandes et adresses de livraison lorsque le point de vente assure ce service), des livreurs, des « communicants » (ils alimentent les posts sur les outils numériques, ou graffent pour les réseaux).

. Le vendeur « indépendant »²⁰ : il s'agit d'une personne²¹ (pas nécessairement consommatrice) qui propose de façon régulière un ensemble de produits à la vente, à une clientèle élargie bien au-delà de son cercle de connaissances. Certains vendeurs indépendants entretiennent un répertoire de clients, au départ des connaissances, puis s'élargissant de proche en proche. Ils peuvent communiquer un numéro de téléphone où les joindre directement, ou bien ouvrent un compte sur une application numérique sécurisée (telle que Signal, Session, Olvid, Instagram, Telegram, et Wickr jusque fin 2023 mais l'application a fermé son accès en décembre) pour une clientèle plus élargie. Nous avons également observé cette année plusieurs de ces vendeurs déposant leur carte de visite sur le comptoir d'un bar ou dans les toilettes de lieux festifs, voire les distribuant de la main à la main dans la rue. Sur la carte de visite figurent leur pseudo, un numéro de téléphone ou de compte numérique, les produits et tarifs proposés. De par l'amplitude horaire (le plus souvent en soirée, les fins de semaines) et les produits qu'ils proposent à la vente (essentiellement des stimulants et/ou empathogènes type cocaïne ou MDMA, des cathinones, parfois de la kétamine, ou du GBL), ces vendeurs semblent cibler une clientèle qui consomme en contextes festifs.

Pour les vendeurs que nous avons interrogés, il s'agit d'hommes ou de femmes de 20 à 35 ans, disposant d'un logement personnel. La plupart dit avoir une activité professionnelle principale ou suivre des études, la vente de drogues leur permettant un complément de ressources.

« Je fais ça le soir et les week-ends, en général je prévois à quelle heure je commence, et je finis jamais après minuit en semaine quand je bosse le lendemain (...) Ca fait pas longtemps, trois ans je dirais... : après le confinement ça a commencé à être dur d'assurer le loyer, la bouffe, la base quoi. (...) Vraiment, je te le dis, je me fais pas la belle vie, juste de quoi assurer et me payer les sorties » (Revendeuse, 26 ans, habite le centre-ville de Marseille)



Capture d'écran des offres d'un vendeur indépendant, sur son compte Instagram

¹⁹ Les appellations mises entre guillemets reprennent la façon dont ces personnes/activités sont actuellement nommées au sein des réseaux à Marseille.

²⁰ Le terme indépendant est mis entre guillemets car nous disposons de trop peu d'éléments pour attester de leur totale indépendance à l'égard des réseaux de trafic. Ceux que nous avons rencontrés disent acheter leurs produits sur internet (notamment ceux qui vendent des drogues de synthèse), ou se fournir directement en quantités moyennes à l'étranger ou auprès d'un semi-grossiste de leur connaissance. Mais rien n'atteste que certains ne seraient pas directement liés à un « réseau » local, notamment pour ceux qui vendent la cocaïne.

²¹ Nous n'avons pas suffisamment d'informations pour savoir si ces vendeurs indépendants sont isolés, ou associés à d'autres pour former des équipes.

L'usager-revendeur : il s'agit d'une personne usagère qui revend occasionnellement une partie de son produit à d'autres consommateurs de son cercle de connaissances, le plus souvent pour financer sa consommation personnelle. On identifie ainsi des usagers-revendeurs pour tous les types de produits, et dans tous les milieux et contextes (rural, urbain ; riches ou pauvres ; en milieu festif ou professionnel...)

Les sites internet : les produits consommés en PACA peuvent aussi avoir été achetés directement par l'usager sur le web de surface ou sur le darknet. Il s'agit de sites dédiés à la vente de drogues, certains spécialisés dans un produit ou un type de produit, d'autres multiproduits. Comme pour tout autre vente via internet, le site précise les produits, prix et quantités, les modalités d'achat (par exemple paiement en monnaie courante ou en cryptomonnaie) et de livraison par voie postale. Quasiment tous ces sites sont localisés hors du territoire français.

La disponibilité des produits en PACA

La résine et l'herbe de cannabis, ainsi que la cocaïne chlorhydrate sont très disponibles et accessibles en PACA²². On les trouve à l'achat sur l'ensemble du territoire régional en zones urbaines comme rurales, selon toutes les modalités commerciales actuellement proposées. Les prix pratiqués et les quantités proposées s'adaptent aux budgets des usagers (voir plus loin et tableau des prix).

La MDMA-Ecstasy est également très disponible, proposée par des vendeurs « indépendants » spécialisés dans ces produits ou des usagers-revendeurs, plutôt à destination d'une clientèle fréquentant les contextes festifs.

L'amphétamine-speed et la kétamine sont plus rarement proposées à la vente.

Les médicaments tels que les benzodiazépines ou les opioïdes consommés hors cadre thérapeutique principalement par des personnes en situations de précarité/pauvreté sont revendus sur quelques points de vente de quartiers pauvres à Marseille, mais font surtout l'objet d'un petit trafic entre usagers-revendeurs.

Les hallucinogènes ou les produits de synthèse s'achètent principalement sur des sites dédiés (darknet ou web de surface) par les consommateurs directement ou des usagers-revendeurs. Toutefois, nous avons plus souvent observé cette année la présence de (re)vendeurs de cathinones (vendue comme 3-MMC) et de kétamine en contextes festifs, y compris commerciaux (bars, clubs, festivals).

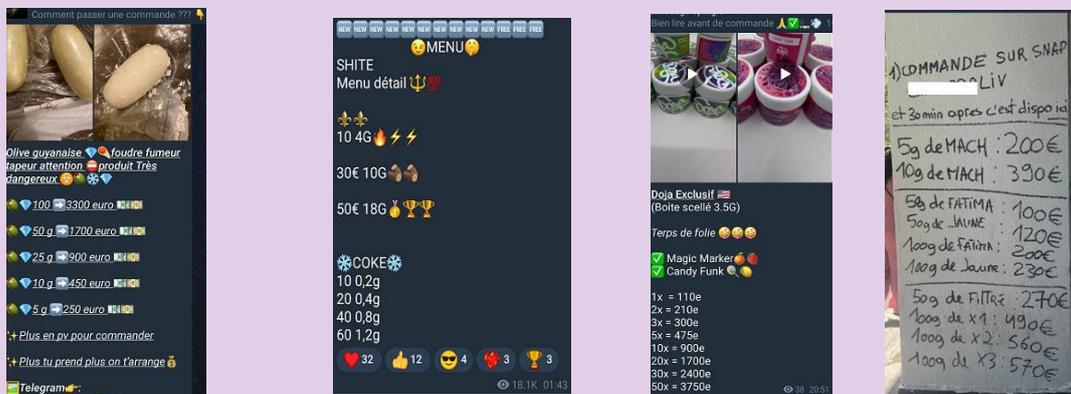
Régulièrement, des rumeurs véhiculent l'existence d'un marché ou de points de vente d'héroïne ou de crack sans que cela se vérifie. L'héroïne est ponctuellement proposée par des usagers-revendeurs allant s'approvisionner dans d'autres régions françaises ou pays. Il en va de même du crack (cocaïne basée)²³. Les consommateurs basent eux-mêmes la cocaïne pour produire leur « galette ». Le produit est très occasionnellement préparé par un usager-revendeur à un autre usager ne maîtrisant pas la technique du basage pour lui rendre service. En 2023, seule une saisie de 1,153kg d'héroïne a été effectuée, mais elle était en possession d'une personne en transit à l'aéroport de Marignane, le produit étant à destination des Pays-Bas. Aucune saisie de crack n'a été signalée.

²² La disponibilité correspond à la présence globale d'une substance dans un espace géographique donné. L'accessibilité désigne le degré d'effort à fournir par un consommateur pour se procurer la substance recherchée. Un produit peut ainsi être très disponible car facile à trouver sur le marché, mais peu accessible parce que trop cher.

²³ La cocaïne, généralement vendue sous forme de poudre, se présente également sous une forme base aussi appelée « crack », « free-base », « cocaïne basée » (en PACA les usagers parlent de « cocaïne basée » ou de « fumer la cocaïne »). La base est obtenue après adjonction de bicarbonate de soude ou d'ammoniaque, produisant ainsi une forme solide, appelée « caillou » ou « galette », destinée à être fumée.

La vente de cannabis et cocaïne en quantités diverses

En cités à Marseille, les réseaux de vente sont plus nombreux à proposer l'achat de cannabis ou de cocaïne en quantités importantes. Outre diverses qualités, on peut y acheter désormais de la résine en quantités de 1g à 1kg, de l'herbe jusqu'à 100g, et de la cocaïne de 0.1g à 100g.



Images captées sur les comptes Télégram de trois points de vente de différentes cités de Marseille, et photographie à l'entrée d'un quatrième point de vente.

L'apparition de nouveaux points de vente en centre-ville de Marseille et dans des villes moyennes en PACA

Dans l'été 2023, de nouveaux points de vente se sont installés dans le centre-ville de Marseille²⁴ (en plus de ceux qui existaient déjà), proposant de la résine de cannabis et de la cocaïne, avec le même type de fonctionnement que les points de vente de cités. La particularité de ces nouveaux points de vente du centre-ville est qu'ils proposent de la cocaïne en très petites quantités, ce qui n'était pratiqué jusqu'à présent que dans quelques points de vente en cités. De ce fait, des usagers pauvres que l'on observait aux alentours des cités en journée et qui revenaient en centre-ville le soir restent désormais dans quelques quartiers du centre-ville (voir chapitre « espaces de la marginalité urbaine »).

La cocaïne vendue en mini-dose

Depuis les années 2015, nous observons davantage de points de vente de cités qui proposaient la cocaïne en « pochons » à 10€. En 2019, des analyses nous avaient permis d'identifier que ces pochons contenaient au moins 0.10g d'un produit aux mêmes teneurs que celui vendu au gramme. Depuis 2022, nous observons moins de points de vente de cité proposant ce type de conditionnement/poids. Mais en 2023, nous l'avons observé sur les nouveaux points de vente de rue du centre-ville de Marseille, et à Avignon. Sur l'un de ces points de vente nouvellement installé en centre-ville de Marseille nous avons analysé via le dispositif SINTES un « pochon » à 10€ qui a révélé la présence de 0.2g de cocaïne dosée à 90.1%, ce même point de vente proposant aussi « la trace » de cocaïne à 2,5€. A Avignon, l'analyse d'un « pochon » à 20€ a révélé la présence de 0.4g de cocaïne dosée à 95,8%.

Les services de gendarmerie, de même que les observateurs, relèvent depuis 2021 l'installation de nouveaux points de vente fixes et permanents de cannabis et parfois de cocaïne dans des villes moyennes de la région, et ce dans tous les départements.

Certains observateurs dans les Hautes-Alpes ou dans les Alpes-Maritimes témoignent également de points de vente de cocaïne qui s'installent dans des stations touristiques (tourisme d'hiver en stations

²⁴ Nous en avons identifié 4 nouveaux, toujours en activité à ce jour (avril 2024).

de ski ou d'été en stations balnéaires) le temps de la saison, ou encore de vendeurs indépendants non-résidents qui viennent spécialement exercer une activité de vente de drogues dans une station touristique le temps de la saison. Le phénomène n'est probablement pas nouveau, mais en 2023 cinq usagers et deux intervenants de CAARUD précisent : sur des stations de ski des Hautes-Alpes, des « marseillais »²⁵ installent un point de vente de rue en cœur de station de ski uniquement durant la saison touristique d'hiver, proposant tous les jours de 13h à 2h du matin la vente de cocaïne et de cannabis ; le même phénomène étant signalé dans de petites stations balnéaires de la côte d'azur²⁶.

Les prix des principales drogues en PACA

Les prix indiqués dans le tableau ci-dessous ont été rapportés par des usagers et les observateurs, et observés sur les points de vente de rue affichant leurs tarifs ainsi que sur les réseaux sociaux. Ils concernent la vente au détail (au gramme, comprimé, buvard...) principalement à Marseille ; dans la plupart des villes de la région où nous avons quelques indications de prix (Avignon, Nice, Aubagne, Martigues, Arles, Gap) les tarifs sont sensiblement équivalents.

On note que les prix du cannabis (herbe et résine) sont restés stables pour le produit ne présentant pas de qualités spécifiques, jusqu'à l'automne 2023, où ils semblent avoir augmenté d'environ 20% sans que l'on en connaisse la raison. Les réseaux sont aussi devenus plus nombreux à proposer diverses variétés, qualités et prix. Ainsi, si l'on trouve le gramme de résine « classique » en point de vente de rue le plus souvent à 10€ en fin d'année (8€ jusqu'en octobre-novembre 2023), certaines qualités (Critical+, Amnésia, Tropicana, OG Kusch, AK 47, Gelato, Cali...) vantées comme puissantes et/ou avec des goûts spécifiques peuvent être vendues jusqu'à 40€.

En revanche, on relève une baisse notable des prix de la cocaïne vendue sur points de vente urbains : vendue en 2022 à 70-80€/g (prix courant) sur les points de vente de rue, elle est cédée en 2023 pour 50€.

On note aussi, dans la continuité d'une tendance observée depuis une dizaine d'années pour la cocaïne et dans une moindre mesure la résine de cannabis et l'ecstasy, des teneurs plus élevées en produit actif. De ce fait, rapporté au gramme de produit « pur », les prix sont en baisse²⁷.

²⁵ C'est ainsi que les ont nommés les personnes interrogées, mais rien n'atteste que ces vendeurs viennent de Marseille.

²⁶ Ces départements ne sont pas inclus dans les territoires investigués par TREND, mais certains de nos observateurs étant mobiles, ils nous rapportent aussi des informations relevées ailleurs. De même que les collecteurs du réseau SINTES, qui interviennent dans tous les départements de la région PACA et nous rapportent des observations complémentaires relevées lors des collectes ou lors de maraudes pour ceux qui sont également intervenants en CAARUD.

²⁷ Ces données sont calculées par croisement de multiples sources (OFDT-SINTES, INPS, EMCDDA, ONUDC). Pour des précisions sur le rapport prix/teneur par produit, voir Michel GANDILHON, L'offre de stupéfiants en France : <https://www.ofdt.fr/publications/collections/bilans/loffre-de-stupefiants-en-france-en-2021/>

Produits		Prix	Commentaires
Cannabis	Herbe	Prix courant : 12	Vendu parfois 20€/4g De nombreux vendeurs ou points de vente proposent diverses variétés/qualités/prix (Critical+, Amnésia, Tropicana, OG Kusch, AK 47, Gelato, Cali...), à des prix divers de 8 à 40€
	Résine	Prix courant : 8	Les prix semblent avoir augmenté depuis le dernier trimestre 2023 pour atteindre 10€/g. et la plupart des vendeurs ou points de vente proposent diverses qualités type « mousseux », « x3 filtré » ou « vvs tanger » à 120-150€/10g
Cocaïne chlorhydrate (Pas de marché de cocaïne base/crack en PACA)		Prix courant : 50 sur points de vente de rue, 70-80 en festif ou livraison	Le prix est en baisse en 2023. La vente est proposée en diverses quantités/prix, de 250€/5g à 3300€/100g
MDMA/ Ecstasy	Comprimé	10	En contextes festifs, vente à 20€ les 3 comprimés, parfois 60€/10
	Poudre	40	La forme poudre est moins disponible qu'en comprimé (ecstasy)
Amphétamine		15-20	
Kétamine		40	Prix dégressif si achat de plusieurs grammes : 70/2g, 90 ou 100/3g ; 250/10g Une forme plus visible cette année encore : les cristaux dits "paillettes".
3MMC (ou cathinone affiliée)		20 (acheté sur Internet au g)	30 à 40€/g acheté en contexte chemsex ou festif 10€/g sur internet (vendu par 10g)
GBL		20€/30ml 50€/100ml	Prix internet
LSD		10€ le carton ou la goutte	
Médicaments psychotropes revendus		Lyricea® : 1 à 3€/comprimé. en 300mg Subutex® : de 1 à 10€ le cachet en 8mg Skénan® : 3 à 10€/gélule de 20 à 100mg ; 30 à 40€/boite Tramadol : 1 à 4€/comprimé	Les prix des médicaments sont très variables, en fonction de leur disponibilité sur le marché et du lieu/mode de vente.

Prix en euros, pour 1 gramme sauf mention contraire. Des prix sont rapportés pour d'autres substances, mais leur faible nombre ne permet pas d'établir un prix courant (prix le plus fréquemment rapporté). D'autres produits que ceux indiqués dans le tableau sont également revendus, mais les indications de prix sont trop peu nombreuses pour que l'on puisse estimer un prix courant (le plus fréquemment rapporté)

Les réseaux de trafics locaux

On n'observe pas en 2023 de changements majeurs dans l'organisation ou le déploiement des trafics locaux. Les tendances suivantes se poursuivent : une diversification des qualités et quantités de résine de cannabis et de cocaïne proposés sur les points de vente de rue et en livraison (voir plus haut), une diversification des profils de personnes occupants des postes de petites-mains (guetteurs, « ravitailleurs », « réceptionnistes ») sur les points de vente de rue et de cités, et plus généralement une hétérogénéité des profils des personnes impliquées dans des activités de trafic, même si la majorité est composée d'hommes en situation de précarité.

Le trafic de drogues, un dispositif complexe et fluctuant

Quelques travaux de recherche récents²⁸, de même que les investigations du dispositif TREND/SINTES et celles des services d'application de la loi, permettent de mieux cerner la complexité des

²⁸ Voir notamment les travaux de Marwan MOHAMMED, Thomas SORREDA, Vincent BENSO, Gabriel FELTRAN. Ces travaux récents ont été exposés lors des ateliers de l'axe « Trafics » du programme Drogues, sciences sociales et sociétés. Les synthèses et références des deux premiers ateliers sont consultables sur : <https://drogueshs.hypotheses.org/productions-scientifiques/serie-dateliers-trafic-2023-2024>. Un troisième atelier se tiendra à Marseille à l'automne 2024.

organisations de vente de drogues illicites ainsi que la diversité de leurs fonctionnements. Au sein des réseaux de trafic de vente de rue, les équipes comportent de nombreuses personnes occupant une diversité des postes nécessaires à la vente de rue (voir chapitre « l'offre »), chacune ayant en charge une mission spécifique. Ces différents postes ne sont plus occupés exclusivement par des hommes. Bien que cela soit rarement observé, des femmes peuvent tenir des postes d'accueil des clients ou de guet. L'âge des personnes impliquées dans les trafics est également varié (avec toutefois une majorité de personnes ayant entre 20 et 30 ans), de même que leur situation sociale ou résidentielle (toutes ne résident pas dans le quartier où elles exercent cette activité). La majorité des personnes impliquées demeure toutefois sans emploi ou avec de faibles ressources. Ces observations sont confirmées par les services de gendarmerie, de police, la PJJ et le TGI.

La diversité des postes et des fonctions illustre la complexité des équipes et de l'activité au quotidien, d'autant que le point de vente de rue n'est qu'un des « segments » de l'activité de trafic, qui en comporte d'autres, moins connus, mais sans lesquels le point de vente ne pourrait exister. En particulier, en lien direct avec point de vente de rue, le segment de la préparation des produits (gestion des stocks et des approvisionnements du point de vente, coupe, conditionnement) mobilise aussi une diversité de personnes. L'ensemble accroît la complexité de gestion des équipes, d'autant que les mêmes personnes n'occupent pas toujours le même poste, ou pas tous les jours. Nous l'avons observé pour les postes visibles de guetteurs, « réceptionnistes » ou vendeurs. Ils attribuent cette flexibilité dans l'occupation des postes tantôt à leur propre disponibilité (nombre d'entre eux ont aussi des activités scolaires ou professionnelles ou d'autres obligations -par exemple l'un d'entre eux nous dit que le « chef » a aménagé ses temps de travail sur le réseau pendant plusieurs semaines où il souhaitait visiter son père hospitalisé), tantôt à l'intensité de l'activité (plus ou moins de clients certains jours/périodes), tantôt à l'appréciation de la qualité de leur travail par les « chefs ».

On observe également des modes de gestion des relations internes et externes aux réseaux assez différents d'un point de vente à un autre et d'une période à une autre, la menace et la violence n'étant ni systématiques ni permanentes : un « décideur » sur un point de vente peut mettre en œuvre un mode de gestion « pacifié », recherchant ainsi plutôt la coopération ou la tranquillité tant de ses équipes que des riverains du point de vente, lorsqu'un autre « décideur » a recours à la menace et l'intimidation recherchant plutôt la soumission ou la peur des équipes. Ces modes de « management » (aux deux extrêmes, avec de nombreuses nuances possibles) fluctuent au gré de la pression policière, de celle des riverains, de la rentabilité de l'activité, de la concurrence, ou de nombre d'autres événements.

La présence de (très) jeunes garçons et filles au sein des réseaux

Dans la continuité des années précédentes, de nombreux acteurs des services d'application de la loi ainsi que les médias évoquent la présence de mineurs, de plus en plus jeunes, impliqués au sein des réseaux ; ainsi que le recrutement plus fréquent de personnes ne résidant pas dans le quartier où ils exercent l'activité de trafic, voire recrutés dans toute la France. En 2023, sur certains points de vente de cités et ceux nouvellement installés en centre-ville de Marseille, nous avons en effet observé davantage de jeunes hommes qui ne sont pas originaires du quartier où est implanté le réseau, occupant des postes de guetteurs et quelquefois de vendeurs. Des jeunes filles ont également été observées aux postes de « réceptionnistes » mais cela semble rare. Bien qu'incertain, l'âge de ces « petites mains » semble se situer pour les plus jeunes autour de 16-17 ans. Quelques mineurs plus jeunes encore (qui semblent avoir entre 14 et 16 ans), s'installent parfois à proximité du point de vente et peuvent rendre de « petits services » au guetteur ou vendeur contre une petite somme d'argent : aller acheter une canette ou un sandwich ou surveiller le scooter d'un livreur par exemple.

La présence de jeunes filles, de mineurs, ou de non-résidents de Marseille, semble cependant minoritaire. La protection judiciaire de la jeunesse (PJJ) note que sur le tribunal de Marseille la part des filles déferées est en baisse (8,83 % en 2022 pour 5,77 % en 2023 soient 19 filles), et que la part des mineurs de moins de 16 ans est en augmentation depuis 2021 et représente 33% des mineurs en 2023 (29% en 2022). Quant aux jeunes déferés résidant hors de Marseille dans le département des Bouches-du-Rhône, ils ne représentent que 6,29% (soient 48 personnes), et ceux issus d'autres régions ne représentent que 8,26% (soient 63, dont 21 sont originaires de région parisienne, 6 de Belgique et 2 de Suisse).

Lors des comparutions, le tribunal de Marseille note également que la plupart des jeunes déferés pour trafic, a fortiori lorsqu'ils sont mineurs, sont en situation d'isolement familial et amical, et inconnus des services de police :

« La plupart des jeunes déferés pour trafic à des postes de petites-mains du réseau (guetteurs, revendeurs, livreurs) ont un casier vierge, voire aucun repérage pour des problèmes antérieurs de délinquance. Mais ils sont isolés, en rupture, en fugue, quelques fois étrangers en situation irrégulière. Quelques-uns viennent travailler sur le réseau juste occasionnellement, pour gagner un peu d'argent car ils n'ont aucune ressource, aucun revenu. (...) Sur les 15 dernières années, j'observe un changement important : avant lorsqu'on jugeait un jeune de cité marseillaise, la famille était là, les voisins, les copains ; la cité était là en soutien. Aujourd'hui, tous comparaissent tout seuls, signe qu'ils sont très isolés ». (Tribunal de Marseille, GF Loi)

Cette stratégie de recrutement de jeunes isolés et ne résidant pas dans le quartier où ils sont embauchés par les réseaux s'étend. Toutefois elle n'est pas systématique et ne concerne probablement que les postes à faible responsabilité, plus exposés aux risques d'arrestation. L'ethnographie réalisée cette année montre que les réseaux y ont davantage recours en été.

Les habitants des quartiers où des points de vente sont établis avec des guetteurs, surveillants ou vendeurs qui ne sont pas du quartier, partagent un sentiment ambivalent. D'une part, ils se sentent rassurés car ils estiment que leurs enfants ne sont pas susceptibles d'être attirés dans le réseau recrutant principalement en dehors du quartier. D'autre part, ils expriment leur mécontentement face aux jeunes "extérieurs" qui parfois les malmènent et les considèrent comme des « gêneurs ».

« Avant [jusqu'en 2022] les petits du réseau en bas de ma tour, je les avais vu grandir, je connaissais leur famille, et eux ils me connaissaient aussi. Ils étaient polis, ils nous embêtaient jamais les habitants, les enfants, les voisins, même les amis qui venaient nous voir ; même quand il y avait un souci dans leur trafic. Et si jamais ils se manquaient, on allait voir le gérant ou on faisait passer le message par un charbonneur et ils se calmaient de suite ! Maintenant, avec ces nouveaux venus d'ailleurs, ils nous traitent comme des étrangers, ils mettent des cagoules pour faire peur, ils parlent mal. (...) Le gérant, c'est toujours le même mais il dit qu'il s'en fout, du moment que ça rentre... ». (Habitante d'une cité de Marseille où un point de vente est installé)

Des victimes à protéger

Lors du groupe focal application de la loi, les services de la PJJ et du Tribunal ont attiré l'attention sur le fait que les jeunes impliqués dans les trafics sont parfois « victimes de traite » et ont besoin de protection : la « durée d'une petite main à Marseille serait comprise entre 3 mois et 3 ans » avant incarcération ou violences exercées par les « chefs » souvent pour des motifs de manquement dans le travail. Les acteurs de l'application de la loi soulignent aussi que ces jeunes se retrouvent « très rapidement dans une posture de dette à l'égard des gérants » les amenant à devoir travailler gratuitement, ou à user de violence pour faire leurs preuves ou éviter de se faire violenter eux-mêmes.

« Ces jeunes peuvent se retrouver dans des situations dégradantes : enfermés, exploités, sous emprise, violentés, dans des conditions sanitaires difficiles. Le phénomène est notamment repéré

dans les structures de la DIMEF [Direction des Maisons de l'Enfance et de la Famille]. Les conditions de vie mais également la violence dont ils sont victimes, conjuguée à leurs consommations [de cannabis ou cocaïne], les fragilisent encore plus : augmentation des accidents, de la marginalisation, du handicap social...La famille semble un élément protecteur quand elle est présente et soutenue, d'où la nécessité de les accompagner dans leur parentalité mais aussi de les aider à quitter leur quartier quand il est devenu trop dangereux. » (PJJ, GF loi)

Le représentant du tribunal souligne également qu'il souhaite travailler la question de la traite d'êtres humains, au regard des formes de séquestration et de violences que subit une partie de cette main d'œuvre.

« Parfois des jeunes qui ne sont pas de Marseille sont récupérés en gare Saint-Charles et directement amenés sur un point de vente où ils sont séquestrés. Ils ne savent même pas où ils sont, ils ne connaissent personne (...) C'est une main d'œuvre docile, sans compter que leur arrestation sera rangée par les gérants dans les pertes et profits ; et quand ils sortent, ils sont souvent attendus, repris par le réseau qui les fait travailler gratuitement à cause des dettes [la « sacoche » contenant produit ou argent saisie lors de l'arrestation par exemple]. Ils sont punis, châtiés, violentés. » (Tribunal de Marseille, GF Loi)

A Marseille, un bilan meurtrier impliquant quelques réseaux

En 2023, la ville de Marseille a été marquée par les homicides et tentatives d'homicide reliés par les services de police « sur fond de trafic de stupéfiants », qualification susceptible d'être modifiée en fonction des investigations et de l'instruction du dossier qui pourrait conclure à d'autres motifs que celui du trafic.

Ils seraient au nombre de 47 dans la ville de Marseille pour l'année 2023 (la majorité par balles de gros calibre), sans compter l'assassinat en Espagne de 2 marseillais recherchés pour des affaires de stupéfiants. Plus de 110 personnes blessées ont aussi été dénombrées. Ces homicides et tentatives se sont déroulés au cours de près de 150 fusillades enregistrées dans l'année. Dans ce bilan, on compte aussi 5 victimes dites « collatérales ». Ces chiffres dramatiques rappellent ce qui avait été qualifié « d'années meurtrières » à Marseille au milieu des années 1980, avec 45 « règlements de comptes » en 1986, maximum annuel enregistré jusqu'en 2023.

Au regard de leur localisation ou de l'origine des personnes victimes ou auteures, la majorité de ces fusillades semble liée à un conflit qui oppose à son origine (fin des années 2010) les membres de quatre (puis deux) points de vente rivaux situés dans une petite cité de 700 habitants.

Ce conflit meurtrier déborde le registre de la classification policière du « règlement de comptes » qui désigne un assassinat entre criminels identifiés, au mode opératoire professionnel, dans le but d'affaiblir l'adversaire. En effet, le profil des victimes de ces assassinats à Marseille -la plupart sans envergure dans l'organisation, jeunes (moins de 30 ans), voire de simples passants/habitants aux abords d'un lieu visé- ne correspond pas aux criminels présumés ; les modes opératoires ne ciblent pas une personne précise mais plusieurs présentes sur un lieu ou dans un véhicule ; et les mobiles sont divers : la vengeance devenant aussi rivalité sur fond d'appropriation de territoires/clientèle, guerre de position, menace, recours d'honneur ou logique de terreur.

Ces assassinats, les violences et menaces qui en découlent, outre le drame qu'ils représentent pour les victimes et leurs proches, impactent les organisations locales de vente de drogues autant que la vie quotidienne des habitants des quartiers où des points de vente sont installés. Si la plupart des « réseaux » marseillais et des points de vente qu'ils gèrent ne semblent pas impliqués dans ces assassinats et se tiennent très à distance de velléités de meurtres, un climat de méfiance et de menace s'est installé, de sorte que la plupart des points de vente sont davantage sécurisés (plus surveillés mais aussi avec des entraves aux circulations plus nombreuses), que les guetteurs se font plus menaçants

avec les habitants ou les passants, et que certaines « petites-mains » des réseaux locaux ne veulent plus aller travailler sur des points de vente où s'exercent des violences.

Ces événements dramatiques et le climat de peur qu'ils instaurent ont aussi un impact sur la clientèle, plusieurs usagers pourtant fidèles à un point de vente témoignent avoir changé de lieu ou de modalité d'achat, se tournant plutôt vers la livraison ou un vendeur « indépendant ».

L'activité des services d'application de la loi

En 2023, le bilan des services d'application de la loi fait apparaître une importante activité de lutte contre les réseaux de trafics de drogues par l'ensemble des services²⁹ : saisies et arrestations, pression exercée sur les organisations notamment par une présence plus intense de forces de police dans les cités où un point de vente est installé, et sur les personnes impliquées dans des faits de violences et assassinats grâce à de nouveaux dispositifs de coopération entre les différents services d'application de la loi ainsi qu'à l'échelle internationale.

Tous les services de gendarmerie, police et douanes notent une augmentation du nombre d'affaires/opérations de contrôles ou de lutte contre les stupéfiants, à Marseille et hors Marseille, entraînant une augmentation des saisies de produits, d'armes ou d'argent, et des arrestations.

L'OFAST dénombre en matière de saisies :

- Cannabis : 4 895 kg contre 3 215 kg en 2022, soit une hausse de plus de 52 %.
- Cocaïne : 291 kg contre 2 369 kg en 2022 (une baisse de 87 % mais liée à une conséquente saisie de plus d'une tonne de cocaïne qui avait été réalisée en 2022 sur le port de Marseille)
- Héroïne : 1,153 kg contre 0 en 2022.
- Drogues de synthèse : 41,9 kg contre 1,7 kg en 2022.

Les services ont également saisi 70 armes diverses par l'antenne OFAST, 912 par la DDSP dont 791 sur les districts de Marseille. Les mises en causes et arrestations de suspects ont également augmenté sur l'ensemble du département et sur chaque district DDSP ou gendarmerie.

En matière d'AFD (amendes forfaitaires délictuelles) sur le département des Bouches-du-Rhône, les services de gendarmerie ont délivré 2136 AFD en 2023 contre 2091 en 2022 soit une évolution de 2,2%, et la DDSP 16229, soit une évolution de 58%.

Une intensification des opérations policières dans les cités

En 2023, les observateurs ont relevé une présence policière plus importante qu'en 2022, tant en fréquence qu'en nombre de policiers mobilisés, dans certaines cités des quartiers nord pas nécessairement identifiées pour des faits de violence. Cette présence policière se manifeste par le stationnement de cars de CRS ou de voitures de police aux entrées et au sein des cités, parfois plusieurs fois par semaine (voire plusieurs semaines consécutives notamment dans la cité dont les réseaux semblent liés à plusieurs assassinats), et le contrôle quasi-systématique des identités, des véhicules, et parfois des commerces.

²⁹ Douanes, DIPN, DDSP, OFAST, Gendarmerie, tribunaux de Marseille, Tarascon et Aix.

Illustration de l'activité des forces de police dans une cité

Dans une cité où nous réalisons des observations quotidiennes et où le réseau installé ne semble pas impliqué dans des violences, nous avons hebdomadairement observé la venue de camions de CRS ou des voitures de police qui prennent position dans l'espace de la cité, effectuant des contrôles d'identité et des véhicules à l'entrée, la sortie ainsi qu'à tous les points de croisement du quartier (carrefour, rond-point, intersection...). Cette intensification des interventions et des contrôles a conduit le réseau à amplifier son système de protection et élargir sa présence dans l'espace public : positionnement de guetteurs à de nouveaux endroits plus visibles, et mise en place d'obstacles à la circulation routière (gravas, pneus, caddys, encombrants). Un jeune guetteur a précisé qu'un accord tacite avait été établi avec un artisan proche du quartier pour venir déposer les gravats, que le réseau utilise pour constituer des obstacles sur la route.

Les habitants n'ayant aucun lien avec le réseau témoignent que cette intensification de la présence policière dans le quartier constitue une nuisance pour eux. De nombreux enfants et jeunes sont contrôlés, parfois plusieurs fois par jour, et certains n'osent pas sortir de chez eux ou du quartier lorsque la police est présente, de peur de se faire malmener : par exemple dans les associations sociales du quartier où les enfants et les jeunes se retrouvent après l'école, à la fin de l'accueil du soir, certains demandent à rester un peu plus longtemps dans les locaux tant que la police est présente dans le quartier, notamment lorsqu'il fait nuit.

Selon les témoignages d'habitants, cette présence policière génère des crispations de la population, un sentiment d'insécurité, voire de persécution et de relégation. Une sorte de « double-peine » selon leurs termes, lorsque qu'ils subissent au quotidien les impacts négatifs tant du réseau de trafic que de l'activité policière pour les endiguer.

Usages et usagers de drogues dans les espaces de la marginalité urbaine

Éléments de cadrage

L'espace de la marginalité urbaine renvoie à des lieux où des usagers en situation de grande précarité transitent, se rassemblent, vivent et consomment des produits psychoactifs, qu'il s'agisse de produits illicites ou de médicaments détournés : les abords des gares, les scènes ouvertes de consommation³⁰, les zones de deal, les squats et habitats précaires, les campements, les parkings, les garages, les caves, etc. Ces usagers sont fréquemment accueillis dans les établissements de type CAARUD ou centres d'accueil de jour.

En PACA, les départements du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône font partie des dix départements français où le taux de pauvreté est le plus élevé³¹. Au cœur de nombreuses villes de la région, les conditions de vie extrêmes dans la rue entraînent souvent des consommations de psychotropes. Nos observations et nos entretiens avec des usagers ou des professionnels confirment une présence importante d'usagers pauvres, sans ressources autres que la mendicité ou les minima sociaux, sans logement. Rarement seules, les personnes concernées se réunissent en petits groupes sur des espaces publics très localisés : parc ou fond de cour à Aix-en-Provence ; place, parking, ou espace à l'abandon à Marseille ou à Nice ; rue ou bas d'immeuble à Arles, Avignon, Toulon ou Gap.

Les tendances de consommation des usagers pauvres

En 2023, aucun changement marquant concernant les consommations de drogues des usagers en situation de grande précarité n'a été observé, à l'exception des usages de cocaïne basée (voir plus loin). Ces personnes consomment quasiment toutes de l'alcool, parfois « massivement » selon les intervenants en maraudes, RdRD ou secours d'urgence. Nombre d'entre elles consomment aussi de la résine de cannabis peu onéreuse (l'herbe étant moins disponible et plus chère). Leurs consommations de certains médicaments hors cadre thérapeutique sont également quotidiennes : Lyrica®, Tramadol, Skénan®, Rivotril® et Seresta®. Les usages de Ritaline® sont moins présents dans la région à l'exception de Nice où ce médicament est consommé en injection par une part importante des usagers accueillis en CAARUD.

Comme les années précédentes, on note que l'ecstasy/MDMA, la kétamine, les amphétamines, les hallucinogènes, NPS³², ne sont pas consommés par ces usagers, à l'exception de quelques jeunes en situation de précarité et souvent issus des milieux alternatifs.

Le phénomène marquant de ces 10 dernières années concerne l'importance des usages de cocaïne que beaucoup de ces usagers pauvres consomment en injection et/ou sous forme basée (phénomène plus récent), au quotidien pour certains, plus occasionnellement pour d'autres³³. Ces consommations sont rendues possibles pour ces publics en situation de précarité financière grâce à la grande accessibilité du produit à Marseille, Aix, Avignon, ou encore Nice, où la cocaïne est proposée à la vente en contenants vendus 10€ ou 20€. Ainsi, après quelques moments de mendicité, ces usagers

³⁰ Fractions de l'espace public où des transactions et des usages de drogues s'effectuent à la vue des passants et des riverains.

³¹ Observatoire des inégalités, 2023.

³² NPS : nouveaux produits de synthèse ; les précisions sur les produits sont en annexe 3.

³³ Ces éléments sont détaillés et analysés par l'OFDT, à travers notamment les enquêtes du dispositif TREND, et au niveau quantitatif l'enquête ENA-CAARUD (<https://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/eftxac2ac.pdf>.) et l'enquête RECAP (<https://www.ofdt.fr/BDD/publications/docs/BilanRECAP2019.pdf>).

réunissent la somme leur permettant d'acheter une quantité suffisante pour injecter le produit ou le « cuisiner » afin de le fumer.

Un vieillissement des usagers injecteurs

Nous n'avons pas de données quantitatives locales et actualisées sur le nombre d'usagers injecteurs. Les intervenants de tous les CSAPA et CAARUD auditionnés disent que le nombre d'injecteurs qu'ils observent ou accueillent semble stable, et que leur taux de délivrance de seringues est également stable. Toutefois, sur les départements du Var et du Vaucluse où les partenariats pour la délivrance de seringues entre les structures de RdRD et de nombreuses pharmacies fonctionnent bien³⁴, les intervenants notent que le nombre de seringues que ces pharmacies délivrent est en augmentation y compris dans des zones où les usagers pauvres sont peu présents (villages, quartiers urbains aisés, centres commerciaux). On peut faire l'hypothèse que le nombre d'usagers par voie intraveineuse est plus important sur ces territoires ou bien que ces usagers ont intensifié leur usage par voie intraveineuse. Les intervenants des CSAPA et CAARUD auditionnés précisent également qu'une majorité des usagers injecteurs qu'ils accompagnent injectent de la cocaïne, quelques-uns du Skénan[®] ou du Subutex, et quelques-uns de la Ritaline[®]. Il semble que seuls des usagers originaires de pays est-européens³⁵ injectent de la Méthadone.

Les intervenants du champ sanitaire pointent également une augmentation de la moyenne d'âge des usagers injecteurs. Cette tendance au vieillissement des publics injecteurs est repérée par les intervenants à travers leur connaissance des usagers, et se retrouve dans les rapports d'activité consultés³⁶ (moyenne à 44 ans minimum, selon les structures).

L'état de santé de ces usagers vieillissants est préoccupant compte tenu des conditions d'hygiène très dégradées dans lesquelles ils vivent et consomment des drogues. Les conditions d'injection sont d'autant plus inquiétantes qu'ils sont peu guidés ou accompagnés pour respecter les pratiques à moindre risque, en l'absence de haltes soins addictions et au regard des difficultés à pratiquer l'AERLI³⁷ dans des conditions légales sécurisées pour les structures et les intervenants.

De surcroît, tous les intervenants, parlant des usagers injecteurs, évoquent des comorbidités psychiatriques rarement prises en charge par les services hospitaliers :

« Justement, le truc des soins, de la santé psy, Il n'y a pas de suivi médical, pas de prise en charge en hôpitaux psychiatriques pour la plupart des usagers de drogues, et oui il y a beaucoup plus de gens qui décompensent. Les gens se sentent mal, voilà !

On voit bien la dégradation des services d'accompagnement, de l'accès aux soins, de l'accès aux droits. En tous les cas, ça ne s'arrange pas, c'est sûr. » (Entretien collectif CAARUD Marseille)

³⁴ Les structures CSAPA et CAARUD relevant d'un PES (programme d'échange de seringues, soit la délivrance gratuite et anonyme de matériel d'injection pour les usagers), peuvent développer des partenariats avec des pharmacies de ville. Ils leur délivrent des stocks de matériel à la demande, et ces pharmacies les donnent aux usagers sans condition. Ces partenariats sont plus ou moins développés, en fonction des possibilités des CSAPA et CAARUD, des dispositions des pharmacies à contribuer au PES, et des disponibilités des autorités sanitaires pour accompagner et soutenir ces partenariats. Ils sont beaucoup plus nombreux dans le Var et le Vaucluse que dans les Bouches-du-Rhône.

³⁵ Les intervenants en CSAPA et CAARUD citent notamment des géorgiens.

³⁶ Voir l'annexe 2

³⁷ AERLI : Accompagnement et Éducation aux Risques Liés à l'Injection. Des intervenants sont formés pour accompagner les usagers dans leurs pratiques d'injection de sorte à réduire les risques sanitaires, et notamment de contamination au VIH-VHC.

Davantage d'usagers de cocaïne basée

Le phénomène le plus marquant de l'année, relevé par les intervenants en addictologie et les observateurs, est la visibilité -sinon l'augmentation- des consommations de cocaïne basée. Nous observons ces consommations directement ou via les traces de matériel dans l'espace public : morceaux de verre issus de pipes écrasées, délivrées ou confectionnées par les usagers : « *c'est beaucoup de pipeaux artisanaux. Une petite bouteille d'eau, un stylo, de l'alu et c'est bon* ». Les intervenants rapportent également ces consommations en détention où « *ça rentre en galettes³⁸* ». Ce phénomène se déploie depuis 2022 dans toutes les villes de la région, de même que dans les départements ou territoires ruraux et de montagne. Des profils assez divers de consommateurs sont relevés (voir chapitre « Autres phénomènes »). Les usagers en situation de précarité ou de pauvreté, motivent le recours à la cocaïne basée afin de maximiser de l'effet de la cocaïne d'une part, et pour des raisons financières d'autre part. La dose de cocaïne nécessaire à la préparation d'un « caillou » de crack étant minime, la dépense consentie par l'utilisateur est de l'ordre de 5€, donnant l'impression que ce mode d'usage est moins onéreux. Pourtant, la fréquence de consommation de la cocaïne sous forme basée étant importante, le budget nécessaire à l'utilisateur est, au final, conséquent.

Ces consommations préoccupent fortement les intervenants. Les dommages sanitaires surviennent rapidement, et ils se sentent démunis face à la force de l'addiction associée. Les consommations devenues irrépessibles exposent les usagers à la dégradation rapide de leur état de santé physique et psychique :

« Dans nos hébergements en 2023³⁹ tous basent, alors qu'en 2021 et 2022 non seulement c'était moins de la moitié, mais en plus c'étaient des consommations occasionnelles. Là, on voit la descente en enfer très rapide, en quelques jours, quelques semaines max (...) J'ai de nombreuses années de pratique, et les bras m'en tombent. Ils tombent très vite : nous avons des personnes qui basent 24h/24, ils ne s'alimentent plus, ils ne dorment plus... et lorsqu'on va dans les chambres, elles ne sont plus qu'un container poubelle avec des pipes et des déchets partout. (...) On essaie de les accompagner à baser au bicarbonate, laisse tomber ! On est désespérés et très inquiets de la rapidité avec laquelle ils s'écroulent. En moins de deux mois ils passent d'une situation de conso que l'on arrivait à gérer avec eux, à un écroulement total. Les logements deviennent des taudis, ils souffrent atrocement, et on n'a pas de modalités d'accompagnement qui fonctionne (...) Quasiment tous ont des traitements, voire achètent et prennent des cocktails de Valium et d'autres benzos ou antidépresseurs, mais rien ne fonctionne. Ça ne les apaise même pas ponctuellement. » (GF sanitaire)

Observation d'une scène de consommation de cocaïne basée

Aux abords d'un square se tient une scène ouverte de consommation de cocaïne basée, et depuis décembre 2023 le sol est aussi jonché de ballons ayant servi à inhaler du protoxyde d'azote. Le lieu est également connu pour les activités de prostitution concernant des femmes en journée puis des hommes travestis à partir de 21h. Ces travailleur-ses du sexe sont toutes et tous dans une grande précarité, et consomment de la cocaïne basée assis.es sur les pas de portes des immeubles. On observe aussi des proxénètes qui viennent installer ou déplacer des femmes prostituées et différents dealers qui viennent vendre ou trouver de nouvelles clientes. On y observe également des usagers parmi certains de leurs clients.

Daniella, une femme trans d'Europe de l'est consomme de la cocaïne basée devant moi [observateur], elle dit : « *Je consomme quand je suis pas bien, là j'ai envie de me sentir bien, et ce jeune homme (il y a un homme à côté d'elle) vient de m'en offrir gentiment.* ». Au même moment, l'homme lui dit qu'il peut en avoir encore, et une voiture avec trois personnes à bord passe, pour lui donner un petit sachet apparemment de cocaïne. (Note d'observation)

³⁸ Les usagers appellent « galette » une préparation de crack en quantité permettant 3 à 5 consommations.

³⁹ Ce CSAPA-Hébergements a une capacité d'accueil de 19 hébergements. Cette année ils ont accueilli en permanence au moins 20 personnes, hommes et femmes de 17 à 50 ans.

Dans les départements ruraux des Hautes-Alpes et des Alpes de Haute Provence, les intervenants en CAARUD évoquent aussi des jeunes trentenaires en errance, sans domicile stable (la plupart vit en camion, ou est hébergé de squat en squat). Ils se déplacent au gré des possibilités d'hébergement ou de travail. Ces intervenants les décrivent comme des « *traveler's précaires* », « *teufeurs ou anciens teufeurs* » issus de la mouvance alternative. Ils pratiquent la mendicité dans les petites villes de la région, très souvent seuls. Ils ne sont pas visibles sur les scènes de consommations réunissant d'autres usagers pauvres (voir chapitre « les usagers plus visibles en centre-ville »).

Leurs consommations les plus fréquemment observées sont l'alcool (plutôt des bières fortes en alcool) et la cocaïne fumée, qu'ils basent eux-mêmes en utilisant de l'ammoniaque et consomment dans des « pipes artisanales » qu'ils fabriquent :



Un de ces usagers montre son « matos » : le trou pour l'embout en caoutchouc a été fait grâce à un briquet, les contours sont brûlés. Le papier aluminium a été ingénieusement placé pour qu'il ne tombe pas. Le haut du capuchon a été méticuleusement découpé pour pouvoir coincer le papier aluminium (Observation).

Des consommations de Lyrica®, dans la continuité des années précédentes

La prégabaline, commercialisée en France sous le nom de Lyrica®, est un médicament consommé dans les espaces de la précarité urbaine par des personnes majoritairement originaires des pays du Maghreb, ou ayant transité par ces pays au cours d'un parcours migratoire. En PACA, ces personnes accèdent au médicament parfois sur prescription, mais assez souvent via des ordonnances falsifiées (selon les données CEIP et les retours de médecins de CSAPA), ou encore sur le marché de rue. Ce marché de rue ne semble pas connaître de pénurie : sur les quelques points de vente urbains de médicament connus, le Lyrica® ou ses équivalents étrangers sont quasiment toujours proposés⁴⁰.

Les usagers recherchent l'effet d'ébriété et d'apaisement que procure ce médicament, afin d'atténuer un temps les angoisses et les impacts des traumatismes souvent éprouvés au cours du parcours migratoire et des difficultés de la vie dans la rue.

Ces usages et ces profils d'usagers sont mentionnés par les observateurs et les intervenants en CSAPA et CAARUD depuis plus de 10 ans, ainsi que par les intervenants des centres d'hébergement d'urgence ou des associations d'accueil des migrants. Ils sont aussi identifiés de longue date par les intervenants exerçant en milieu pénitentiaire, y compris parmi des mineurs, comme en témoigne l'un d'entre eux :

« En prison (Baumettes), sur 60 mineurs incarcérés, 15 consomment du Lyrica, tous migrants, beaucoup avec de gros traumas physiques et psy » (GF sanitaire)

En 2023, nous avons observé des consommations de Lyrica® hors cadre thérapeutique et des indices de consommation (boîtes jetées sur la voie publique) dans les quartiers et espaces publics fréquentés par les usagers en situation de précarité. Toutes les équipes auditionnées, de même que le groupe focal sanitaire, ont abordé spontanément ces consommations comme un des phénomènes importants concernant les personnes en situation de précarité urbaine :

« Ça, c'est hyper courant, le Lyrica® chez les personnes précaires, assez souvent des personnes d'Afrique du nord. Et nous, on a peu de solutions. En gros c'est, soit la personne est OK pour limiter

⁴⁰ Depuis juillet 2023, nous avons identifié des comprimés ou emballages de Prégabaline écrits en grec ou en cyrillique, dans le centre-ville de Marseille et dans des cités des quartiers nord. Les douanes ont également effectué à l'automne une saisie d'une prégabaline d'origine grecque nommée Brieka à l'aéroport de Marignane.

et à ce moment-là, on peut switcher sur du Prazépam ou sur du Valium, on peut l'orienter [vers un CSAPA]. Sinon, on ne peut rien faire parce qu'en fait, on se retrouve dans des situations où il y a des falsifications d'ordonnances qu'on repère parce que quand ils nous les envoient, on voit qu'il y a une falsification...

Et en fait, la plupart cherche juste un prescripteur. Si on les oriente vers un CSAPA ou autre structure en addictologie en disant « vous n'aurez pas la prescription mais vous serez accompagné », ils refusent. » (Entretien collectif structure de coordination en addictologie, Bouches-du-Rhône)

Les usages de Lyrica® hors cadre thérapeutique sont également rapportés parmi un public de jeunes usagers en situation de précarité mais pas nécessairement inscrits dans des parcours de migration, sans domicile ou refuge :

« Le Lyrica® je dirais que c'est aussi les nouvelles générations, jusqu'à 30 ans. Des plus jeunes, qui ont parfois rien consommé avant et qui tombent dedans directement la tête la première, c'est incroyable. Ça s'achète sur le marché noir en rue, beaucoup autour des hôpitaux. Très peu d'injecteurs parmi cette population. J'ai jamais vu d'injecteur consommer du Lyrica®. Et pas de passif de consommateur d'autres produits. » (Entretien collectif association d'auto-support, Marseille)

La visibilité accrue d'usagers pauvres dans l'espace public urbain

En 2023, la présence d'usagers sans domicile a été davantage remarquée en centre-ville de Marseille et des villes alentours. Plusieurs nouveaux lieux de regroupements quotidiens ont été dénombrés à Marseille, ainsi que le développement d'habitats de fortune à proximité (parkings, sous-sols, transformateurs électriques, entrées d'immeubles de bureaux...)

Nous faisons l'hypothèse, partagée avec les intervenants en maraudes et les services sanitaires et d'habitat de la Ville de Marseille, que cette plus grande visibilité d'usagers de drogues dans l'espace public du centre-ville ne tient pas nécessairement à l'arrivée de nouveaux usagers sur la ville. Le phénomène pourrait être mis en relation avec les rénovations urbaines en cours et la pression foncière qui s'exerce sur la ville plus fortement depuis 2020-2021. Elles contraignent les usagers à quitter les logements inoccupés qu'ils avaient l'opportunité d'investir jusque-là.

« Nous on suit les gens dans tous ces endroits-là, rue, parkings, squats très précaires (...) Y'a beaucoup plus de gens qui vivent et consomment là. Beaucoup. Ils dorment là, ils vivent là, ils consomment là. (...)

Avant les gens sans domicile ouvraient des squats plus facilement, et là comme ils ont durci la répression, à chaque fois que tu ouvres un squat, y'a des procès, des expulsions. A un moment, il y a eu une recrudescence des tentes sur les plages et en ville, mais pareil là ils expulsent les gens qui se mettent en tente en 2-2. Là ça tient plus, donc les gens vont dans les parkings. » (Entretien collectif association d'auto-support, Marseille)

La visibilité accrue de ces publics en centre-ville peut également être rapprochée du déplacement de certains usagers demeurant jusque-là dans des cités/quartiers excentrés :

« Jusqu'alors [fin juillet 2023], on voyait souvent des usagers du centre-ville être toute la journée dans ces cités où ils achetaient puis consommaient sur place. Et là, même ceux-là, il n'y en a quasiment plus. Il y a moins de cinq personnes. Et encore, je dis cinq, on ne les voit plus du tout depuis quelques semaines là-bas. Même des anciens, ils sont au centre-ville maintenant.

Il y a ceux qui faisaient des allers-retours [nuit dans des hébergements ou squats en centre-ville, journée dans les cités cf. rapport 2022], qui ont déjà arrêté de les faire. Et puis, ceux qui restaient vraiment tout le temps dans les cités, qui maintenant sont installés à [ils citent 7 endroits du centre-ville de Marseille que nous avons également identifiés]. » (Entretien collectif CAARUD Marseille)

Cette présence plus importante et plus visible en centre-ville de Marseille d'usagers pauvres qui injectent ou fument de la cocaïne est également concomitante à l'installation de nouveaux points de vente sur ces mêmes espaces qui proposent de vente de cocaïne chlorhydrate en petite quantité :

« Ça, ça a été la révolution ! C'est ça qui a fait que les pratiques ont vachement évolué. Avant, les 10 balles, il fallait aller les chercher dans les quartiers nord. Depuis cet été [2023], tu vas chercher un 10 balles à [centre-ville], t'as 0,2g. Les usagers n'ont plus aucun intérêt à aller faire autant de marche pour avoir accès à du produit, même si ça continue d'exister dans les quartiers nord. »
(Entretien collectif CAARUD Marseille)

Il semble aussi que depuis cette année certains usagers sans domicile de Marseille se déplacent vers des villes alentours, ce que signalent des intervenants de Aix-en-Provence, de Pertuis ou d'Aubagne :

« Depuis un an, très clairement, on accueille de plus en plus de personnes de Marseille en situation de grande précarité ; il y a tellement de personnes précaires que sur Marseille, c'est compliqué de trouver des places en hébergement (...) Ce sont des hommes plus âgés [la cinquantaine], des mecs qui sont un peu plus abîmés aussi. Ce sont des personnes SDF, qui sont polyconsommatrices. Je pense qu'ils sont un peu fatigués, aussi, de Marseille. C'est plus dur, en fait, à Marseille. Ils viennent ici en disant que ça va être un peu plus calme. (...) Ils ne viennent pas forcément ici pour trouver un logement, en fait. Ici, ils sont toujours dans la rue, mais peut-être plus protégés que sur Marseille. En tout cas, il y a beaucoup de gens, là je suis d'accord avec M., des gens qui sont très précaires, qui sans doute n'avaient pas de logement non plus sur Marseille, mais qui viennent un peu se mettre à l'abri ici. Sans aucune ressource, sans droits sécu ouverts, parfois même sans justificatif d'identité : ils ont perdu les papiers, ou ils se sont faits voler, ou les sacs ont été pris par les policiers à Marseille. Ils nous racontent cela. » (Entretien collectif CSAPA Aubagne)

Des manifestations d'exaspération des riverains

De nombreux intervenants qui effectuent des maraudes à Marseille nous ont rapporté des scènes et des propos manifestant l'exaspération d'une partie des riverains du centre-ville (habitants, commerçants, employés) à l'encontre des usagers pauvres présents auprès de leurs lieux de résidence/travail. Ces manifestations semblent plus nombreuses, plus ostensibles et plus violentes verbalement avec parfois des menaces. Plus que les usagers eux-mêmes, l'exaspération des riverains pointe les résidus de consommations (seringues, pipes) et les dégradations de l'espace public qu'elles occasionnent.

« C'est l'exaspération générale des riverains en centre-ville. Face aux scènes ouvertes, les scènes de conso (...) Il y a de plus en plus de consommations (...) quand je suis arrivé, il y avait très peu de consommations là où nous stationnons en maraudes. Ils allaient souvent se caler ailleurs. Là, ça se met sur le trottoir, ça consomme là. Moi, j'ai quand même l'impression que les gens sont plus exaspérés sur les trois dernières années. Cette année, il y a même une personne vivant dans le quartier qui s'est mise en face du camion, qui a bloqué le départ du camion, et qui a menacé l'équipe. (...) Là où on allait, les traces de consommation, c'était discret. Là, tu es devant l'hôtel de la région, sur l'escalier. On a ramassé 30 pompes la dernière fois où j'ai fait le travail de rue. Alors que la personne de la région avait nettoyé avant notre passage. On est passé vers midi, il y avait de nouveau 30 pompes (...) Il y a aussi des excréments, des traces, du matos qui traîne, du verre pilé : la pipe, tu mets un coup de pied dessus, tu l'éclates, ça fait des morceaux de verre partout (...) La ville a un service pour ramasser les seringues, mais ils s'occupent des seringues, pas des gens qui les tiennent » (Entretien collectif CAARUD Marseille)

A Marseille, la colère des riverains peut aussi être rapprochée de la couverture médiatique du projet d'installation -interrompu à ce jour- d'une Halte-Soins-Addictions.

« Et il y a toute la mobilisation de riverains contre la salle de consommation aussi, où ils sont quand même très, très remontés.

Ça fait du foin, quoi.(...)

Ils ne sont pas très nombreux mais ça fait tache d'huile sur l'usage de drogue en général.

En tout cas, sur la question de la consommation et des injections dans le centre-ville, en vrai, je trouve qu'elle est très présente en ce moment. Et je pense que la question de la salle de consommation fait que beaucoup de gens en parlent. Moi, j'en entends parler partout. » (Entretien collectif CAARUD Marseille)

Les personnes en situation de migration

Les personnes en situation de migrations dans la région sont accueillies en premier lieu dans les départements frontaliers de l'Italie, en particulier les Hautes-Alpes et dans une moindre mesure dans les Alpes-Maritimes ou de Haute-Provence. Selon les intervenants d'associations d'aide aux migrants, ces routes de passage clandestin depuis l'Italie seraient empruntées essentiellement par des migrants originaires d'Afrique et d'Asie, et quelques personnes de pays d'Europe de l'est.

Ces dernières années⁴¹, des bénévoles intervenant à la frontière pour aider et accueillir les migrants ont interpellé des CSAPA et Médecins du Monde car ils observaient des consommations de psychotropes de la part de ces personnes migrantes, entraînant des comportements face auxquels ils se sentaient démunis. Des partenariats ont été noués afin de mieux accompagner les usagers. Les interventions restent toutefois ponctuelles et souvent éphémères, les intervenants soulignant la difficulté d'établir des relations durables avec ces personnes migrantes, et plus encore d'engager un parcours de soin. La menace d'une expulsion suscite une crainte à l'égard de toute institution susceptible de dénoncer leur situation irrégulière sur le territoire. Evoquer des consommations de produits illicites ou de médicaments hors cadre thérapeutique leur est également particulièrement difficile. À cela s'ajoutent la barrière de la langue et le fait que ces départements frontaliers ne sont que des lieux de passage vers d'autres destinations.

Les produits les plus fréquemment consommés par ces personnes, sont le Lyrica® (voir chapitre précédent dédié), le Tramadol et des benzodiazépines associées à l'alcool.

« On les voit peu au CSAPA, la plupart ne reste que quelques jours dans le coin, mais nous sommes interpellés par les bénévoles du refuge solidaire qui font aussi des maraudes le long de la frontière, et par Médecins du Monde qui sont très préoccupés par les consommations de ces personnes, et les manifestations d'état de manque aussi. Ces équipes [MdM et refuge solidaire] voient 100 à 200 personnes migrantes par jour qui passent la frontière ; il y en a probablement plus. D'origines assez diverses : beaucoup d'afghans, somaliens, nigériens, soudanais. Elles identifient des consommations d'alcool, de Lyrica® et de Tramadol (...) C'est difficile de savoir des choses sur leur parcours migratoire et leurs consommations : ce sont des personnes fuyantes, qui ne parlent pas ou peu en français. Et puis la drogue est le dernier de leurs soucis. Mais pour tous ceux dont on en sait quelque chose, les consommations n'étaient pas présentes avant le parcours migratoire et elles sont toujours nommées par les usagers comme à visée anxiolytique. L'alcool en est un bon indicateur car ce sont des populations souvent de confession musulmane et donc qui n'avaient pas (ou peu) de consommations d'alcool dans le pays d'origine. » (Entretien collectif CSAPA Briançon)

Depuis 2023, une équipe de CAARUD réalise des missions d'aller-vers auprès des populations en situation de migration dans le département des Hautes Alpes. Les intervenants identifient des usages de prégabaline hors cadre thérapeutique par des ressortissants d'Afrique du nord (voir aussi le chapitre « consommations de Lyrica® »), et des consommations d'opiacés parmi des populations venues d'Europe de l'est ou des Balkans⁴², probablement usagères d'héroïne dans leur pays d'origine.

⁴¹ Les CSAPA locaux, un CSAPA marseillais, et Médecins du Monde ont été sollicités par ces collectifs de bénévoles ou structures telles que le Refuge Solidaire dès 2020-2021.

⁴² Concernant les usagers d'opiacés en situation de migration, les données des CSAPA et CAARUD référencent plus fréquemment des géorgiens, biélorusses et bulgares.

« On est quand même proches de la frontière italienne, donc on voit des ressortissants de l'Europe de l'est, des Afghans, des personnes d'Afrique du nord et d'Afrique subsaharienne (...) Ce qu'ils consomment le plus, c'est des benzos, beaucoup. Après, il va y avoir des médicaments prescrits, qu'ils peuvent échanger un peu entre eux. Dedans, tu vas avoir un peu des neuroleptiques, type Tercian®, des trucs comme ça. Mais, peut-être plus avec le public d'Afrique du nord, de la Prégabaline, Gabapanthine®, Lyrica®. C'est la première demande qu'ils ont en arrivant en France : la prescription de Lyrica® (...)

Les personnes d'Europe de l'est et des Balkans, c'est alcool, et opiacés en général, donc Méthadone. Ils ont cette habitude de se faire prescrire de la Méthadone en CSAPA et ils l'échangent facilement. J'ai pas vu d'injection de Méthadone, ils injectent plutôt le Skénan®, ou l'héroïne quand ils en trouvent. » (Entretien collectif CAARUD 04 Gap)

A Marseille et à Nice, les CAARUD relèvent aussi les pratiques de consommation de certains migrants, et confirment les observations des Hautes-Alpes : des populations ressortissantes de Géorgie [et/ou de pays est-européens] sont usagères principalement d'opiacés et d'alcool, avec un recours important au Lyrica® et autres benzodiazépines (notamment Rivotril®) hors protocole thérapeutique. Ces pratiques viennent soutenir leurs conditions de vie difficiles, l'absence de logement -ou de logement stable- et de revenus, tout autant que les traumatismes subis lors du parcours migratoire et dans le pays d'origine :

« On voit quand même des gens traumatisés par leur parcours, avec des morts sur le trajet, et c'est vraiment l'envie de fuir une réalité qui motive leurs usages de benzos ou de Lyrica®. Ils imaginent l'eldorado et ils trouvent ici la misère. Quand tu penses à ce qu'ils vivent pour ça... Alors il y a des gens, le Lyrica®, ça les aide à avancer parce que c'est trop difficile. » (Entretien collectif association d'auto-support, Marseille)

Toutefois, beaucoup de migrants ne sont pas usagers de drogues. Des intervenants témoignent ainsi que, lorsqu'ils font des maraudes en centre-ville de Marseille, ils croisent nombre de personnes en situation de migration et d'errance qui ne sont pas en demande d'aide ou de RdRD liée à des usages de drogues, en précisant qu'ils ne sont pas consommateurs de psychotropes, s'étonnant d'ailleurs parfois que ces services leurs soient proposés. Par ailleurs, le « Groupe LGBT-Migrants »⁴³ qui comptait fin 2023 près de 200 membres, souligne aussi qu'il ne compte que 10 personnes consommant des produits stupéfiants en contexte de chemsex, et une trentaine d'usagers d'herbe ou résine de cannabis, ou de médicaments achetés dans la rue. Lorsque les animateurs de ce groupe interrogent les personnes sur ces « médicaments », elles ne savent préciser un nom pharmaceutique sinon « le comprimé orange » ou « le cachet bleu ».

⁴³ Le Groupe d'auto-support LGBT-Migrants accompagné par des intervenants de AIDES-Marseille compte fin 2023, 197 membres -personnes en situations de migration sans statut d'asile-, dont 85% originaire d'Afrique subsaharienne (Nigeria, Gambie, Guinée, Ghana... la plupart anglophones), et 15% de colombiens, vénézuéliens et autres nationalités. Ce groupe se réunit tous les vendredis pour échanger sur les thèmes suivants : *Homos vivant en France, Sexualité et orientation sexuelle, Aide juridique, Corps et migration, Santé globale*. Pour en devenir membre à part entière, il faut avoir fréquenté ce groupe d'auto-support depuis 4 mois.

Usages et usagers de drogues dans les espaces festifs

Éléments de cadrage

En 2023, la concentration de la vie festive marseillaise dans des bars se poursuit : depuis 2021, de nombreux bars du centre-ville élargissent leur offre en proposant des soirées musicales animées par un DJ, avec la possibilité de danser dans le lieu. Seuls quelques nouveaux espaces spécialement dédiés à la musique et la danse ont ouvert mais ils peinent à perdurer. Les bars désormais dansants représentent ainsi une part importante de l'offre festive, mais qui ne se poursuit pas au-delà de 1h ou 2h du matin.

On note également l'émergence d'une scène LGBTI+ plus dynamique, et une programmation régulière de calages⁴⁴ à Marseille et de free-parties dans le Var et le Vaucluse. Aucun teknival en revanche, ces grands événements étant désormais programmés dans d'autres régions où la pression policière est moindre.

Les espaces festifs étudiés

Au sein du dispositif TREND, nous qualifions deux grands types d'espaces festifs :

Les espaces festifs « commerciaux » renvoient à des soirées organisées dans des lieux dédiés à la fête ou à des grands événements culturels, publics et où l'entrée et/ou les prestations sont payantes : discothèques, clubs, bars, salles de concert, ou encore espaces en plein air aménagés pour accueillir un événement festif. Ces espaces attirent des fêtards sans distinction musicale particulière, ou des mélomanes de musiques issues du courant musical *Techno* - celui-ci se décomposant en une multitude de sous-courants en constante diversification depuis le début des années 1990.

Les espaces festifs « alternatifs » renvoient à des événements appelés *free party* ou *teknival* (lorsqu'ils se déroulent en continu sur plusieurs jours) qui comportent dimension contre-culturelle à laquelle se réfèrent les organisateurs comme les publics affiliés. Cette dimension s'incarne dans la mise en œuvre de principes autogestionnaires, libertaires et de refus du mercantilisme : absence de service d'ordre, gratuité ou prix libre, liberté quant à la consommation de substances psychoactives, etc. Dans ce courant alternatif, on compte aussi les fêtes ayant lieu dans des squats, plus souvent du genre musical rock et sous courants affiliés (punk, noise, expérimental, etc.) et les « calages » : une tradition festive qui emprunte à la free-party, assez répandue à Marseille et alentours. Il s'agit de fêtes gratuites dont le rendez-vous est communiqué au dernier moment uniquement au réseau d'interconnaissances ou d'abonnés sur un groupe privé sur les réseaux sociaux. Les calages ont la particularité de se dérouler dans des lieux insolites (un bunker abandonné, une usine ou une piscine désaffectées, un coin de colline ou de calanque aux abords de la ville). Les calages réunissent en petites jauges (de 50 à 300 personnes) des personnes majoritairement âgées de moins de 25 ans.

Les événements ou lieux festifs peuvent être illégaux s'ils sont ouverts au public en l'absence de déclaration en préfecture à laquelle ils sont soumis depuis le décret Mariani de 2002. Mais si les soirées et fêtes « illégales » sont plus souvent dans la mouvance alternative que commerciale, on trouve aussi dans le secteur commercial des événements qui, bien que déclarés et ayant lieu dans des espaces dédiés, peuvent se réaliser dans un respect incomplet de la législation. Une autre manière de préciser que commercial n'est pas synonyme de légal ou légaliste, et alternatif d'illégal ou illégaliste.

Les produits les plus communément consommés en contextes festifs sont l'alcool, le cannabis et les stimulants (cocaïne, plus rarement ecstasy/MDMA). Des tendances différentes se dégagent selon les espaces et contextes :

En contexte festif commercial, la cocaïne est quasiment toujours observée, essentiellement consommée par voie nasale. Elle est souvent proposée à la vente sur place. Les livreurs ou vendeurs y sont nombreux. On y voit aussi des consommateurs d'ecstasy, et plus exceptionnellement d'autres produits (voir chapitre suivant).

⁴⁴ Les calages sont des fêtes nocturnes qui empruntent à la free-party, assez répandues à Marseille (fêtes gratuites en petites jauges de 50-300 personnes, dont le rendez-vous est communiqué au réseau d'interconnaissances).

Dans les free-party, les calages et les soirées LGBTI+, les produits consommés par une partie des publics sont plus divers que ceux qui circulent en contextes festifs commerciaux. On y observe des consommateurs de kétamine ou de protoxyde d'azote, parfois de LSD ou de cathinones. En contexte festif LGBTI+ on voit plutôt des consommations de GBL, poppers, kétamine, cathinones.

Les amateurs de ces fêtes alternatives témoignent aussi de polyconsommations de ces différents produits au cours de la soirée/nuit, parfois dans le but d'optimiser les effets stimulants et empathogènes recherchés :

« Là on prend un peu de 3 pour aller danser, et moi j'ai un peu bu alors je commence à avoir sommeil, faut que je me réveille. Alors je prends un peu de taz aussi. Parfois on a de la Ké. » (Fabrice, 28 ans, Marseillais, en Free-party)

Parfois des usagers consomment successivement plusieurs produits pensant ainsi mieux gérer les effets indésirables de la « descente »⁴⁵ :

« Wow ce soir c'est n'importe quoi, je prends des traces de 3 tous les 15 minutes, suis à deux doigts de l'overdose ! En fait ça me fait plus trop d'effet, j'hésite à prendre des psychédéliques » (Valentin, 35 ans, Marseillais, soirée Pride)

« Ben là je repars directement après la teuf, j'ai un train dans une heure. C'est loin d'ici la gare ? Ohlala, je suis encore défoncé aux ecstas. Je vais me faire une trace de 3 pour redescendre » (Adrian, 38 ans, venu à Marseille pour le week-end, soirée LGBTI+)

Les scènes festives, les publics et les consommations

A Marseille, du côté des grandes scènes musicales électro, on note un regain d'activité des Docks des Suds, amorcé depuis 2022 alors que le lieu peinait à proposer de nouvelles soirées et semblait voué à une fermeture très proche. Un projet d'école de cinéma à l'horizon 2026, ainsi que le programme de rénovation du quartier, laissent présager que ce type de lieu n'y aura bientôt plus sa place. Les grandes soirées de musiques électroniques de la Friche Belle de Mai, ne sont plus programmées dans l'immense Salle des Sucres -grande salle historique du lieu-, et une petite salle d'une capacité d'une centaine de personnes a été aménagée.

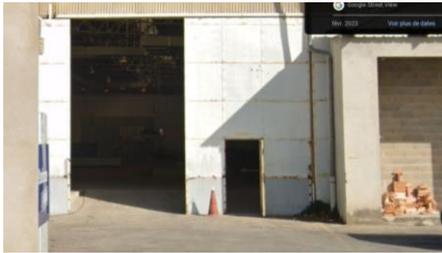
En revanche, on a vu émerger en 2023 de nouveaux lieux de programmation festive nocturne électro dans des anciens entrepôts, espaces de bureaux ou d'autres activités professionnelles délaissés vers les « quartiers nord » (3^e, 14^e et 15^e arrondissements de Marseille). Ces espaces sont moins soumis à la pression foncière ou à la proximité de riverains, mais plus isolés et non desservis par des transports en commun. Ils sont investis pour des soirées payantes, de 8€ à 18€, en prévente uniquement. Les observateurs décrivent des espaces bas de plafond, à la chaleur étouffante et avec une acoustique de mauvaise qualité, une capacité d'accueil surévaluée par les organisateurs, peu équipés en sanitaires, mais avec vestiaire, fumoir, chill zone⁴⁶, darkroom⁴⁷, et toujours avec un bar.

⁴⁵ Lorsque l'effet du produit s'estompe, l'utilisateur ressent souvent des effets indésirables. Ces sensations désagréables de la descente sont souvent proportionnelles à celles ressenties pendant l'effet ; autrement dit, plus on a consommé, plus la descente est désagréable.

⁴⁶ Espace détente.

⁴⁷ Une darkroom est une salle à part mais accessible à tous dans un lieu festif, plongée dans le noir, souvent aménagée de coussins et banquettes. Le public peut s'y rendre pour se reposer, mais aussi éventuellement pour y avoir des pratiques sexuelles ou d'usages de produits.

Les images ci-dessous proviennent des comptes de publication des organisateurs :

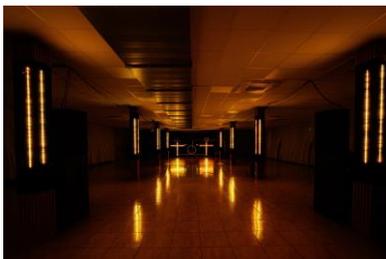


En extérieur...



En intérieur.

L'esthétique globale et le concept de ces soirées empruntent aux codes de la free-party (lieu tenu secret, interdiction de prendre des photos ou vidéos) et du clubbing Berlinois : dress-code non-conventionnel, présence d'un physionomiste à l'entrée avec l'éventualité de ne pas être admis dans la soirée. Certaines soirées mettent en avant une esthétique BDSM⁴⁸: chaînes, harnais, cuir, collier à boucle, etc. sont présents dans les images de communication ainsi que dans les suggestions de dress-code. D'autres soirées empruntent aux esthétiques teintées de mysticisme, religieux, sacré : les soirées sont proposées en termes de « versets » et les instructions aux participants données sous formes de « commandements ».



Bien que se réclamant de la mouvance alternative, ces soirées s'en différencient par de nombreux aspects :

Elles sont payantes, uniquement en prévente, contrairement à la gratuité ou entrées à prix libres caractéristiques des free party ou calage ou teknival. On y trouve aussi des services commerciaux tels que des stands de vente de goodies et accessoires, de piercing ou tatouage payants. Ces soirées sont organisées par des personnes ou sociétés privées et non par des collectifs, Sound-System ou associations de bénévoles.

Comme dans le milieu alternatif, les organisateurs exigent des publics des formes de secret (lieu dévoilé seulement quelques heures avant la soirée par des canaux privés), avec interdiction de prendre des photos ou vidéos, mais ces organisateurs s'autorisent la publication sur Facebook et Instagram de nombreuses photos avec parfois des personnes clairement identifiables. Un dress-code y est imposé, vérifié par des physionomistes à l'entrée, alors que le milieu alternatif permet l'entrée à toutes les « apparences physiques » et vestimentaires. Enfin, l'alcool est proposé à la vente mais les consommations de drogues illicites y sont réprimées, contrairement le milieu alternatif plus tolérant à l'égard des consommations.

⁴⁸ BDSM, pour Bondage, Domination, Soumission, Sado-Masochisme.

Dynamisme de la scène LGBTI+

On note aussi en 2023 une évolution significative de la scène festive queer⁴⁹ et LGBTI+ à Marseille : davantage de soirées, une forte évolution de la scène drag⁵⁰ avec des spectacles et performances présentées lors de soirées LGBTI+ ou des soirées spécifiquement drag. Le public y est plus nombreux qu'en 2022, élargi à des participants venus d'autres régions ou de pays ouest-européens.

La diversification du public des soirées LGBTI+ est également saillante. Un plus grand nombre de participants non affiliés au mouvement LGBTI+ en partagent les valeurs et apprécient tout particulièrement l'ambiance bienveillante et sécurisée qui règne en soirée. La scène LGBTI+ est particulièrement attentive à la promotion de la RdRD et la prévention des violences durant la soirée : stand d'information animé par des intervenants professionnels de la RdRD ou par les organisateurs de la soirée, délivrance de conseils et matériel de consommation, préconisations de vigilance à l'entrée, messages d'interdiction des violences sexistes ou sexuelles, désignation d'un référent en charge de veiller au bien-être de chacun tout au long de la soirée.

Les personnes de la communauté LGBTI+ semblent aussi mieux connaître les dispositifs de soin et les structures d'aide en addictologie dont elles informent les autres participants le cas échéant.

Les cathinones, la kétamine et le GBL plus visibles dans une diversité de contextes festifs

La consommation (et parfois la vente) de cathinones a été plus fréquemment observée dans un large éventail de contextes festifs en 2023 : club « branché », calage, mais aussi soirées privées en appartements. Le prix des cathinones reste stable, essentiellement achetées sur internet directement par des usagers, ou vendues par des vendeurs « indépendants ». Cependant, ces produits sont quasi-systématiquement vendus-proposés comme étant de la 3-MMC, alors que de nombreuses analyses révèlent des tromperies : 2-CMC, 2-MMC, 3-CMC, 3-MMC, 4-CMC, 4-MEC, 4-MMC, NEP, etc. Il en résulte une grande confusion du côté des consommateurs. Nombre d'entre eux témoignent de mauvaises expériences :

« On m'a vendu de la NEP⁵¹ [pour de la 3-MMC], c'était horrible ! C'est un cauchemar cette drogue. C'était un dealer que je voyais beaucoup, parce qu'il avait toujours de la bonne came. Pour moi sa 3 elle était toujours hyper bonne, pour moi c'était la personne la plus sûre. Là, il me vend de la 3, je rentre chez mes potes. Je vois, visuellement, qu'il y a un doute : C'était hyper poudreux, on aurait dit de la coke mais en cristaux, et bien plus blanc, bien plus poudreux. Je rappelle le dealer, je lui dis que je crois que c'est pas de la 3, j'avais goûté un peu sur le bout de la langue, ça avait un peu le goût de la C mais pas vraiment, je comprenais pas. Il m'a donné un autre pochon, il m'a dit que c'était la même chose. Il me dit c'est de la NEP. Je me suis dit « ok, tu me le dis, mais tu me le dis après ! ». Il m'a dit qu'il achetait en Hollande et que pour des questions de sécurité ils changeaient les molécules. Ça je le savais, je l'avais entendu déjà. Et du coup j'en ai pris, franchement une toute petite trace, un quart de ce que je consomme normalement, ça m'a explosé la tête. J'étais beaucoup trop à balle, beaucoup beaucoup trop. C'était même pas agréable. Alors j'ai envoyé un message mes amis qui consomment de la 3, en leur disant de pas acheter à ce dealer, que c'est pas de la 3 qu'il vend et que c'est une horreur et que je trouve ça dangereux. » (Louisa, 24 ans, Marseille)

« Je savais pas ce que c'était avant de faire analyser. Je pensais que c'était de la 3, je l'avais acheté à mon dealer habituel. Ça a été l'anxiété tout de suite, d'abord une montée forte pendant les premières minutes, après j'ai vomi, et après j'étais juste mal, et ça pendant des heures... j'ai fait

⁴⁹ Personne qui ne s'identifie à aucune catégorie relative à son orientation sexuelle et à son identité de genre et/ou qui est libérée des assignations classiques en matière de genre ou d'orientation sexuelle.

⁵⁰ Art de performance des expressions de genre, utilisant notamment le travestissement, le maquillage et la coiffure pour en magnifier l'expression.

⁵¹ N-EthylPentadrone. Le NEP peut se présenter sous 2 formes : une poudre blanche, un peu collante et cristalline ; ou en cristaux de couleur blanche. Vendu 4 à 20€/g selon le fournisseur et la quantité commandée.

analyser à Plus Belle la Nuit, ils m'ont dit que c'était du NEP » (Martin, jeune homme rencontré lors d'une soirée techno)

La consommation de kétamine tend aussi à se diffuser davantage qu'en 2022, et nous observons ou recueillons les témoignages de nouveaux consommateurs. En contextes festifs commerciaux, la kétamine vendue/consommée se présente presque toujours sous forme de « paillettes », à savoir de très fins cristaux allongés translucides tirant sur le blanc, d'un centimètre de long environ et dont l'épaisseur ne dépasse pas celle d'une aiguille à coudre. Cette forme tend à supplanter la forme liquide à « cuisiner », ou la poudre vendue directement prête à l'usage.

Enfin, les observateurs ont fréquemment remarqué la présence de GBL, consommé par peu de personnes mais dans des contextes festifs hors milieu LGBTI+. Ce produit étant plus disponible dans des contextes festifs commerciaux ou alternatifs au sein desquels il ne circulait pas, les expérimentations se font plus fréquentes :

« J'ai découvert le G aussi, en tests de nouvelles drogues j'étais sur une belle année. C'est deux amis qui consommaient ensemble qui m'ont fait découvrir. On m'en a donné, j'en ai jamais acheté. La première fois c'était en after chez moi. On m'en a préparé, c'était une dose de 0,7, je me sentais d'essayer. Et les effets c'était trop bien, j'étais hyper euphorique. Je me souviens être sur un petit nuage, être si bien. Et de rire. C'était hyper agréable. C'est une des drogues, pour moi, en termes de possible addiction, la plus dangereuse, parce que trop agréable » (Louisa, 24 ans, Marseille)

« Les [nouveaux] clients de G que j'ai récupérés, souvent, c'est des gens qui vont en teuf, des gens méga joyeux, qui sont contents d'avoir leurs petits produits. Et après y'a la clientèle plus queer [sa clientèle habituelle, plus ancienne], qui vont sortir tous les weekends, qui vont faire after sur after et tout. C'est une population différente. » (Petito, vendeur, 29 ans, Marseille. Déjà interviewé en 2022, voir rapport précédent)

Autres phénomènes marquants

De nouvelles demandes de consommateurs de cocaïne basée

Outre les usages de cocaïne basée décrits dans le chapitre « usages en contextes de précarité », les intervenants en CAARUD et en CSAPA soulignent depuis 2022 des demandes de soin ou de matériel de consommation par des personnes qui ne fréquentent pas les espaces de la marginalité urbaine, et qui consomment occasionnellement ou régulièrement la cocaïne sous forme basée. En 2023, ils nous ont fait part de nouvelles demandes de soin ou de RdRD provenant de personnes qui jusqu'alors ne les sollicitaient pas, comme par exemple des jeunes probablement mineurs :

« Des groupes jeunes qui nous appellent, qui veulent que ce soit discret, qui nous prennent des pipes à crack. Il y en a un, deux ; des fois quatre, cinq. Ils ont autour de 17 ans. Ils sont bien habillés, avec un look type streetwear. Je pense qu'ils sont lycéens » (Entretien collectif CAARUD Aix)

Ils citent aussi des profils déjà identifiés mais qui semblent être plus nombreux en 2023 tels que des couples et des parents de milieux insérés :

« Le phénomène est apparu il y a 3 ans, en forte augmentation. Ils viennent en disant qu'ils consomment trop, trop souvent. Ils sont surpris par leurs débordements, des comportements violents, parfois intra-familiaux. Et les enjeux par rapport aux enfants : des informations préoccupantes, voire placement des enfants suite à des consos. Certains avec problèmes psy consécutifs à ces consos, certains c'est leur médecin traitant qui les a orientés vers le CSAPA. Certains aussi ont des problèmes financiers liés à leurs conso/achats. Pour la plupart, les consos de cocaïne sont anciennes (certains depuis plus de 10 ans), parfois basée. Lorsqu'ils viennent ils disent être sous emprise » (Entretien collectif CSAPA Briançon)



L'addiction sans visage – Le Relais/Le Patio
Photo Sonia Kerrache et Julie Nedelec

Certains intervenants relèvent à nouveau des usages de cocaïne basée par des personnes insérées socioéconomiquement :

« Il y a de tout comme profil. Il y a des personnes qui sont à la rue, des personnes qui ont un appart, des personnes qui ont une vie de famille. (...) Il y a des travailleurs, il y a des gens qui ont des familles, des pères de famille. Ils me le disent : Oui, j'ai fini ma journée, ce n'est pas facile. Je dois repartir au boulot, mais je vais me faire une petite galette avant. » (Entretien collectif CAARUD Marseille)

« La cocaïne basée, ça, c'est de plus en plus par des gens insérés. La classe moyenne ou un peu moins : un peu des gens du bâtiment, un peu le personnel soignant, un peu des aides à domicile, des gens plutôt jeunes, 30-40 ans. Et on observe des gens qui étaient insérés et qui vont se

précariser au bout d'un ou deux ans d'usage de crack parce qu'ils dépensent tout leur argent dedans. Et donc ils se mettent à fréquenter aussi les gens de la rue parce que c'est aussi par là qu'ils obtiennent le produit et qu'ils trouvent des collègues de consommation et donc tu as des passerelles entre ces personnes » (Entretien collectif CAARUD Gap)

Des consommations de cocaïne basée à la vue de tous

Le responsable d'observations en contextes urbains décrit des situations de consommations de cocaïne basée et des profils d'usagers, jusque-là peu visibles :

Quartier festif de Marseille, 14 Aout, 1h30 Deux hommes fument de la free-base sur la place. Ils sont assis sur les marches d'une banque entourés de 6 personnes debout devant eux. Ils sont tous vêtus de manière basique -short t-shirt- et ont approximativement entre 30 et 45 ans. A leurs pieds une bouteille d'ammoniaque. Les deux hommes assis utilisent une pipe pour consommer la free-base qu'ils ont préparée. Les personnes qui les entourent discutent, la plupart ont une canette de bière à la main. La Place est bondée. Les deux consommateurs ne se cachent absolument pas.

TGV Marseille-Paris, 6 Octobre, 17h30 Un couple : lui, grand, brun, visage terne, cernes, joues creusées, cheveux ébouriffés, polo gris, jeans et baskets noirs. Elle, joues creuses, yeux bleus, cheveux blonds en chignon. Elle doit avoir entre 25 et 35 ans, lui 35-45, ils parlent français. A l'arrêt Aix-TGV, je descends et les vois assis sur le banc en face de la plateforme du train, une pipe en verre toute encrassée avec l'embout en caoutchouc posée à côté d'eux. En gare d'Avignon, ils descendent de nouveau, à côté de l'homme un briquet, une pipe et un pochon de cocaïne. Durant tout le voyage, ils enchainent les passages aux WC ou dans la nurserie, leur « matos » -pipe, briquet, cocaïne- n'est pas caché.

Quartier commerçant du centre-ville de Marseille, 23 Décembre, 11h20 Un homme de 55/60ans est adossé à la devanture d'une boutique, il fume de la free-base. Il porte une doudoune noire de marque, un survêtement ample gris et une paire de basket noires de marque. A côté de lui, posé contre la devanture, son vélo et un sac à dos noir. Le contraste est marquant entre cet homme qui fume son free-base à l'aide d'une pipe en verre, et les personnes/touristes à l'intérieur de la boutique. En cette veille de réveillon, un samedi, l'avenue est très fréquentée et très animée. Il y a beaucoup de passage, beaucoup de familles qui se promènent. Le commissariat de police est à une centaine de mètre et des camions de CRS sont stationnés devant. L'homme qui consomme à l'air à l'aise, il ne se cache pas.

Chemsex, de nouvelles demandes d'accompagnement

Le chemsex désigne des usages de produits en contextes sexuels observés parmi des hommes ayant des relations sexuelles avec d'autres hommes (HSH) depuis le tournant des années 2000. Le slam désigne, dans ce même contexte, l'injection de produits.

Cette consommation de produits psychotropes en contextes sexuels a pour principale visée d'accompagner les pratiques sexuelles, les stimuler, et/ou augmenter les performances. Les produits consommés en contextes sexuels sont principalement des cathinones (3-MMC ou apparentés), du Viagra, du poppers et du GBL, des produits peu onéreux et aisément disponibles à l'achat sur Internet.

Le dispositif actuel d'observations en PACA ne nous permet pas de réaliser des observations directes d'usages de drogues en contextes sexuels. Toutefois, nous recueillons quelques témoignages de personnes ayant des pratiques de chemsex, et d'intervenants en CSAPA et CAARUD auprès de personnes pratiquant le chemsex.

Depuis plusieurs années, les intervenants en CSAPA signalent être sollicités davantage d'année en année par des personnes ayant des pratiques de chemsex et de slam, essentiellement des hommes HSH⁵² de 20 à 60 ans ou plus, insérés socialement et professionnellement. Des usagers qu'ils disent « *un peu compliqués à capter tant que tout va bien selon eux* », et qui ne viennent en structures que

⁵² HSH : Hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes

« quand on commence à avoir les premiers abcès, ou avoir 2-3 G-Hole⁵³, ou consommer intensément en dehors des parties de chemsex et tout seul » (Entretien collectif CSAPA Aix).

Les structures qui proposent l'analyse de drogues précisent aussi que ce service est une porte d'entrée pour ces publics qui n'ont pas envie de côtoyer d'autres types d'usagers de drogues. Ils mobilisent fréquemment le dispositif d'analyse de drogues notamment depuis l'interdiction de la 3-MMC⁵⁴ et l'arrivée sur le marché de produits trompeurs : « L'interdiction de la 3MMC n'était peut-être pas une bonne idée. Ils prennent des produits qui sont encore plus dégueulasses, dont les effets sont bien plus néfastes. » (Entretien collectif CSAPA Aubagne).

En 2023, les intervenants des CSAPA de Marseille et Aix soulignent une augmentation des demandes de soin consécutives à des prises de risques par des usagers en contextes chemsex, liées parfois à une méconnaissance des produits et des pratiques de consommation à moindre risque. Cette année, l'équipe spécialisée en chemsex et slam d'un CSAPA Aixois évoque aussi des situations d'usagers qui viennent consulter pour des soins infirmiers (plaies, infections) consécutifs à leur pratique d'injection. Ils en soulignent la gravité :

*« Ceux qui slament, ont un rapport au corps qui interroge, par rapport à l'état où des fois ils peuvent se retrouver, et ce qu'ils peuvent en dire, leur tolérance...
Leur rapport à la douleur, comme si ça faisait partie du processus.
À la douleur, aux plaies, comme s'il y avait un déni très profond, une dissociation. Alors que quand même on est dans une population qui justement...
Un décalage entre ce qu'ils donnent à voir, des gens insérés, et puis leurs pratiques et les plaies.
Et puis des plaies absolument horribles ! (...)
La base du slam en fait, c'est 90 % des gens qui ne consommaient pas avant, ils commencent par l'injection.
C'est souvent des gens qui ont fait des coming-outs tard. Donc du coup, comme si la cocotte-minute leur fait péter tous les verrous. Et effectivement, c'est pas des gens qui consommaient des trucs avant, donc ils injectent très très mal, et déjà que le produit est corrosif...
Et puis majoritairement des patients qui sont séropositifs. » (Echange entre infirmiers et psychiatre spécialisés en chemsex, CSAPA Aix)*

Des intervenants, de même que l'un des responsables d'observation, rapportent aussi des conduites d'excès de consommation ou associations de produits qui ont conduit en 2023 à plusieurs hospitalisations consécutives à des consommations de cathinones ou de GBL à des doses excessives, ou en polyconsommation. Nous avons également été informés de décès en PACA de personnes ayant des consommations intenses de GBL (hommes et femmes), par des intervenants en CSAPA suivant ces personnes décédées ou par des proches. Ces décès n'ayant pas donné lieu à autopsie, il ne nous est toutefois pas possible de certifier la cause de la surdose.

« Le combo stimulant-dépresseur, speedball théorique on va dire. Le GBL pour se désinhiber mais pour éviter de piquer du nez, on s'envoie des stimulants. Et la problématique actuelle essentielle c'est les surdoses de GBL. On a quelques morts là quand même, dont deux jeunes qui sont morts en partouze. » (Entretien collectif CAARUD Nice)

Certains intervenants reconnaissent aussi que ces publics viennent peu consulter en CSAPA du fait du manque de « spécialistes » de ces questions :

« On passe souvent à côté du chemsex parce qu'on reste, nous, focalisés sur le côté addiction et le travail autour du produit. De ce fait, on a peu de suivis sur le long terme. On commence à avoir pas

⁵³ Perte de connaissance consécutive à la consommation excessive de GBL

⁵⁴ La classification de la 3-MMC sur la liste des substances interdites le 28 octobre 2021 aux Pays-Bas, principal pays de revente des cathinones à destination de la France via des sites internet, a conduit ces sites à remplacer la 3-MMC par d'autres substances, souvent à l'insu des acheteurs.

mal de demandes et on ne sait pas trop quoi leur proposer, hormis d'aller voir la Dr Muriel Grégoire à l'hôpital européen ou d'aller au Spot (structure accueil santé sexuelle). C'est vrai qu'on reste un peu limités en termes de propositions. » (Entretien collectif structure de coordination en addictologie)

Ce que confirment les intervenants en santé sexuelle impliqués auprès de ces publics :

« On reçoit les HSH chemsexuels qui ne se retrouvent pas dans le système addicto pour deux raisons : la plupart des addictologues ou intervenants en RdRD ne connaît pas les consos avec sexe, les intervenants et soignants ne connaissent pas les pratiques de sexualité des HSH. Et ce système addicto s'adresse souvent à un public en situation de précarité, or la plupart des chemsexuels ne se reconnaît pas du tout dans ce public. » (Entretien collectif Marseille)

Brève histoire du chemsex à Marseille

Mr X est marseillais, il a été travailleur du sexe pendant 15 ans, a eu des pratiques de chemsex et a vécu dans la rue ; Mr Y est d'origine malienne, bénévole en RdRD depuis 2004, et intervenant en RdRD-chemsex à Marseille depuis 2016.

X : Il y a 15 ans, dans le milieu gay à Paris, à Berlin ou à Barcelone où j'allais, on consommait du poppers et de la kétamine en festif gay. Un peu après j'ai vu pour la première fois apparaître du GHB-GBL, on ne faisait pas la différence entre les deux à l'époque, c'était juste en liquide. Puis j'ai vu la méphédronne. Dans ces grandes villes européennes, ça se pratiquait le chemsex : des HSH, qui en partouzes consommait la 3-MMC, du GBL, de la cocaïne, et des amphétamines. La cocaïne, c'est pour les passifs, la 3 pour les actifs !

En 2014, il y avait quelques partouzes à Marseille, mais ça s'est installé en 2015-2016. Pour être précis, je situe le développement du chemsex à Marseille entre 2013 et 2016 : 2013, c'est l'année où l'Europride se tient à Marseille, des milliers de personnes du milieu LGBT de toute l'Europe sont là plusieurs jours durant, et certains parlent de chemsex. Mais ce ne sont que quelques indications de choses qui se passent ailleurs, personne n'en parle à propos de Marseille. Et c'est ensuite, entre 2014 et 2016, que j'ai vu d'abord 2 types, puis d'autres, qui venaient d'ailleurs et qui louaient des appartements pour des partouzes à Marseille.

Y : Aujourd'hui à Marseille, le chemsex, ça se passe généralement dans des appartements ou des villas privés, c'est un problème pour nous d'y être et de faire de la RdR. En revanche, il y a beaucoup de rendez-vous organisés un peu partout dans des lieux festifs gay : des bars où l'apéro finit en chemsex dans les toilettes, des saunas, des clubs qui disent être débordés par les consommations de drogues. En fait c'est lié à la diffusion des produits, l'extension des consos très banalisées dans tous les types de situations : la partouze n'est plus un événement ; le chemsex n'est plus un événement non plus, parce que désormais on amène du produit où qu'on aille.

X : Et je vois plus souvent du slam dans les espaces commerciaux (bars, saunas, clubs) même si ça reste caché parce que les commerçants ne veulent pas de pratiques d'injection dans leurs établissements et pas de DASRI dans leurs toilettes. Certains mettent des canettes vides dans les toilettes pour que les usagers y jettent le matériel usagé, et me les donnent en fin de soirée.

Annexes

Annexe 1 : Glossaire des sigles

AEMO Action éducative en milieu ouvert
AFD Amende forfaitaire délictuelle (contravention pour usage, mise en place à l'automne 2020)
ANESM Agence nationale de l'évaluation et de la qualité des établissements et services sociaux et médico-sociaux
ANSM Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé
ARCA-Sud Association régionale de coordination en addictologie de la région sud
ARS Agence régionale de santé
ASE Aide sociale à l'enfance
CAARUD Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues
CCAS centre communal d'action sociale
CeGIDD Centres gratuits d'information, de dépistage et de diagnostic
CEIP Centre d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance
CHRS Centre d'hébergement et de réinsertion sociale
CJC Consultation jeunes consommateurs
CS Cannabinoïde de synthèse
CSAPA Centre de soin, d'accompagnement et de prévention en addictologie
DGS Direction générale de la santé
ELSA Équipe de soins et de liaison en addictologie (dispositif hospitalier)
HSH Hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes
ILS Infraction à la législation sur les stupéfiants
LPS Laboratoire de police scientifique
MILDECA Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les conduites addictives
MNA Mineur non accompagné
MSO/TSO Médicaments de substitution aux opiacés, Traitement de substitution aux opiacés
NPS Nouveaux produits de synthèse
OFAST Office anti-stupéfiant
OFDT Observatoire français des drogues et des tendances addictives
OMS Organisation mondiale de la santé
PES Programme d'échange de seringues
PJJ Protection judiciaire de la jeunesse
RdRD Réduction des risques et des dommages
SCMR Salle de consommation à moindres risques
SINTES Système d'identification national des toxiques et substances
SPIP Service pénitentiaire d'insertion et de probation
TREND Tendances récentes et nouvelles drogues

Annexe 2 : sources, institutions et personnes auditionnées

Le groupe-focal « Application de la loi » (GF Loi) : Sur invitation de la coordination TREND et de la préfecture de police des Bouches-du-Rhône, le groupe focal « application de la loi » a réuni cette année le directeur de cabinet de Mme la Préfète, le Bureau mission prévention de la délinquance de la préfecture, la Direction de police judiciaire, l'Office antistupéfiants (DTPJ-OFAST), la Direction départementale de la Sureté publique (DDSP-SD13), le Groupement départemental de gendarmerie (GGD13), la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ), le Tribunal de grande instance de Marseille, la Direction des douanes, le Laboratoire de police scientifique de Marseille (LPS).

Le groupe focal « Sanitaire » (GF Sanitaire) : Ce groupe a réuni en 2023 des professionnels du champ sanitaire -directions, chefs de service, médecins généralistes, psychiatres, infirmiers, pharmacologues) représentant les structures suivantes : Spot Longchamp-AIDES, CEIP, Point-Marseille Groupe SOS, Addiction-Méditerranée, ARCA-Sud, Hôpital Ste Marguerite + Protoc et service addicto, ainsi que des représentants du COREPS et de l'ARS PACA.

Les CSAPA et CAARUD auditionnés : outre le groupe focal sanitaire (voir plus haut), en fin d'année 2023, les 19 équipes CAARUD et CSAPA suivantes (soient presque 200 professionnels : infirmiers, médecins, psychiatres, éducateurs, assistants sociaux, animateurs de prévention, agents d'accueil et secrétaires...) ont été auditionnées sur leurs observations des usages et usagers, les suivis et l'activité des services :

- . ARCA-Sud, équipe de coordination Bouches-du-Rhône
- . Plus Belle La Nuit-Bus 31-32, équipe de prévention et RdRD en festif PACA
- . CAARUD-Aides, urbain et festif, Toulon
- . CAARUD-Aides, urbain et festif, Avignon
- . CAARUD-ASUD/Tipi, urbain et festif, Marseille/PACA
- . CAARUD l'ELF, urbain, Aix/Salon/Lançon
- . CAARUD Lou Passagin-Groupe SOS, Nice
- . CSAPA-CAARUD Bus31/32, urbain, Marseille
- . CSAPA-CAARUD Camargue-Groupe SOS, urbain, Arles et Camargue
- . CSAPA-CAARUD Cap14-Ressources-Le Patio-Groupe SOS, urbain, Avignon
- . CSAPA-CAARUD Avastofa, La Seyne
- . CSAPA-CAARUD 04, Gap
- . CSAPA Villa Floréal, urbain, Aix
- . CSAPA le Sept-Addiction Méditerranée, Aubagne/La Ciotat
- . CSAPA Fondation Seltzer, urbain, Gap/Briançon/Hautes-Alpes
- . CSAPA Sémaphore-Addiction Méditerranée, urbain, Marseille
- . Spot Longchamp, AIDES, Marseille

Des entretiens individuels et notes d'observations

En 2023, les entretiens individuels et observations réalisés se répartissent comme suit :

- 12 entretiens formels (d'environ 1h à 1h30 enregistrés, retranscrits et anonymisés)
- Une centaine d'entretiens informels restitués sous forme de notes, avec des usagers, des vendeurs, des professionnels d'associations de quartier, centres sociaux, des intervenants bénévoles ou militants associatifs
- Des observations réalisées tout au long de l'année par le réseau d'observateurs TREND et les responsables d'observation du dispositif :
 - . En contextes urbains : centre-ville et cités de Marseille,
 - . En contextes festifs commerciaux : clubs, scènes musicales techno, festivals, et « calages » sur Marseille et Bouches-du-Rhône,
 - . En contextes festifs « alternatifs » : en soirées LGBTI+, et en free-party dans le Var et le Vaucluse.

Sources documentaires mobilisées

De nombreuses sources ont été étudiées, dont en particulier :

- Les bulletins addictovigilance du CEIP PACA-Corse
- Les rapports d'activité des structures de l'association Addiction Méditerranée : CSAPA Sémaphore ambulatoire (Marseille), Le Sept (Aubagne), L'Entre-temps ambulatoire et hébergements (Martigues), Tremplin (Aix), Baïta (hébergements thérapeutiques), Fil Rouge (CJC et accueil parentalité)
- Le rapport d'activités du CSAPA Villa Floréal
- Les rapports d'activité de l'EDU Bus 31/32
- Le rapport d'activité ARCA-SUD
- Les rapports institutionnels 2023 sur les usages et marchés des stupéfiants (OFDT, OICS, EMCDDA, ONUDC...) et sur les populations (INSEE, COMPAS, AGAM)
- Les données des services d'application de la loi : OFAST (office anti-stupéfiants), DDSP (sureté publique), DIPN (police nationale), GGD (gendarmerie), DRD (direction régionale des douanes), DTPJJ (protection judiciaire de la jeunesse), TJ (tribunal judiciaire), et analyses du LPS (Laboratoire de police scientifique de Marseille).

Revue de presse/médias

Revue de presse nationale et internationale 2023 de la MILDECA et de l'OFDT

Revue de presse 2023 La Provence (plus de 630 articles et références concernant les usages ou trafics de drogues ont été publiés en 2023 dans La Provence)

Revue de presse 2023 Médiapart

Revue de presse 2023 Marsactu

Revue médias France3-Provence et AFP

Lettre ARCA-Sud (association régionale de coordination en addictologie de la région sud)

Revue SaNg d'EnCre (association Nouvelle Aube)

Tableau des entretiens individuels approfondis et extraits de notes d'observations

Ali	<p>Ali a 50 ans, français né à Marseille de parents Algériens, il vit depuis toujours dans la même cité des quartiers nord de Marseille. Sans emploi, il bénéficie de l'AAH pour une pathologie psychiatrique mais ne suit plus son traitement médicamenteux depuis 4 ans. Il n'a pas d'hébergement stable, alternant entre le domicile de sa mère, des locaux de la cité et la rue. Son état de santé physique et psychique est dégradé, et selon plusieurs amis d'Ali, sa pathologie psychiatrique se serait aggravée ces derniers mois.</p> <p>Il a été consommateur d'héroïne dans les années 1990, et est depuis plusieurs années usager quotidien d'alcool (dont il augmente les quantités en fin de mois lorsqu'il n'a plus d'argent pour se fournir en cocaïne) et de cocaïne basée. Il consomme toujours seul : en extérieur dans un parc en bas du quartier ; en intérieur, dans les cages d'escaliers des différents bâtiments de la cité. Ali se rend dans différents CAARUD marseillais pour obtenir du matériel de consommation et, dans une structure de prévention et de RdRD. Il est engagé dans un accompagnement pour la mise à jour de sa situation administrative (carte identité, CMU).</p>
Farès	<p>Farès a 44 ans, français né à Marseille de parents Algériens. Consommateur de Free Base depuis 2013/2014. Il a grandi dans une cité des quartiers nord de Marseille et vit maintenant dans une autre cité voisine, avec sa mère et son beau-père. Il est professionnellement inséré, travaille comme ripeur pour un salaire de 1800 à 2200€/mois. Il se déplace en scooter, a des amis, rencontre des femmes. Il fait très attention à son apparence et sa propreté, toujours bien habillé, bien rasé, bien coiffé. Il fait beaucoup de sport et cela se remarque à sa carrure imposante, il fait plus d'1m90 et pèse plus de 100kg.</p> <p>Farès a été consommateur d'héroïne (en snif) et vendeur jusqu'en 1998 date à laquelle il a été incarcéré pour ILS pendant 2 ans. Il est consommateur de cocaïne basée depuis 2014, qu'il base au bicarbonate (il estime ça plus sain pour son corps qu'à l'ammoniaque) en utilisant des kits-base. Il consomme également de la cocaïne en snif « parfois avant d'aller au travail », de la résine de cannabis « pour accompagner les descentes », et occasionnellement de l'ecstasy lors d'expériences hétérosexuelles.</p> <p>Farès consomme la cocaïne basée de manière quotidienne mais jamais en public. Ses consommations ne semblent pas impacter sa vie sociale ni professionnelle : il est bien intégré, a des liens positifs avec ses collègues, son frère, ses neveux, ses cousins.</p> <p>Il ne se fournit jamais en produits dans son quartier. Il sollicite des connaissances extérieures pour acheter.</p>
<u>Pétito</u>	<p>Pétito a 29 ans. Il est originaire du Var et réside à Marseille après avoir vécu à Paris. Il travaille occasionnellement. Il a arrêté ses études. Il est usager revendeur. Déjà interrogé en 2022, il raconte en 2023 les évolutions de sa vie de dealer, notamment des produits liés aux consommés en contextes sexuels chemsex : 3(MMC et CMC), GBL et produits de synthèse de type Alpha CPP, et sa spécialisation dans les RC rares.</p>
Patrice	<p>Patrice a 35/40 ans, né à Marseille. Auparavant marié, il a 3 enfants vit seul en appartement à Marseille et a un emploi. Il est toujours « propre sur lui » et habillé avec des vêtements de marques. Il a une consommation quotidienne d'alcool et de cocaïne basée au bicarbonate avec kits-base.</p>
Salem	<p>Salem a 49 ans, français né à Marseille de parents Algériens. Il vit depuis plus de 20 ans dans une cité des quartiers nord de Marseille avec sa mère âgée de 94 ans. Il perçoit l'AAH pour une pathologie psychiatrique et bénéficie d'un suivi régulier avec un psychiatre. Salem est consommateur épisodique de Free Base et usager quotidien de cocaïne sniffée depuis 2016, après avoir consommé de l'héroïne depuis 1995. Á l'époque, ses deux beaux-frères vendaient de l'héroïne et utilisaient l'appartement de Salem et sa compagne pour cacher leur marchandise. Lorsque ses beaux-frères ont été condamnés pour trafic d'héroïne, Salem ne disposant plus de produit chez lui a subi plusieurs épisodes de manque très intenses. Il a été incarcéré à deux reprises pour des faits de violences conjugales sur sa compagne, qui l'a quitté. Il vit très mal ses addictions qui ont une conséquence néfaste sur ses relations familiales. Il entame des démarches pour un suivi en addictologie : il souhaite arrêter de consommer pour « montrer à ses enfants qu'il en est capable ».</p>
Moj et Zam	<p>Moj et Zam sont deux jeunes hommes de respectivement 26 et 24 ans. Ils vivent en colocation dans un appartement près du Cours Julien depuis un peu plus de deux ans. Moj est originaire de la région Stéphanoise et a grandi à Lyon avant de venir s'installer à Marseille depuis maintenant bientôt trois ans. Zam a quant à lui toujours vécu dans les Bouches-du-Rhône et vit à Marseille depuis 2019. Ils vivent tous les deux « de petits boulots en petits boulots », et sortent très souvent à Marseille, en semaine comme en week-end. Tous deux consomment en contextes festif de la cocaïne sniffée, de la kétamine et des psychédéliques : champignons, LSD, mescaline. Plus occasionnellement, ils consomment aussi des ecstasys, de la MDMA, et du GBL, « <i>entre autres</i> » disent-ils. Ils vendent régulièrement des produits à leurs fréquentations afin financer leurs propres consommations et leurs dépenses festives.</p>

Savin	Savin est un jeune homme de 26 ans qui vit depuis 3 ans dans un appartement en résidence à Marseille avec sa compagne de 28 ans qui travaille dans un office notarial. Il est actuellement aide-soignant et a repris ses études pour préparer le concours d'infirmier. Sa situation professionnelle est stable et il se dit plutôt « à l'aise » financièrement. Sa compagne et lui consomment régulièrement ensemble, Savin fume plusieurs joints de cannabis par jour et est devenu particulièrement expérimenté pour se procurer une grande diversité de produits via le darknet (notamment des hallucinogènes) qu'il fait analyser presque systématiquement avant consommation/expérimentation. Il est par ailleurs bénévole dans une structure de prévention et RdRD depuis trois ans.
Louisa	Louisa a 24 ans, elle est originaire de Normandie. Elle est venue à Marseille après une rupture amoureuse difficile et une dépression. Depuis qu'elle habite en collocation avec des personnes queer, elle a débuté une consommation de 3MMC régulière, voire quotidienne. Aujourd'hui elle débute des démarches pour se faire aider à diminuer ses consommations.
Charles	Charles a 24 ans, c'est un jeune homme pan/bi sexuel, qui a un emploi en intérimaire et fait du travail du sexe avec des hommes pour compléter ses revenus. Il se dit être dans le milieu queer. Il consomme de l'herbe de cannabis quotidiennement. Ses proches et d'autres personnes autour de lui consomment également du cannabis et d'autres produits.
Charlie	Charlie a une trentaine d'années. C'est une personne queer en situation très précaire, que le responsable d'observations croise régulièrement ivre dans l'espace public. Charlie bénéficie de l'AAH et a un logement. Il est polyconsommateur-trice (MDMA, LSD, champignons hallucinogènes, alcool) mais son produit principal est la résine de cannabis qu'il fume quasiment qu'il fume quasiment chaque jour : <i>"Je dirais que par mois ça me fait bien du 150 balles un truc comme ça, 200 même. Je me réveille je fume, je m'endors je fume. Et toute la journée je fume."</i>
Jonathan	Jonathan a 28 ans. Il vit à Aix en Provence. Rencontré en CSAPA, il est venu consulter pour une addiction à la 3-MMC et a également révélé une addiction aux anxiolytiques. Il est dealer, il se fournit uniquement sur le Darknet. Il a un master en psychologie mais il ne travaille pas, il vit du deal.
Dana	Dana est un homme de 37 ans qui se définit comme non binaire. Il participe à fêtes dans le milieu festif LGBTI+ et organise lui-même des soirées LGBTI+. Il est poly-usager de substances et mentionne une addiction, notamment à la 3MMC, produit dont il a initialement fait un usage festif, mais qu'il consomme également quand il se sent déprimé. Il vit seul et travaille dans le secteur médico-social.
Soirée LGBTI+ juillet	C'est une soirée queer / LGBTQI / TPBG, soit une soirée par et pour les personnes dont la sexualité ou l'identité de genre n'est pas hétérosexuelle. La soirée est « Sold out », 450 tickets vendus à 12euros. La sortie est définitive, il n'y a pas d'entrée après 2h30. Le prix de ce type de soirée a augmenté au cours des 5 dernières années passant de 8 à 12€, mais reste bien moins cher que les soirées queer des autres grandes villes, où les tickets se vendent autour de 25€. On observe beaucoup de consommations de produits festifs sniffés ou ingérés, à la vue de toutes et tous. Les organisateurs précisent que, vu le petit nombre de toilettes qui ferment, ils ont fait passer le mot qu'il ne fallait pas consommer de drogues aux toilettes mais plutôt "en public", et que les vigiles allaient fermer les yeux sur les consommations. Une personne du public s'exclame : « <i>elle est géniale cette soirée où on a le droit de taper en plein milieu !</i> »
Soirée LGBTI+ avril	800 personnes (Entrée à 10€ + 1€ reversé à Mémoire des sexualités). Des navettes sont acheminées depuis le centre-ville, comme pour garantir des trajets simples et sécurisés au public de la soirée, signe d'un besoin de rassurer les organisateurs sur la venue de leur public si loin des lieux de fête habituels. Scène géante, bar, sono haut de gamme, deux écrans vidéo, le thème de la soirée est « Rave de ravan » (que l'on pourrait traduire par fête de nuls). La soirée emprunte à la culture de la free party, de la rave, de la musique très rapide, adaptée à public queer, dans un lieu fermé et payant. La soirée fait penser à un festival, le pari des organisateurs est réussi : les personnes sont époustouffées. Le public joue le jeu du thème, habits fluorescents, pantalons treillis, bracelets multicolores, maquillage qui se voit aux lumières violettes. Des consommations de produits festifs : cocaïne, 3-MMC, ecstasy, GBL... En backstage, les artistes et l'équipe organisatrice consomment des drogues, de la 3MMC principalement. L'un d'eux dit qu'ils ont acheté 10 grammes de produit avant la soirée à un dealer du centre-ville. Pas de cocaïne en backstage. C'est rare : « <i>avant on prenait de la coke mais bon c'est quand même moins cher la 3 et ça marche bien</i> »
Soirée LGBTI+ juillet	21h30-6h, soirée comble/pas de vente sur place, environ 4000 personnes, la salle est bondée, il y fait une chaleur étouffante. Il y a un petit extérieur à côté de cette immense salle-hangar, l'alentour fermé par des grilles. Il est bondé, des toilettes y sont disposées ainsi qu'un grand stand de réduction des risques animé par des intervenants de RdRD. Sur les escaliers en métal et le sol en béton, de nombreux groupes de jeunes hommes et quelques jeunes femmes, âgés de la vingtaine à la quarantaine, consomment des traces

		<p>de cocaïne ou de cathinone, assis par terre. Ils font tourner des téléphones portables avec de la poudre dessus.</p> <p>Il y a des hommes très dénudés, des personnes qui s'embrassent, une zone de sexualité cachée derrière des rideaux. Là, dans le noir, beaucoup de personnes font aussi des <i>traces</i> de 3MMC, et consomment du GBL.</p> <p>Il y a plusieurs dealers dans les lieux, quelques jeunes femmes, casquettes, bijoux, vendent des ecstasys à 10€, et quelques hommes vendent de la cocaïne et des ecstasys. La Cocaïne est à 50€ le demi-gramme et 100€ le gramme.</p>
Calage juillet	LGBTI+	<p>L'info circule en cours de soirée dans des bars et quartiers festifs du centre-ville, des groupes se mettent en marche vers les collines à l'extérieur de Marseille. En chemin vers la fête, sur la route, marchent des personnes en chemises à fleurs, comme dans une fête à la campagne, les personnes cherchant à trouver le lieu de la fête en suivant le son. Très peu de personnes sont là avec leur propre voiture, plutôt des taxis ou des Ubers, certaines avec les derniers bus. Certaines disent venir de Paris, de Lille, de Lyon...</p> <p>Il y a entre 300 et 500 personnes sur place, difficile à dénombrer dans la pénombre de la colline. La <i>teuf</i> est bien organisée, il y a une sorte d'entrée avec une table et des personnes organisatrices qui expliquent que c'est une <i>teuf</i> queer, et qu'aucun comportement LGBTphobe ne sera toléré, ni aucun comportement violent ou sexiste. Il y a également une petite caisse pour récolter les dons. La soirée est à prix libre. Il y a un bar avec une tireuse à bière, du matériel sonore haut de gamme, et des lumières qui donnent une bonne ambiance.</p> <p>On observe des consommations d'alcool (apporté par les fêtards) et essentiellement d'ecstasys et de 3-MMC en snif.</p>
Free-party dans le Var, octobre		<p>La free party a lieu sur un terrain privé au bord d'une rivière, l'accès est difficile et l'information circule sur l'application Signal. Il y a environ 300 personnes, de nombreux camions, quelques camping-cars, et quelques grosses voitures. Le public est varié, des jeunes adultes, habillés de manière très classique, urbaine, jeans, sweat à capuche, et d'autres jeunes adultes avec des looks plus « free », alternatif, cheveux longs.</p> <p>La free est organisée par un collectif du Var. Le système son est gros, l'installation a dû prendre du temps.</p> <p>Entre les voitures, les consommations de drogues commencent, je vois plusieurs groupes d'hommes préparer des traces de cocaïne sur leur téléphone, puis la sniffer :</p> <p><i>« C'est de la coke, t'en veux ? Avant je prenais du speed mais c'était pas bon, l'odeur là c'est dégue. Là c'est de la bonne coke. On en fait plusieurs traces dans la soirée, ça tourne, moi j'ai plusieurs grammes pour le weekend mais mes potes aussi. Je vais à toutes les teufs dont j'ai l'info. Bah, la semaine c'est boulot-boulot (il travaille en grande surface) alors j'aime bien me mettre la tête à l'envers sur du gros son. Sinon parfois je sors sur Marseille, la friche, le cabaret, ou les grosses soirées aux docks »</i> (Kevin – 27ans, présent à la free, originaire d'une ville du centre var).</p> <p>Je constate au long de la soirée des consommations plus attendues en free party : hallucinogènes LSD et champignons, kétamine, mais le produit le plus visible, avec répétition de prises dans les véhicules, est la cocaïne.</p> <p>Je croise un vendeur de drogues qui circule entre les voitures et les camions qui sont garés.</p> <p><i>« Moi je vends des champis, et j'ai des gouttes [LSD] aussi si jamais. La goutte je la fais à 10, les champis j'ai des sachets de 20 si tu veux, ou plus. » « Oui y'a des gens qui vont acheter, j'ai déjà vendu plusieurs gouttes, les types là-bas ils sont bien déjà » « on me demande souvent de la ké mais en ce moment j'en ai pas »</i> (dealer anonyme de la free party, la trentaine).</p> <p>L'ambiance est moins froide quand je me rapproche du son. Les personnes dansent, ont l'air joyeuses. J'entends que quelques personnes sont sous ecstasy. La musique est techno, tribe, et hardcore.</p>
Autres observations de free-party dans le Var et le vaucluse		<p>Voir note d'observation ci-dessus : même type de public.</p> <p>Les consommations sont similaires à celles observées précédemment, avec la forte présence de cocaïne, des psychédéliques et de la MDMA.</p>
Soirée Drum & Bass / Jungle. Janvier		<p>Marseille (13005) 21H – 03H30</p> <p>Tarifs : 10€ / 12€ en prévente, 15€ sur place.</p> <p>Environ 250 personnes, voire plus au pic de la soirée (01H30 à peu près). Aux alentours de 02H – 02H30, une partie du public commence à quitter les lieux.</p> <p>Grande majorité d'hommes (80%), ce qui n'est pas étonnant pour ce milieu drum and bass. Une majorité également de trentenaires/quarantenaires, majoritairement du département mais pas forcément de Marseille, qui se déplacent spécifiquement pour ces soirées.</p> <p>On entre par un sas, deux agents de sécurité à l'extérieur vérifient une première fois les places des gens avant de les faire entrer par petits groupes de 2 à 4 personnes. A l'intérieur du sas se trouve un petit guichet où l'on présente sa place et où on peut en acheter une. Puis un agent de sécurité ouvre la porte qui donne directement sur la salle. Le dancefloor occupe l'essentiel de la pièce, le bar se trouve en face de l'entrée à une dizaine de mètres. A proximité, le vestiaire se trouve derrière un</p>

	<p>guichet dans un renforcement de la pièce. Derrière à droite se trouve un grand escalier en métal qui mène au fumoir, et juste avant d'entrer dans ce dernier se trouvent un petit canapé en haut des escaliers, 2 tables hautes ainsi que quelques chaises hautes. Le fumoir est tout petit, il peut accueillir jusqu'à une trentaine de personnes très serrées les unes contre les autres. Pas d'espace extérieur. Le lieu est plutôt bien fourni en termes d'éclairages et d'effets visuels pour un petit club comme celui-ci.</p> <p>Prévention / RdRD : Bouchons d'oreilles présents sur le bar, carafes d'eau avec gobelets disposées un peu partout le long du bar, en libre-service. Pas d'autres outils de RdR.</p> <p>Description des consommations/transactions observées : Très peu de consommations visibles, les agents de sécurité étant aux aguets. Les personnes fumant dans la salle (tabac ou cannabis) se font assez rapidement interpellé pour se rendre dans le fumoir. Les agents de sécurité n'hésitent pas à rappeler qu'au 2ème avertissement, il faudra quitter la soirée. Les joints se fument discrètement dans le fumoir, à cause de l'odeur. De l'extérieur, il est difficile de repérer si des joints sont fumés, il suffit de se détourner ou jeter le joint dans un coin pour ne pas être inquiété. Un agent de sécurité a tout de même fait sortir un participant, sans agressivité mais fermement, car il fumait un joint dans le fumoir, et avait déjà été repéré puis interpellé plus tôt par le même agent en train de fumer dans la foule. Les autres consommations ne se font qu'aux toilettes, une personne à la fois pour ne pas éveiller de soupçon. Du fait de ces interventions d'agents de sécurité surveillant les consommations de drogues, beaucoup d'usagers privilégient la consommation d'ecstasy plus discrète. Quelques personnes (5 observées) se faisant des « clés » dans la foule : prendre une petite pointe de produit directement dans le <i>pochon</i> avec une clé ou un petit ustensile, et sniffer rapidement.</p> <p>Consommations majoritairement isolées pour ne pas attirer l'attention. Les gens font la queue pour les toilettes par groupes de consommateurs, puis vont aux toilettes un par un et se donnent le produit entre chaque personne après chaque passage.</p> <p>Description des prises de risques observées : Polyconsommation alcool + cannabis / alcool + cocaïne / alcool + ecstasy La présence « aux aguets » des agents de sécurité pousse les gens à consommer rapidement, aux toilettes ou dans un recoin du fumoir caché par la masse de gens autour. Mais aussi sans prendre le temps de préparer le produit et de mesurer les quantités, ce qui peut représenter des prises de risques.</p> <p>Quelques cas de sur-alcoolisation et / ou trop d'ecstasy : 4 hommes et 1 femme sur l'ensemble de la soirée. Globalement plutôt sur la quarantaine que la trentaine, yeux fermés ou qui roulent, du mal à tenir droit debout, « tombent » sur les gens aux alentours pendant qu'ils dansent.</p>
Soirée techno Mai	<p>Lieu alternatif (13015) 21H – 04H Tarifs : Annoncé au départ à 17,50€, en réalité 25€ dès la mise en vente des places le 4 avril, puis 30€ à partir du 18 avril. Annonce et mise à disposition le 2 mai via story Instagram depuis les comptes personnels des membres du lieu d'un code de réduction à -50 % pour les places. 800 personnes présentes majoritairement des hommes (au moins 75% du public) le public est différent de celui qui fréquente habituellement le lieu en termes de look, de style, d'appartenance communautaire. Beaucoup plus « branché », BCBG dans les codes du clubbing, beaucoup de gens entre 30 et 40 ans, bien habillés, beaucoup de vêtements blancs. Look « école de commerce ». Ça se ressent dans le comportement des gens, et comme il s'agit d'une soirée Boiler Room (avec captation vidéo, retransmission en live, et vidéo YouTube quelques semaines plus tard), les gens se pressent pour être toujours le plus près possible du DJ, pour apparaître dans la vidéo. Ça se bouscule pas mal, ça se serre alors qu'il n'y a aucune raison puisque le lieu est largement plus grand que ce qu'il n'y a de gens.</p> <p>Styles musicaux : D'abord plutôt orienté Bass Music avec des influences caribéennes, puis progressivement plus rapide et axé sur la Jungle, et enfin un set Tekno / Tribe pour finir.</p> <p>Grand hangar très haut de plafond pouvant accueillir au moins 1 000 personnes à l'intérieur. Il est situé dans cette zone extrêmement délabrée à cheval entre le 2^e et le 15^e arrondissement. Le long de la route se côtoient d'un côté et de l'autre des décharges à ciel ouvert, bidonvilles et abris de fortune, chantier de construction, casses de véhicules, garages, terrains vagues ou laissés à l'abandon. Lieu inédit jamais utilisé auparavant, hormis la veille pour une soirée avec un collectif local.</p> <p>Sur place : Grand espace extérieur devant le hangar, avec chaises, tables, transats, le vestiaire est un hangar immense lui aussi situé à l'extérieur. Plusieurs stands de nourriture sont à l'extérieur. Des toilettes de chantier sont installées en nombre conséquent dans un coin un peu à l'écart.</p> <p>Les toilettes à l'intérieur sont neuves, très propres, et on voit immédiatement que ce sont de « vrais » sanitaires, et que ce lieu est donc utilisé autrement en temps normal, que toute cette installation n'est pas « éphémère » pour l'évènement.</p> <p>Plusieurs bars sont répartis entre l'intérieur et l'extérieur, de très grands comptoirs ont été installés et tout le staff porte des t-shirts Boiler Room. Ils sont suffisamment nombreux pour qu'il n'y ait</p>

	<p>aucun temps d'attente pour être servi. Les prix sont dans la moyenne, 7€ la pinte de bière, 8€ avec le gobelet consigné. Peu d'autres choix de boissons : rhum + coca, vodka + jus, quelques sodas</p> <p>La soirée finissant à 04H du matin, il n'y a pas transports en commun, la sécu et les organisateurs semblent le savoir et ne pressent personne à sortir du lieu après la coupure du son à 04H. Ils se doutent que disperser quelques 500 / 700 personnes d'un coup dans le quartier ne leur fera pas une très bonne pub. Tout le monde sort petit à petit dans le calme, beaucoup de gens sont venus en voiture, la plupart des personnes commandent un Uber ou taxi, certains partent à pied, d'autres encore vont attendre les premiers bus / métro / tram. Le prix des Uber-taxis flambe, autour de 40/50€ pour une course à la sortie du lieu.</p> <p>Présence d'une équipe de secouristes (6~8 personnes) Croix-Rouge sur place, qui patrouillent par deux régulièrement</p> <p>Consommations très peu visibles, quelques joints sont roulés et fumés sans trop se cacher, notamment sur les nombreux transats présents un peu partout dans le lieu. Un peu moins de consommateurs de cannabis que d'habitude, dans les soirées de lieux alternatifs par exemple. Mais, ça fumait quand même pas mal de joints, et notamment dans la foule, ça se voyait beaucoup quand on se tenait un peu en recul avec toute la lumière blanche braquée sur la foule (pour rendre plus lumineux sur la vidéo), on captait assez vite d'où partaient les fumées. Aux toilettes on se doute bien que tous les gens ne font pas la queue uniquement pour une histoire de préférence de toilettes closes, mais aucune consommation ostensible ou même directement visible. Dans la foule j'ai vu une personne, un homme, blanc, plutôt grand, sortir un petit pochon de sa poche et faire une « clé » dans chaque narine, avant de proposer la même chose à deux de ses collègues autour de lui. C'est la seule conso visible que j'ai pu observer, hormis les joints. Je me rappelle m'être fait proposer plusieurs fois d'acheter des produits, uniquement ecstasy (6~7 fois, 10€ l'unité), plus rarement cocaïne (1~2 fois, 70€ et 80€ le gramme). Beaucoup de poppers, en tout cas plus que d'habitude, ça sentait le poppers régulièrement dans la foule, et ça se faisait tourner les flacons entre potes</p>
Lieu alternatif juillet	<p>Marseille - (13012) 00H – 07H</p> <p>Breakbeat / Trance / Eurodance / Happy Hardcore</p> <p>Tarifs : 5,60€ (tarif précaires) ou 10,60€, en prévente uniquement, pas de billetterie sur place</p> <p>Entre 200 et 300 personnes, difficile d'estimer à cause de la répartition inhabituelle du public (dancefloor à moitié vide toute la nuit). Plus de monde à mon arrivée qu'à mon départ. Une majorité de femmes (65%) 15 % de personnes non-binaires / androgynes / trans. Grande majorité du public entre 20 et 35 ans, particulièrement 20-29 ans. Look très années 90, surtout pour les femmes : pantalons taille basse, patte d'éléphant, string remonté sur les hanches, grosses lunettes de soleil aux formes rondes ou rectangulaires. Beaucoup d'hommes torse nu. Le reste du public ayant un look assez casual, décontracté, survêtement, etc.</p> <p>Description des consommations/transactions observées</p> <p>Dans ce lieu les consos ainsi que leur vente ne sont pas réprimées, les gens sont libres de consommer et vendre. Les consommations et les transactions se font majoritairement à l'étage ou à l'extérieur, ou assis quelque part dans un coin. Les gens consomment en groupes assez ouverts, allant de 3-4 personnes à une petite dizaine. Il n'est pas rare de se faire proposer une trace après quelques minutes de discussion avec des gens. Majoritairement de la cocaïne, de la 3MMC, ou de la kétamine. Les gens consomment en grande majorité en faisant des traces sur leurs téléphones. L'usage de pailles à usage unique est la norme, ou tout du moins le non-partage des pailles.</p> <p>Description des prises de risques observées Majoritairement des mélanges de produits antagonistes ou bien dont les effets se potentialisent entre eux. La polyconsommation est la norme, majoritairement concernant l'alcool, le cannabis, la cocaïne, parfois la kétamine ainsi que des cathinones type 3-MMC ou affilié. La 3 est quasi-exclusivement sniffée, malgré les douleurs que cela peut entraîner. Pour autant, pas d'observation de personnes ayant surconsommé au point d'être mal. Le biais étant qu'avec la forte chaleur ce soir-là, les gens étant mal ont quitté le lieu assez rapidement.</p>
Grande scène musicale septembre	<p>Marseille (13002) 23H45 – 08H</p> <p>Deux scènes : Techno / HardTechno / Hardcore + Bass Music / Drum & Bass / Jungle</p> <p>Tarifs : 10€ / 15€ / 18€ / 23€, en prévente uniquement, pas de billetterie sur place.</p> <p>Hard Techno, Hard Trance, Hardcore, etc. La petite scène quant à elle est dédiée à tout le spectre de la Bass Music : Breakbeat, Jungle, Drum & Bass, etc.</p> <p>Je remarque une part plus importante en comparaison à d'autres soirées, de personnes androgynes / non-binaires / trans. En majorité des hommes cependant (~70%). Public plutôt jeune, très peu de personnes semblent avoir plus de 40 ans Look du public : Chaînes, harnais, accessoires en cuir, résilles, etc. sont fréquents.</p> <p>Les gens fument des joints un peu partout, la sécu ne semble pas particulièrement répressive là-dessus. On peut voir des gens ça et là, dans les coins, assis par terre à préparer des traces rapidement sur leurs téléphones, pas très à l'aise et vérifiant régulièrement la présence de la sécu, mais pas non plus au point de devoir aller aux toilettes à chaque fois pour consommer. On me propose plusieurs</p>

	<p>fois différents produits, mais le rythme de proposition reste plutôt tranquille. 10€ le taz, 40€ le demi gramme de coke, 40€ le gramme de ké.</p> <p>PBLN présent avec un grand stand tout le long d'un container qui leur est dédié, presque une dizaine de bénévoles présents.</p> <p>Sécurité qui patrouille régulièrement en duo mais qui ne semble pas spécialement « agressive » avec le public. J'ai quand même été témoin d'une altercation assez vive entre une jeune femme, 29 ou 30 ans grand maximum, et un agent de sécurité, elle parlait très fort et lui disait « <i>Qu'est-ce tu vas faire ?!</i> » de façon répétée et avec beaucoup d'assurance, tandis que l'agent de sécurité avait la tête basse, semblait marmonner, et s'éloignait avec un de ses collègues à ses côtés. J'apprendrais plus tard qu'il s'agissait d'une bénévole de Plus Belle La Nuit, et que tout était parti du fait qu'elle avait été témoin de plusieurs situations où l'agent de sécu en question s'était montré agressif, insultant et menaçant envers plusieurs personnes du public.</p>
<p>Scène de musiques techno</p> <p>En Février, mars et avril (sensiblement les mêmes observations/consos que les notes détaillées ci-dessus)</p>	<p>Marseille (13003) 23H – 05H</p> <p>Soirées diverses, dont une de soutien organisé par un collectif LGBTQI+ au profit de l'association T-Time dans le but de récolter de l'argent permettant de financer les interventions médicales d'une ou plusieurs personnes trans qui en ont besoin, en fonction des bénéficiaires récoltés.</p> <p>Techno / Breakbeat / Acid / Jungle / Hardcore</p> <p>Tarifs : 9€ / 11€ / 13€, en prévente uniquement, pas de billetterie sur place.</p> <p>D'autres soirées Techno / HardTechno ; ou Trance / HardTrance</p>
<p>Nouveaux lieux</p>	<p>Quelques nouveaux lieux de type « warehouse » en 2023 :</p> <p>La Plateforme (13002) : un seul évènement organisé en 2023 pour l'instant, dans un lieu alternatif. Grand hangar très haut de plafond pouvant accueillir au moins 1000 personnes. https://laplateforme.io/les-halles-ephemeres-1ere-edition-hangar-la-plateforme/</p> <p>Lieu sans nom / tenu secret (13015). Petite salle de type anciens bureaux (faux plafond, éclairage au néon blanc, système de climatisation encastrée dans le plafond, etc.) d'une capacité de 200 ~ 250 personnes. Entre autres, des soirées « Eclipse » y sont organisées depuis le mois d'avril 2023.</p>
<p>Nouveaux organisateurs de fêtes</p>	<p>Eclipse : https://www.facebook.com/ECLIPSEEVTV https://www.instagram.com/eclipse.evt</p> <p>Il s'agit d'un nouvel organisateur de soirées, actif sur Marseille depuis avril 2023 et proposant des soirées exclusivement Techno Indus. 5 évènements organisés à ce jour : 21 avril, 23 juin, 21 juillet, 18 août, 15 septembre. L'esthétique globale et le concept de ces soirées empruntent à la fois aux codes de la free-party : lieu tenu secret, légalité assez douteuse des soirées, comme autour du fait de proposer une alternative libérée des codes du clubbing mainstream. Mais aussi du clubbing Berlinoise / allemand : interdiction de prendre des photos & vidéos, dress code « anti-casual » imposé, présence d'un physio à l'entrée avec la possibilité de ne pas être admis dans la soirée, notamment en cas de non-respect du dress code. Mise en avant d'une esthétique BDSM sans trop la nommer : chaînes, harnais, cuir, collier à boucle, etc. sont présents dans les images de communication ainsi que dans les suggestions de dress-code.</p> <p>Mais aussi au mysticisme, au religieux, au sacré : les soirées sont proposées en termes de « versets », chaque fois dans le même lieu tenu secret, les instructions relatives aux soirées sont données sous formes de « commandements » (dress code et consentement des personnes à respecter, interdiction de prendre des photos et vidéos, etc.)</p> <p>Sur place : vestiaire, bar, fumoir, chill zone, darkroom, et régulièrement un stand de produits marchands, goodies & accessoires, ainsi qu'un pierceur et parfois un tatoueur.</p> <p>Un peu surprenant le fait que les soirées se veulent très discrètes, avec d'un côté le lieu dévoilé quelques heures avant la soirée seulement, l'interdiction de prendre des photos et vidéos durant la soirée, et d'un autre côté les soirées sont facilement trouvables sur Fb et Insta, la communication se fait sur ces mêmes RS, et l'on trouve quantité de photos de chaque soirée toujours sur ces RS, avec parfois des personnes clairement identifiables.</p> <p>On pourrait être tenté de comparer ces soirées et celles de lieux alternatifs, mais de nombreuses différences subsistent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pas de collectif / association clairement identifié derrière Eclipse, pas d'adhésion obligatoire ni même facultative proposée au public. - Eclipse résolument et presque exclusivement porté sur la Techno Indus, ce qui n'est absolument pas le cas des lieux alternatifs. - Ancien local industriel / hangar pour les lieux alternatifs, ancien local de commerce / bureaux pour Eclipse. - Dress code imposé + présence d'un physio pour Eclipse - Consommations acceptées et non réprimées dans les lieux alternatifs, ce qui n'est pas le cas pour Eclipse. <p>Zbeul : https://www.facebook.com/profile.php?id=100087017136655 Insta : https://www.instagram.com/zbeul_corp/</p>

	<p>Nouveau collectif avec deux soirées en 2023 (25 août et 15 septembre) qui semble emprunter directement aux codes de la free-party, autant sur le plan musical que dans l'organisation des événements : lieu tenu secret, revendications à la fête libre, cadre légal pas évident, soirées orientées tek / tribe.</p>
<p>Autres observations de soirées festives Bouches-du-Rhône</p>	<p>Moins de calages cette année qu'en 2022.</p> <p>En général pas de changement sur les consommations et pratiques.</p> <p>Pas d'évolution notable du côté des prix des produits vendus en festif. Cocaïne à des pourcentages de pureté très élevés (+ 90%) fréquemment relevés par le Drug Lab. Des taux importants de pureté sont souvent retrouvés, y compris à des prix tout à fait dans la norme pour la région (60€ / 80€ le gramme en festif).</p> <p>Du côté des livreurs, une part significative d'entre eux ne se déplace plus vers les lieux festifs en dessous de 80€ de commande. Utilisation de Telegram dans la plupart des cas. Wickr est en déclin à cause de l'impossibilité de créer un nouveau compte depuis le 01/01/2023, et l'application annonce l'arrêt de son fonctionnement pour le 01/01/2024 (https://www.bfmtv.com/tech/la-messagerie-controversee-d-amazon-wickr-me-met-fin-a-son-service-AN-202301020277.html). Les applis de messagerie telles que Session ou Olvid commencent à se faire connaître, très similaires à Wickr dans leur fonctionnement.</p>
<p>Centre-ville de Marseille</p>	<p>Quartier festif centre-ville : 5 avril : 1h</p> <p>Mercredi soir, les rues sont calmes, quelques passants dans les petites rues sombres en dessous de la place. Sur des escaliers qui mène à une habitation, un homme noir fume de la cocaïne basée à l'aide d'une pipe en verre. Il est seul assis sur les premières marches des escaliers. La rue est très étroite et personne ne l'emprunte. Je passe à côté de lui, je l'observe rapidement, il ne me calcule absolument pas. Profil migrant en errance, avec deux gros sacs cabas posé sur le trottoir. Vêtu d'un jean et d'une chemise à carreau, il est pieds nus.</p> <p>Quartier festif centre-ville : 26 août : 2h30</p> <p>Quartier très animé, un soir d'été avec de nombreux bars qui passent de la musique sur la rue le long de la place. Il y a énormément de personnes dans la rue au moment où les bars ferment. Dans une petite rue qui descend en direction de l'avenue, il y a un petit renforcement qui sert souvent de « toilette publique » pendant les soirées. Sur un pas de porte, deux personnes, une femme racisée short en jean, sandale compensée, croc top noir la trentaine et un homme, blanc, t-shirt, short et Nike TN noir sont en train de préparer des traces de cocaïne sur un téléphone. L'homme est accroupi entre le sol et le pas de la porte et prépare les traces de cocaïne, la femme elle lui parle de manière très naturelle. Bien qu'ils soient dans le renforcement d'une petite rue, leur consommation est plutôt visible. Ils ont avec eux des rouleaux de paille que l'on peut retrouver dans les CARUUD, association de réduction des risques, et dans certains bars du coin. Les quelques passants ne portent pas attention à ces deux personnes qui sniffent leur trace en discutant tranquillement assis sur le pas de la porte.</p> <p>Quartier résidentiel : 8 juin : 3h30</p> <p>Une voiture berline BMW est stationnée devant la porte du parking d'un immeuble, porte ouverte musique à fond. Autour de la voiture deux hommes et une femme. Les deux hommes sont blancs, habillé en Jeans/t-shirt la quarantaine. La femme est plus jeune que les deux hommes, racisée, maghrébine, elle porte une robe décolletée et courte, ses lèvres sont refaites, ses cheveux sont noirs et lisses, elle porte des talons. Un des deux hommes est en train de préparer des traces de cocaïne sur un téléphone posé sur le capot de la BMW. Sur le capot une bouteille de vodka et 4 verres en plastique. Le deuxième homme est adossé à la portière de la BMW avec un ballon de baudruche gonflé dans la main, il parle à la femme qui est juste à côté de lui. Elle l'écoute tout en esquissant quelques pas de danse. Ils rient, parlent fort se poussent pour s'amuser. Une fois que le premier homme fini de préparer les traces, il la sniffe et passe sa paille au deuxième homme, tape sa trace et passe sa paille à la jeune femme qui tape à son tour. Après avoir pris sa trace l'homme qui a le ballon dans la main le porte à la bouche et inhale à plusieurs reprises à l'intérieur puis le donne à la femme. Leur consommation est totalement décomplexée, ils consomment de la cocaïne, du proto et de l'alcool à découvert, sans se cacher le long d'un important boulevard avec beaucoup de passage. La musique à fond pourrait attirer les regards des passants, mais ils n'ont pas l'air de se poser de questions. Juste à côté de cette scène, il y a un petit parking sur lequel un homme et une femme ont une relation sexuelle. Là aussi ils sont complètement à découvert. Ce parking est un parking privé, un renforcement coupé en deux par une barrière qui sépare le parking du boulevard, du trottoir et de la piste cyclable. Devant la barrière quelques voitures sont stationnées. Au fond du parking il y a au fond un bâtiment abandonné, tagué, de nombreux déchets sont présent derrière les deux personnes.</p> <p>Parking Plage : 12 août : 3h</p> <p>Sur le parking de la plage en marge d'un calage organisé sur la plage. Dans une voiture 3 hommes blancs consomment de la cocaïne sniffée. Polyconsommations bouteille de protoxyde au pied de la voiture, bouteille de rhum et bouteille de jus sur le capot de la voiture. Une fois avoir pris leurs</p>

traces, les 3 hommes sortent de la voiture et se servent des verres d'alcool. Un d'entre eux rempli un ballon de proto et inhale directement le gaz avant de passer son ballon à un de ses collègues qui inhale le gaz à son tour. Après avoir consommé la cocaïne et le ballon, ils rangent la bouteille de proto dans la voiture, et se rendent à la teuf.

Place du centre-ville 18 aout -19h/20h30

8 jeunes hommes maghrébins sont présents à l'entrée de la place. 4 d'entre eux portent un sac plastique blanc à la main à l'intérieur on peut apercevoir des cartouches de cigarettes. 2 d'entre eux n'ont pas de sac et semble être des rabatteurs lorsque l'on passe à côté d'eux ils proposent « Marlboro/Lyrica », ils orientent les intéressés pour les cigarettes vers les 4 hommes qui portent des sacs blancs. Ils vendent les cigarettes à l'unité ou au paquet.

Deux personnes sont dirigées vers un vendeur de médicaments dans la rue adjacente. Pour la première fois j'observe des emballages de BRIEKA 300mg, générique de la Prégabaline. Plus tard dans une cité, j'ai pu observer une vingtaine d'emballages toujours à l'unité à proximité depuis le mois de juillet. Sur l'emballage on retrouve une écriture en cyrillique.

Quartier festif, 14 août : 1h30

Deux hommes fument de la Free Base sur la place, devant un distributeur de billets. Ces deux hommes sont assis sur les marches d'une banque entourés de 6 personnes debout devant eux. Une personne est assise à leur côté. Les deux personnes qui consomment ont un profil de personnes migrantes. Ils sont noirs, vêtus de manière très basique, short t-shirt. Ils ont approximativement entre 30 et 45 ans. A leurs pieds une bouteille d'ammoniaque. Ils utilisent tous les deux une pipe. Les personnes qui les entourent discutent la plupart ont une canette de bière à la main. Ils ont tous l'air d'être très ivres. Je ne verrais pas les autres personnes présentes consommer de la Free Base. La Place est bondée. Les deux consommateurs ne se cachent absolument pas.

Gare Saint-Charles : 06 octobre 17h30 - Train OUIGO Marseille-Paris

Un couple se place devant la porte d'entrée du train et s'engueule. Lui, un grand brun, visage terne, gros cernes, les joues creusées, les cheveux gras ébouriffés, polo gris, jeans et basket noires. Elle, joues creuses, une plaque de gros bouton qui part de sous la lèvre et qui va jusqu'à sa tempe à droite du visage. Ses yeux sont bleus, son maquillage noir est grossier. Ses cheveux blond, fin de teinture, sont attachés en gros chignon avec un bandana façon Amy Winehouse. Elle porte une robe moulante blanche avec bretelle sur le haut et noire en bas, des collants noirs qui s'arrête juste au-dessus du genou, avec un petit liseré argenté et une paire de petite claquette blanche et dorée. Tous les deux sont blancs, maigres et ont le visage marqué. Ils parlent en français. Difficile de donner un âge. Elle doit avoir entre 25 et 35 ans, lui 35/45 ans. Ils montent sur la plateforme Une fois le train parti je monte à ma place, je vois la femme devant les WC en train d'attendre. On arrive à Aix TGV, je descends sur la plateforme en bas. Le couple est assis sur le banc. Je vois une pipe posée sur le banc à gauche. Une pipe en verre toute encrassée avec un embout en caoutchouc bleu turquoise. On arrive en Gare d'Avignon, je descends à nouveau, et de nouveau ils sont tous les deux assis sur le banc de la plateforme à côté de l'homme, un briquet bleu et pochon en plastique blanc en boule avec une queue qui le ferme. Le bout est brûlé, cela ressemble fortement à un pochon de cocaïne que l'on retrouve dans les réseaux ou en livraison lorsque l'on achète un ou deux grammes de cocaïne. Durant tout le voyage, ils enchainent les passages au WC ou dans la nurserie, je ne pas confirmer qu'il y ait eu consommation. Toutefois le matos, pipe, briquet, cocaïne n'était pas caché.

Quartiers dans le triangle gare St-Charles/Porte d'Aix/Canebière

20 octobre 2023

Pipe artisanale trouvée sous les galeries d'un établissement de la région PACA. Il s'agit d'une bouteille de cristalline, de papier aluminium sur le goulot et d'un embout caoutchouc blanc avec trace de rouge à lèvre dessus. La pipe artisanale à l'air d'être fraîche. La bouteille n'est pas cabossée, l'étiquette n'est pas endommagée. Dans la bouteille il reste de l'eau mais aucune condensation n'est visible. Deux choses sont à noter :

. Le trou pour l'embout en caoutchouc a été fait grâce à un briquet, les contours sont brûlés.

. Le papier aluminium a été ingénieusement placé pour éviter qu'il ne tombe. Le haut du capuchon a été méticuleusement découpé pour pouvoir coincer le papier alu.

23/12/23 11h20

Un homme blanc de 55/60ans est adossé à la devanture d'une boutique, il fume de la Free Base. Il porte une doudoune noire de marque Napapirji, un survêtement ample gris et une paire de basket noires de marque Salomon. Il fait propre sur lui. A côté de lui, posé contre la devanture un vélo et un sac à dos noir. Le contraste entre cet homme qui fume son Free Base à l'aide d'une pipe en verre et les personnes/touristes qui prennent leur café à l'intérieur de la boutique est marquant. En cette veille de réveillon La Canebière est très fréquentée et très animée. Il y a beaucoup de passage, beaucoup de familles qui se baladent, c'est un samedi. Le commissariat de police est à une centaine de mètres et des camions de CRS sont stationnés. L'homme qui consomme à l'air à l'aise, il ne se cache pas pour consommer.

	<p>2023 : de nombreuses observations similaires ont été constatées en centre-ville de Marseille au cours de l'année</p>
<p>Cités des 13è et 14è arrondissements de Marseille</p>	<p>6 février : 13h40 - quai métro en centre-ville Deux hommes maghrébins la quarantaine passée, attitude très agitée en attendant le métro. Ils parlent très fort en arabe. Se lèvent, s'assoient, se lèvent, s'assoient. Il y a beaucoup de monde sur le quai, qui attendent le métro. Les deux ont dans la main une pipe en verre usagée et un briquet. L'un des deux à une canette de bière forte dans la poche. Je reconnais un habitant de la cite X. Ils font le trajet centre-ville/cite X. Une fois arrivé à X les deux hommes prennent la direction du réseau. Sur le trajet un des deux hommes (celui que je ne connais pas) sort un médicament encore scellé de sa poche, l'ingère et jette l'emballage dans la rue, il s'agit d'un cachet de Prégabaline. Après être passé par le réseau les deux hommes se dirigent vers le bâtiment F lieu de résidence de l'habitant de X.</p> <p>4 avril : 13h00 - Je vois sur le quai du métro centre-ville cet habitant de la cite X (Maghrébin 40/50 ans) que je croise souvent aux Réformés ou dans le quartier de X. Contrairement à la dernière fois où je l'ai vu il est calme, assis sur les bancs du métro. A ses pieds, un cabas dans lequel il y a une bouteille d'ammoniaque. En arrivant à X il prend la direction du réseau avant de se diriger vers chez lui.</p> <p>21 avril : 19h30 (13013) Sous la passerelle du métro. La rue est une impasse qui auparavant amenait sur un parking, aujourd'hui un camp de Roms s'est installé sur le parking au bout de l'impasse. A gauche de cette rue, il y a la fin de la passerelle du métro aérien entre les cités. La partie sous la passerelle est entièrement grillagée. A droite il y a une sorte de contre allée, un no mans land qui débouche sur la rivière du Jarret. Avec l'occupation du parking par le campement de personnes Roms, le parking sauvage s'est développé le long de la passerelle et le long de la contre allée. C'est derrière deux voitures accroupis dans la contre-allée que je vois deux hommes. A peine cachés de la rue, ces deux hommes maghrébins, entre 40 et 50 ans sont en train de baser la cocaïne dans le cul d'une canette de bière découpée. La première base, le deuxième tiens dans ses mains une bouteille en plastique/pipe en verre. Je n'ai jamais vu ces deux hommes ni dans la cité, ni au parc adjacent. Je suis passé le lendemain matin, j'ai retrouvé une petite gélule plastique avec des dépôts blancs sur les parois. Le réseau de cette cité (réseau le plus proche de la scène de consommation) conditionne les 10e, 20e de cocaïne dans ce genre de gélule. Au moment de mon passage, une vingtaine de voitures étaient stationnées dans la rue mais il n'y avait personne. Cet endroit tranche avec l'animation et le trafic de la rue.</p> <p>10 janvier 19h : Quai du métro d'une cité Un groupe de 5 hommes sur le quai du métro. Tous la trentaine, parlent entre eux en arabe. Ils sont apprêtés, cheveux coiffés, ils sont parfumés. Ils portent tous les 5 des jeans, un d'entre eux porte un jeans imitation Philipp Plein avec des strass très exubérants. Deux d'entre eux sont assis sur le banc du métro. Il y en a un qui prépare des traces de cocaïne sur un téléphone portable, le deuxième assis essaie de cacher la préparation et regarde souvent par-dessus son épaule pour contrôler les arrivées. Les 3 autres sont debout, un d'entre eux a une bouteille de vodka (marque Belvédère) à la main ils parlent très fort, enchainent les gorgées de vodka pure, se poussent, se charrient et font du bruit. Les deux assis prennent leur trace en partageant la paille (ticket de caisse ou bout de papier). Le métro arrive, celui qui prépare les traces prend le téléphone avec lui en faisant attention de ne pas renverser la cocaïne sur le téléphone. Ils entrent dans le métro, 4 s'assoient et un reste debout. Ils se passent le téléphone et la paille pour que tout le monde puisse taper leur trace dans le métro. Une fois fini, ils font circuler la bouteille de vodka et prennent chacun une gorgée. Ils continuent de parler très fort, de se chamailler. Celui qui a le pochon de cocaïne le range dans sa poche.</p> <p>Il y a beaucoup de monde que ce soit sur le quai ou dans le métro. La consommation n'est absolument pas cachée des passants qui sont là. Personne ne leur prête attention d'ailleurs malgré le boucan qu'ils font.</p> <p>30 mai : 15h – cité du 13è S. Habitante de de la cité que je vois souvent en errance entre cette cité et le quartier de Réformés/Canebière. Elle vit seule, elle est connue des habitants du quartier. Parfois on peut la voir parler seule, errer seule. Femme d'une quarantaine d'année, noire, vêtue d'une t-shirt long taché, legging et tongs.</p> <p>Elle est assise au pied du Bâtiment sur un bloc électrique, son sac est posé sur ses genoux. Sur son sac à plat elle a posé son téléphone sur lequel elle a préparé sa trace de cocaïne, roule un ticket de caisse, sort son téléphone de son sac et sniffe le produit. La consommation est tout à fait visible bien qu'elle fasse l'effort de cacher sa préparation dans son sac. Elle consomme de jour, dans un espace avec beaucoup de passage, sur l'axe qui mène au métro, à proximité des commerces du quartier. Un groupe de 5 femmes sont assises sur un muret et discute à une vingtaine de mètres de S.. L'arrêt de bus juste en face de S est bondé à une cinquantaine de mètres de la scène de consommation. Des</p>

	<p>collégiens rejoignant le métro passent juste devant elle alors qu'elle est en train de préparer sa cocaïne. Il y a énormément de monde autour d'elle, sa consommation est à découvert et complètement décomplexé. Elle prépare son produit dans son sac mais consomme à découvert. Pourtant personne ne semble prêter attention à ce qu'il se passe. Le statut qu'elle a dans le quartier, de femme seule avec des problématiques psy, en voie de clochardisation, ne semble pas attirer l'attention sur elle. Cette même scène a été observée plusieurs fois dans l'année.</p> <p>22 août : 22h - métro de la cite X</p> <p>2 hommes au profil d'ouvriers du bâtiment, pantalon de travail recouvert de mastic ou de peinture, chaussures de sécurité blanchies par des traces de peinture, poussière. Les deux sont africains, j'ai déjà vu un des deux hommes vers l'avenue, sur le bas-côté de la route ou plusieurs migrants attendent d'être embauchés au black par des artisans. Ces deux personnes sont assises sur le banc du métro au tout début du quai. L'un en face de l'autre ils préparent les traces de cocaïne directement sur le quai du métro. Le quai du métro est vide, lorsque j'arrive il n'y a que ces deux hommes, lorsque je passe à côté d'eux ils ne prennent pas la peine de dissimuler leur préparation, ils ne me regardent même pas. Ils consomment chacun leur tour en partageant leur paille. Une fois fini, les deux hommes se lèvent et empruntent les escalators pour sortir de la station de métro.</p>
--	---

Annexe 3 : les produits

Les produits présentés dans cette annexe sont ceux cités dans ce rapport (présentation, production/offre, consommation, conséquences, perceptions/opinions, cadre légal et orientations publiques récentes). Pour toute information et précision sur d'autres produits vous pouvez vous référer à la rubrique dédiée sur le site de l'OFDT : <https://www.ofdt.fr/produits-et-addictions/de-z/>

LE CANNABIS

Le cannabis (ou chanvre) est une plante, aux usages divers (textile, isolation, etc.) mais dont les variétés destinées à la consommation sont principalement choisies pour leur taux plus élevé en THC (tétrahydrocannabinol, Δ^9 -THC), le principal composant psychoactif du cannabis, et en CBD (cannabidiol, voir plus bas).

Le cannabis est nommé herbe ou haschisch selon qu'il s'agisse des sommités fleuries ou de la résine issue de la plante. L'huile (extrait de la plante très concentré en THC) ainsi que d'autres produits d'extraction (wax, etc.) sont beaucoup moins fréquemment observés. La résine peut être nommée « shit », « teushi », « teush' », « boulette », « bédo », « chocolat », « marron », « zetla », « haschich », « hasch » ou « taga » gras, tamien, teuteu ; l'herbe peut être nommée « weed », « beuh », « beuher », « ganja », « marie-jeanne ». L'herbe peut également être nommée par un nom de variété (« bubble gum », « AK47 », « Haze » ou « White Widow », etc.).

Le cannabis est principalement fumé sous forme de cigarette confectionnée et contenant du cannabis additionné à du tabac (la cigarette sera nommée « joint », « ouinj », « pétard », « pèt' », « tarpé », « spliff », « beuz », « cône » ou « pilon »). D'autres modes de consommation sont observés plus à la marge. Le cannabis peut être fumé, dans une chicha et autres pipes à eau plus ou moins artisanales (appelés « bangs » ou « bonghs ») ou vaporisé à très haute température (à l'aide d'un vaporisateur, portable ou fixe) pour éviter les effets nocifs de la combustion. Le cannabis peut également être cuisiné et mangé (« space cake »).

Le cannabis (résine ou herbe) est très souvent consommé pour ses effets de détente, bien être et euphorie, parfois en automédication pour la gestion des douleurs, de l'appétit, etc. Il peut aussi être consommé en parallèle d'autres produits pour en moduler les effets.

LES OPIOÏDES ET MEDICAMENTS OPIACES

L'héroïne (ou diacetylmorphine) est un opiacé semi-synthétique découvert en 1874 et commercialisé au début du 20^{ème} siècle par la firme Bayer comme médicament pour différentes affections respiratoires dont la tuberculose. En France, elle circule en France associée à des produits de coupe (principalement du paracétamol et/ou de la caféine) dont le mélange est lui aussi appelé héroïne ou encore « héro », « dré », « dreu », « came », « bourrin », « cheval », « pedo », « dope », « poudre », « dreupou », « meumeu », « chnouff », « cheuha », « Hélène », etc.). On distingue deux formes d'héroïne : la variété appelée « blanche » (ou « cheblan », « thaï », ou encore « T4 ») est la forme chlorhydrate, soluble dans l'eau. La forme base, nécessitant l'adjonction d'un acide pour se solubiliser est appelée « brune » (ou « rabla », « brown », « marron », « neubru », « rheub' », « brown sugar », « moka » ou encore « paki »). Cela étant, des héroïnes chlorhydrates peuvent être de teinte brunâtre (voire rosées, grises...)⁵⁵.

L'héroïne se consomme en sniff, à l'aide d'une paille : les usagers utilisent alors des outils mis à disposition des structures de RdRD (« roule ta paille », carnet de feuilles à usage unique) ou se fabriquent des pailles eux-mêmes (billet de banque, feuille de papier, etc.).

Le produit peut également être injecté. Il est alors dissout dans de l'eau PPI (pour préparation injectable) – et s'il s'agit d'héroïne brune avec de l'acide citrique, ascorbique ou du jus de citron afin de la dissoudre. Ce mélange est ensuite chauffé puis filtré (à l'aide d'outils tels que le filtre mis à disposition avec le Stericup®, le Sterifilt® ou les filtres « toupies », mais certains usagers utilisent parfois des filtres de cigarettes) avant d'être injecté.

L'héroïne brune peut être fumée selon la méthode dite de la « chasse au dragon », consistant à utiliser une feuille d'aluminium sur laquelle est déposé le produit pour le chauffer afin qu'il se transforme en liquide. L'utilisateur utilise ensuite une paille afin de fumer les vapeurs émanant du liquide.

L'effet de l'héroïne consiste en un état d'euphorie et de plaisir suivi d'un effet sédatif. L'héroïne est parfois mélangée avec un stimulant comme la cocaïne : on appelle alors ce mélange le « speed-ball ». L'héroïne est aussi utilisée par certains usagers pour réguler des effets d'autres produits, notamment pour gérer les « descentes » des hallucinogènes et des stimulants.

⁵⁵ Certains usagers nomment ainsi « brune » ou « blanche » en fonction de la couleur, d'autres en fonction de leur solubilité dans l'eau, semant la confusion sur les variétés d'héroïne disponibles.

La buprénorphine haut dosage (BHD) est un médicament de substitution aux opiacés (MSO). Autorisé en France en 1995, il est commercialisé depuis 1996 sous la marque **Subutex®** – d'où son appellation par les usagers de « sub », « subu » ou « bubu » (mais aussi « lubia » qui signifie haricot en arabe) – et depuis 2006 sous sa forme générique. La Buprénorphine n'est pas inscrite sur la liste des stupéfiants, mais sa délivrance est assimilée à celle des médicaments stupéfiants. La buprénorphine est un agoniste partiel des récepteurs opioïdes permettant de réduire le risque d'overdose : les effets du médicament atteignent un plateau au-delà duquel ils ne progressent plus en intensité, même avec une autre molécule. Ces propriétés peuvent ainsi produire un syndrome de manque pour certains usagers consommant d'autres opioïdes. Un traitement par BHD peut-être initié en médecine de ville pour une durée maximale de 28 jours renouvelables. La BHD existe sous forme de comprimés à laisser fondre sous la langue (sublingual), dosés entre 1 et 8 mg. Ces dernières années, de nouvelles formes de BHD ont été commercialisées, sous l'appellation Suboxone® (association de BHD et de naloxone) puis Orobupré® (forme orodispersible de la BHD). Lorsqu'il est consommé hors protocole médical, qu'il soit obtenu sur le marché noir ou légalement sur prescription, le Subutex® peut être consommé en injection, en sniff ou même fumé les usagers pouvant alterner ces modes d'administration avec la voie sublinguale. Lorsqu'il est fumé, le comprimé est effrité, mélangé à du tabac (parfois du cannabis) et roulé dans une feuille de papier à cigarette. Pour être injecté, il est simplement mélangé avec de l'eau puis filtré pour en éliminer les excipients. L'injection de BHD peut-être à l'origine de complications sanitaires (notamment d'œdèmes lymphatiques ou « mains de Popeye », ainsi que des endocardites). L'utilisation de filtres plus performants que le filtre coton (Sterifilt®, filtres « toupies ») permet de réduire ces risques.

Le chlorhydrate de méthadone est un opioïde, agoniste morphinique commercialisé en France comme médicament de substitution aux opiacés (MSO) depuis 1995 sous la marque Méthadone®. Il se présente sous la forme de sirop, ainsi que sous forme de gélules depuis 2008 et sa durée d'action (par voie orale) peut aller jusqu'à 28h. Inscrite sur la liste des médicaments stupéfiants, la délivrance de méthadone est soumise à une primo-prescription par un médecin exerçant dans un CSAPA ou un service hospitalier spécialisé (unité d'addictologie, ELSA...). Le relais de prescription peut ensuite être effectuée par un médecin de ville, pour une durée maximale de 14 jours pour la forme sirop, et de 28 jours pour la forme gélule. La prescription de la forme gélule n'est officiellement possible qu'à l'issue d'un an de stabilisation du traitement sous forme sirop. Qu'elle soit obtenue sur le marché noir ou légalement sur prescription, la méthadone peut être consommée hors protocole médical. Il peut alors s'agir, pour la forme sirop comme pour la gélule, d'usage par voie orale ou en injection. Les formes galéniques de ces médicaments étant volontairement conçues afin d'éviter les usages « détournés », leur injection provoque des dommages physiques difficiles à réduire même par les moyens habituels (filtration, utilisation d'un matériel stérile, accompagnement des usagers à l'injection).

Le Skenan® est le nom commercial d'un médicament antalgique contenant du sulfate de morphine. Celui-ci est indiqué pour soulager les douleurs persistantes ou rebelles aux autres analgésiques, notamment les douleurs d'origines cancéreuses. Il peut être possiblement prescrit comme médicament de substitution des opiacés (MSO) dans un cadre précis, bien qu'il ne dispose pas d'autorisation de mise sur le marché officielle pour cela. En effet, la circulaire (dite « circulaire Girard ») de 1996 autorise son usage dans le cadre d'un traitement de substitution lorsque les autres MSO (méthadone et BHD) ne peuvent être prescrits pour diverses raisons, mais avec des restrictions de prescription, celles-ci devant se faire via des médecins addictologues. La demi-vie du Skenan® (2 à 6h) est relativement faible, ce qui ne permet pas de soulager les symptômes de manque des usagers pour l'ensemble de la journée en une prise quotidienne. Le Skenan® est en outre classé sur la liste des médicaments stupéfiants, (ce qui implique des mesures de contrôle telles que la prescription par ordonnance sécurisée). Le Skénan® (surnommé « skèn' », « neuneu » ou « neuské ») se présente sous forme de gélules contenant des microbilles de morphine à libération immédiate (ActiSkenan®) ou prolongée (Skenan® LP), destinées à être avalées. Lorsqu'il est consommé hors protocole médical, le Skenan® est très majoritairement injecté et parfois consommé par voie orale, la voie nasale restant très marginale. Certains usagers alternent entre ces modes de consommation. La forme galénique du Skenan® LP est conçue pour rendre difficile les usages « détournés » du médicament. L'étape de filtration nécessaire à l'injection est ainsi délicate pour les usagers, ceux-ci optant parfois pour une filtration minimum en conséquence qui peut s'accompagner d'un de détérioration risques pour le système veineux.

Mis à part le Skenan® et les médicaments de substitution précités, d'autres **médicaments contenant des opioïdes** peuvent faire l'objet d'usages hors cadre thérapeutique. Ils peuvent être naturels, semi-synthétiques (synthétisé à partir d'une molécule naturelle) ou de synthèse. Le pouvoir antalgique de ces molécules varie et est classé selon les analgésiques faibles ou forts. Les médicaments opioïdes dits « forts » (oxycodone, fentanyl, fentanylloïdes) sont classés sur la liste des médicaments stupéfiants. Les médicaments opioïdes dits « faibles » (**tramadol**, codéine) ne sont pas classés comme stupéfiants, mais leur délivrance nécessite une prescription médicale. En plus des TSO et du Skénan®, ce sont principalement les médicaments opioïdes dit « faibles » qui font l'objet d'usage hors protocole thérapeutique, plus rarement des opioïdes dit « forts ».

Les prescriptions sont de plus en plus suivies par le réseau d'addictovigilance et font l'objet actuellement d'attention du fait de la situation aux Etats-Unis et de l'épidémie d'overdose, qui fait craindre - ou du moins incite à la vigilance - en France quant à une évolution similaire de la situation, du fait d'un nombre important de prescriptions à l'échelle nationale et de l'augmentation des décès liés à des surdoses les impliquant.

LES MEDICAMENTS NON OPIACES

Le diazépam (Valium®) est une benzodiazépine (BZD). Surnommé « Val », « vava », « la valérie », « azraq », « la bleue ») et se présente sous différentes formes : comprimés sécables, gouttes buvables et ampoules injectables. Hors protocole médical, ce médicament est ingéré et parfois sniffé ou injecté, principalement en intraveineuse et parfois en intramusculaire. Le Valium® est utilisé pour ses effets sédatifs et hypnotiques. Certains usagers le consomment afin de compléter les effets de l'héroïne, d'un MSO ou de pallier le manque ou pour amortir la descente de cocaïne ou de crack.

Le zolpidem (Stilnox®) est un médicament de la famille des hypnotiques, apparenté benzodiazépine (il possède une activité proche de celle des BZD sans en partager la structure chimique). Il dispose d'une autorisation de mise sur le marché (AMM) dans le traitement des insomnies occasionnelles ou transitoires. Il est délivré sur ordonnance sécurisée depuis avril 2017. Il est consommé hors cadre thérapeutique, par voie orale, en sniff ou en injection, pour ses effets hypnotique, relaxant ou de rush (en injection).

Le clonazépam (Rivotril®) est une molécule appartenant à la classe des benzodiazépines, ayant des propriétés sédatives, hypnotiques, anxiolytiques, mais aussi anti-convulsivantes. Le Rivotril®, se présente sous la forme d'un comprimé quadri sécable ou de solution buvable ou injectable. Il est prescrit dans le traitement des épilepsies, de l'anxiété, de certains troubles psychiatriques, du sommeil et dans le sevrage des benzodiazépines. En 2011, il est classé sur la liste des stupéfiants et l'année suivante les conditions de prescription et de délivrance sont modifiées : elles ne peuvent être effectuées que sur ordonnance sécurisée et les prescriptions initiales sont réservées à des neurologues ou des pédiatres. Hors protocole médical, le Rivotril® est principalement consommé par voie orale, les usagers l'utilisant pour ses effets apaisants (l'injection n'étant pratiquement pas rapportée). La consommation du Rivotril® peut venir en régulation ou en association avec d'autres produits comme l'alcool (potentialisation des effets d'ébriété) ou la BHD (accentuation de la défonce). Certains usagers affirment l'utiliser comme une aide au passage à l'acte délictueux, d'où son surnom de « madame courage » ou « mère courage ». Le rivotril® est également couramment appelé par les « rivo », « roja », hamka », « hamar », « la rouge » (de la couleur de son blister) ou encore « reda ».

La prégabaline (Lyrica®), est une molécule prescrite contre les douleurs neuropathiques, comme anticonvulsivant ou dans le cas de certains troubles anxieux. Appelé « saroukh » (fusée en arabe), « prégabiline » (issu du nom de la molécule, la prégabaline) ou encore « lyrizou », le Lyrica®, comme les benzodiazépines, dont il partage un certain nombre d'effets et de risques, fait l'objet d'usages hors protocole médical, pour des intentionnalités similaires : gestion des effets d'autres produits, désinhibition, recherche de bien-être, etc. Cette molécule a aussi la propriété d'abaisser la tolérance aux opiacés ce qui provoque une augmentation du risque d'overdose lorsqu'elle est consommée en association avec un opioïde. Afin de limiter ces usages hors cadre thérapeutique, la durée de prescription du Lyrica® est limitée à 6 mois et nécessite une ordonnance sécurisée depuis mai 2021.

Le méthylphénidate (Ritaline®) ou MPH est stimulant du système nerveux central, on le retrouve sous dans divers médicaments vendus sous les noms Ritaline®. Il est utilisé pour traiter les troubles du déficit de l'attention avec ou sans hyperactivité (TDAH) et plus rarement la narcolepsie ou l'hypersomnie ainsi que la dépression. Ses propriétés pharmacologiques sont comparables à celles des amphétamines. Hors protocole médical, il peut être consommé par voie orale, en sniff (les comprimés sont broyés de manière à obtenir une poudre) ou en injection. Les usagers recherchent les effets psychostimulants de la molécule, souvent afin d'augmenter leurs capacités physiques ou intellectuelles.

LES STIMULANTS

La cocaïne est un alcaloïde extrait de la feuille du cocaïer, un arbuste cultivé en Amérique du Sud (Colombie, Pérou, Bolivie principalement). Son extraction s'effectue en plusieurs étapes pour obtenir un sel, le chlorhydrate de cocaïne. C'est sous cette forme chlorhydrate (poudre blanche), mélangée à des résidus de synthèse et des produits de coupe (principalement le lévamisole et la phénacétine) que circule la cocaïne - souvent appelée « coke », « CC », « C », ainsi que des prénoms commençant par C (principalement Caroline), « frappe » (qui signifie qu'elle est de bonne qualité selon les usagers et les revendeurs qui s'en servent comme argument commercial) ou encore « neige » ou « blanche » - que la cocaïne est sniffée ou injectée. Le sniff s'effectue avec des pailles à usages uniques (distribuées par les intervenants RdRD ou fabriquées par les usagers) ou en utilisant la main ou le coin d'une carte de crédit lorsque l'utilisation d'une paille est impossible. Le recours à l'injection suscite un craving plus important que l'usage en sniff et conduit souvent les usagers à multiplier les prises. Lorsqu'elle est injectée, la cocaïne peut être associée à l'héroïne, ce mélange est nommé « speedball » et est utilisé afin de ressentir les effets de l'héroïne tout en diminuant la somnolence du fait de la stimulation de la cocaïne. La cocaïne se présente également sous une forme base obtenue après adjonction de bicarbonate de soude ou d'ammoniaque (produisant ainsi une forme solide, appelée « caillou » ou « galette »), destinée à être fumée, plus rarement injecté. Cette opération nécessite un peu d'eau, la base choisie (ammoniaque ou bicarbonate), un récipient, un ustensile pour mélanger, et une source de chaleur. Des gouttes visqueuses apparaissent alors à la surface de la solution. En séchant, celles-ci se solidifient pour donner un produit qui a l'aspect d'un caillou blanchâtre. Cette forme basée est appelée crack

(« *kecra* ») ou free-base (ou « cocaïne basée » ou juste « base »), selon qu'elle est vendue directement sous cette forme ou que l'usager réalise lui-même la transformation, mais aussi en fonction des représentations des usagers en question (le free-base jouissant généralement d'une meilleure réputation que le crack).

Puissant stimulant du système nerveux central, la cocaïne agit sur les systèmes dopaminergiques, sérotoninergiques et adrénergiques. C'est aussi un vasoconstricteur périphérique. Lorsque le produit est fumé, il gagne très rapidement le cerveau, induisant des effets puissants et courts. A ce « flash » décrit comme euphorique et stimulant succède après quelques minutes une « descente », un état très désagréable et violent mêlant sentiment d'angoisse, d'irritabilité ou d'anxiété. Ces effets entraînent chez le sujet une envie irrésistible de renouveler la prise (craving). La cocaïne, chlorhydrate ou basée, n'induisent pourtant pas de syndrome de sevrage physique à proprement parler comme c'est le cas avec les substances opioïdes ou l'alcool.

La MDMA (méthylène-dioxy-méthamphétamine) est un dérivé amphétaminique découvert en 1912 par la société Merck et dont la consommation récréative est historiquement associée au développement de la scène techno. Ce produit est disponible sous différentes formes : comprimés, cristaux et poudre.

Les ecstasy sont de la MDMA conditionnée sous forme de comprimés aux couleurs et logos divers sont appelés communément « ecstas » ou « taz », « tata », « X », « plomb ». Consommés par voie orale, ces comprimés sont parfois fortement dosés, justifiant souvent la présence d'un trait de « sécabilité » au dos de certaines séries.

Les cristaux translucides ou de couleur grise ou brune sont dénommés « MDMA », « MD », « D » et consommés en « parachute » (le produit est enroulé dans une feuille de papier à cigarette) ou diluée dans une boisson (alcoolisée ou non) puis ingérée. La poudre de couleurs variées peut être issue du concassage de cachets ou de cristaux. Elle est consommée « en parachute », en sniff, diluée dans une boisson et beaucoup plus rarement en injection. La MDMA/ecstasy est consommée pour ses effets stimulants, euphorisants, empathogènes (désinhibants et facilitants les contacts) et entactogènes (amplification des sensations permettant notamment un ressenti particulier du toucher et du son, donc de la musique).

L'amphétamine est une molécule synthétisée pour la première fois en 1887. Elle possède principalement des propriétés stimulantes et anorexigènes. L'amphétamine est vendue sous forme de poudre, de pâte ou de comprimé. Lorsque celle-ci est mélangée à de la caféine, on parle de « speed », « spi », « deuspi ». Elle peut aussi exister sous forme de liquide, mais cette forme est très rarement observée. Utilisée de façon thérapeutique par le passé, l'amphétamine n'est plus prescrite qu'en cas de syndrome d'hyperactivité de l'enfant (Ritaline®) et en cas de narcolepsie chez l'adulte, uniquement par des spécialistes hospitaliers. Ce produits fait l'objet d'usages hors protocole médicale, notamment en sniff, par voie orale et plus rarement en injection ou inhalée.

La consommation d'amphétamine entraîne une sensation de désinhibition, d'euphorie, de diminution de la sensation de fatigue et une exacerbation des sens. Les amphétamines ont aussi un effet coupe-faim, peuvent provoquer une déshydratation, des hallucinations visuelles ou auditives. Les amphétamines peuvent également provoquer des troubles digestifs, neurologiques, et cardio-vasculaires.

LES PRODUITS DE SYNTHÈSE (hallucinogènes, cathinones et autres NPS)

Le diéthyllysergamide (LSD, LSD-25) est un psychotrope hallucinogène synthétisé pour la 1ère fois en 1938 par la société Sandoz, dérivé de l'acide lysergique naturellement produit par l'ergot de seigle, un champignon qui pousse sur les céréales. Le LSD se présente sous forme liquide, souvent apposée sur un morceau de buvard portant un dessin (cette forme est la plus répandue et est appelée « carton », « buvard », « toncar », « peutri », « peupeu », « L »), ou d'une micro pointe (ressemblant à une mine de crayon les usagers parlent alors de « micropointe » ou « micron »). Le LSD peut être également directement consommé sous sa forme liquide (on parle alors de « goutte ») ou de gélatine. Il se consomme par voie orale à des doses de l'ordre du microgramme. Des cas exceptionnels d'usages par voie intraveineuse existent. L'usage de LSD entraîne des modifications sensorielles intenses, des hallucinations et une perte plus ou moins marquée du sens des réalités. Comme pour les champignons hallucinogènes, le plus souvent, la consommation de LSD n'entraîne ni dépendance, ni tolérance, en particulier du fait de leur consommation en séquences relativement espacées. Les complications aiguës de l'usage sont principalement des « bad trips » ou des épisodes « délirants » et des traumatismes.

Le chlorhydrate de kétamine, synthétisé pour la première fois en 1962, est un médicament utilisé en médecine humaine et vétérinaire depuis les années 1960 comme anesthésique. En France, elle est aussi utilisée pour le traitement de la dépression résistante depuis 2020 (Spravato®). Dénommée « kéta », « ké », « K », « spécial K », « poney », « kate », « Hobi One », la kétamine se présente sous forme liquide incolore et inodore, qui une fois « cuisinée » (évaporation du liquide) pourra prendre la forme de très fins cristaux ou de poudre de couleur blanche. La forme galénique ou en gélule est beaucoup plus rare. L'usage hors cadre médical de kétamine a conduit à son inscription sur la liste des stupéfiants en 1997. Les préparations injectables de kétamine sont inscrites sur la liste des substances classées comme stupéfiants en 2017.

La kétamine est très majoritairement sniffée, mais peut également être injectée par voie intraveineuse ou intramusculaire. Elle est consommée seule ou associée à d'autres substances, le plus souvent stimulantes (l'appellation « Calvin Klein » désignant le mélange avec la cocaïne, mais des associations avec de la MDMA et des amphétamines sont également

observées). A forte dose, la produit possède des propriétés anesthésiques et analgésiques. A dose plus faible, son usage est susceptible d'entraîner des effets hallucinogènes (et notamment de distorsion de la perception visuelle et corporelle), dits « dissociatifs » et, à très forte dose, des effets de décorporation (sentiment de quitter son corps et de l'observer de l'extérieur), voir des pertes de conscience (appelée K-hole). C'est au bout de 10-15 minutes que les effets se font ressentir lorsque le produit est inhalé, au bout de 30 minutes lorsqu'il est ingéré.

Le GHB (gamma-hydroxybutyrate) est une molécule de synthèse utilisée en médecine pour le traitement de la narcolepsie et comme anesthésiant. Classé dans la liste des stupéfiants en France en 1999, il se présente généralement sous la forme d'un liquide incolore et inodore, plus rarement sous forme de poudre blanche. Lorsqu'il est détourné de son usage médical pour être consommé à des fins récréatives, ses effets attendus sont l'ébriété, la désinhibition, l'augmentation de la libido, la sédation et l'euphorie.

Le GBL (gamma-butyrolactone, couramment appelé « G ») est un solvant industriel liquide, précurseur chimique du GHB, qui, une fois ingéré, est rapidement métabolisé dans l'organisme en GHB. Cette substance induit des effets identiques à une consommation de GHB, quoique plus rapide et d'une durée plus courte (une à deux heures contre trois à quatre heures). Avant d'être consommé, le GBL est dilué dans un soda ou de l'eau. Du fait de son utilisation courante dans l'industrie, le GBL n'a fait l'objet d'aucune réglementation particulière jusqu'en 2011, facilitant l'accessibilité et le détournement du produit, si bien qu'au cours des années 2000, son usage a remplacé progressivement celui du GHB. Si dans ce rapport le terme « GHB/GBL » est employé, le GBL reste le produit le plus en circulation et le plus consommé. En 2011, la cession et la vente de GBL est interdite auprès du grand public, ainsi que les produits qui en contiennent à une concentration supérieure à 10% ou en quantité supérieure à 100ml. Malgré cela, l'approvisionnement en GBL s'effectue facilement par Internet. A forte dose, le GHB et le GBL ont des propriétés amnésiantes et hypnotiques. Le GBL exige un dosage extrêmement précis (de l'ordre du millilitre) du fait de l'écart étroit entre la dose nécessaire à l'obtention des effets recherchés et l'intoxication aiguë qui peut entraîner des convulsions, une perte de conscience (appelée « G-hole » par les usagers familiers de ce produit) et une dépression respiratoire. La consommation de ces deux produits peut induire une dépendance, avec un effet de tolérance particulièrement marqué.

Le protoxyde d'azote, plus communément appelé « gaz hilarant » ou « proto », est un gaz utilisé dans le milieu médical en association avec de l'oxygène pour ses propriétés anesthésiques (MEOPA) ou comme analgésique de courte durée (Kalinox®). Il est également employé comme gaz de pressurisation d'aérosol alimentaire, comme dans les cartouches pour siphon à chantilly ou les aérosols d'air sec. Du fait de son usage industriel, le protoxyde d'azote n'est pas classé sur la liste des produits stupéfiants, d'où la facilité avec laquelle ses consommateurs peuvent se le procurer pour des usages récréatifs en raison de son effet euphorisant de courte durée (quelques minutes). Le plus souvent les usagers utilisent une cartouche de syphon à chantilly dont ils transfèrent le protoxyde d'azote dans un ballon de baudruche pour l'inhaler (d'où l'utilisation de l'expression « faire/prendre un ballon »). Des bonbonnes contenant des quantités plus importantes de protoxyde d'azote vendues sur internet sont également utilisées par certains usagers.

La 3-méthylmethcathinone (3-MMC) est une substance de synthèse de la famille des cathinones. Le chef de file de cette famille est la molécule de cathinone (β -keto-amphétamine) alcaloïde sympathicomimétique provenant des feuilles du khat (*Cathaedulis*), un arbuste africain, dont elle constitue le principe actif. Elle possède des caractéristiques proches de celles des amphétamines. Les cathinones, molécules synthétiques aux effets stimulants et empathogènes constituent une des familles de molécules intégrées à l'ensemble des nouveaux produits de synthèse (NPS). Parmi les cathinones, la 3-MMC est la substance la plus fréquemment observés, suivi par la 4-MEC. Ces cathinones sont vendues sous forme de cristaux ou de poudre, de couleur variable (blanc, translucide, jaunâtre). La 3-MMC peut être consommée sous forme de « parachute » ou en injection (le sniff est rarement pratiqué car très agressif pour les muqueuses nasales). Un diminutif est maintenant largement utilisé par les usagers qui évoquent la « 3 » (pour 3-MMC), tout comme la 4-MEC peut être nommée « la 4 ». La 3-MMC ainsi que la 4-MEC peuvent être consommée en sniff, en injection (pratique désigné sous le terme de « slam ») ou en parachute.

Les cannabinoïdes de synthèse (CS) sont des composés artificiels agissant sur les récepteurs endocannabinoïdes. Leurs effets et leurs puissances diffèrent largement de ceux du cannabis. Ils peuvent être consommés sous la forme de poudre pulvérisée sur des morceaux de plantes faiblement psychoactives (« spice ») ou du tabac (produit appelé « chimique » à Mayotte et à La Réunion), ou sous la forme e-liquide. Certains usagers expérimentés confectionnent eux-mêmes leur propre e-liquide à partir de CS achetés sous la forme poudre sur Internet. À l'inverse, d'autres consommateurs se procurent ces produits déjà conditionnés, vendus sous des appellations commerciales (Mad Hatter, Buddha Blues, etc.), parfois sans mention des molécules contenues. Si les CS sont presque exclusivement achetés sur Internet, des reventes sur le marché physique sont sporadiquement observées, le produit étant alors rarement présenté sous son appellation réelle. Selon le cannabinoïde, la durée et la puissance des effets est très variable d'une molécule à l'autre.

Annexe 4 : SINTES, réseau régional d'analyses et résultats

Les dispositifs d'analyse de drogues sont appréciés par les usagers et les intervenants en RdRD : outre une meilleure connaissance des produits consommés, l'analyse de drogue est un outil « historique » de réduction des risques. Les collecteurs SINTES comme les intervenants des autres dispositifs d'analyse soulignent l'intérêt, à partir d'une demande d'analyse, d'informer les usagers sur les produits consommés mais aussi sur les modes de consommation et les risques, voire de pouvoir engager un parcours d'accompagnement ou de soin pour des usagers qui ne sont pas déjà suivis. Ils observent en effet que l'analyse de drogues, perçue comme une prestation, leur amène aussi un public éloigné des CSAPA et CAARUD telles que des personnes insérées socioéconomiquement qui n'ont pas de suivi ou en ont épisodiquement en médecine de ville, ou des très jeunes dont le parcours d'usage n'est pas très problématique.

La région PACA est désormais bien outillée tant en matière de service d'analyses pour les usagers (les analyses sont toujours gratuites et anonymes) qu'en matière de veille et d'information sur les produits dangereux ou nouveaux.

Le dispositif SINTES <https://www.ofdt.fr/dispositifs-enquete-et-observation/sintes/>

Le dispositif SINTES (Système d'identification national des toxiques et substances) vise à documenter la composition des produits circulants, illicites ou non réglementés (identification des molécules, dosage, et logos), notamment à partir des résultats de l'analyse de produits collectés directement auprès des usagers⁵⁶. Les analyses des échantillons collectés sont réalisées par les laboratoires de police scientifique (LPS), des douanes et gendarmerie, et par le CHU de Lille. Les analyses sont complètes et précises, elles permettent d'identifier les produits actifs comme les produits de coupe, et de les quantifier. Toutefois, les analyses SINTES sont limitées à deux cas de figure : en cas de produit inconnu, ou en cas d'effet indésirable ou inattendu, signalé et décrit par l'utilisateur.

Le réseau SINTES couvre désormais l'ensemble de la région PACA, avec 66 collecteurs en 2023 qui contribuent en continu au dispositif, disposant d'une carte de collecteur SINTES qui atteste de leur formation à la collecte de produits, du respect de la charte éthique, et les sécurise légalement pour la détention et le transport d'échantillons de produits illicites destinés à analyse. Cette extension régionale du service d'analyse de produits et de veille sanitaire a été permise grâce à la contribution de l'ARS-PACA depuis 2019 (jusqu'en 2018, SINTES ne disposait que de 23 collecteurs, uniquement sur les Bouches-du-Rhône).

Les 66 collecteurs SINTES-PACA représentent les structures locales partenaires :

- CSAPA Sémaphore, Addiction Méditerranée (Marseille 13)
- CSAPA Le Sept, Addiction Méditerranée (Aubagne 13)
- CSAPA-CAARUD Gap, Addictions France (05)
- CSAPA de Digne, Addictions France (04)
- CAARUD Toulon, Aides (83)
- CAARUD Avignon, Aides (84)
- CAARUD ASUD Mars Say Yeah – Le Tipi (Marseille 13)
- CSAPA-CAARUD Bus 31/32 (13)
- CEIP-Addictovigilance PACA Corse
- CSAPA Villa Floreal (Aix 13)
- CAARUD Imp'Actes, Fondation de Nice (06)
- CSAPA-CAARUD Le Patio, Groupe SOS Avignon (84)
- Association Nouvelle-aube (Marseille 13)
- CAARUD l'ELF (Aix 13)
- CAARUD Lou Passagin, Groupe SOS (Nice 06)

⁵⁶ L'OFDT publie chaque année le Point-SINTES national, Sept 2023 téléchargeable sur : <https://www.ofdt.fr/BDD/sintes/LePointSINTES08.pdf>

CSAPA Pujet-Corderie (Marseille 13)
CSAPA-CAARUD Maison Jaune, Groupe SOS (Arles 13)
CSAPA Nord Briançon-Embrun, fondation Seltzer (05)

Le dispositif SINTES est également mobilisable en région PACA par tout usager ou professionnel, de manière anonyme et gratuite, sur sollicitation directe de la coordination régionale ou d'un collecteur, ou à distance via le site www.psychoactif.org

Afin de couvrir la plus grande diversité des produits reconnus et quantifiés voire identifier des produits jusqu'alors inconnus, et d'assurer la fiabilité par croisement des résultats, les produits collectés par SINTES sont envoyés à l'un des 9 laboratoires conventionnés par l'OFDT en France : les laboratoires de police scientifique de Marseille, Lille, Paris, Toulouse, Lyon, le SCL (laboratoire des douanes), l'IRCGN (laboratoire de la gendarmerie), et le laboratoire de toxicologie de l'hôpital de Lille.

Outre SINTES, d'autres structures réalisent des analyses de produits⁵⁷. En 2023, la coordination SINTES a réuni l'ensemble de ces structures ainsi que l'ARS-PACA afin de travailler à de meilleures collaborations et une mutualisation des pratiques au service des usagers et des autorités de veille sanitaire :

DrugLab Bus 31/32 <https://druglab.fr/>

Le Bus 31/32 gère un dispositif d'analyse de drogues en CCM depuis 2006, complété par un dispositif quantitatif en HPLC depuis 2020. Le DrugLab est accessible aux usagers directement auprès du Bus 31/32 et Plus Belle La Nuit lors des permanences hebdomadaires d'analyse ; ou via l'une des structures partenaires (AIDES : Marseille-Le SPOT, Toulon & Avignon ; Addiction Méditerranée : Marseille, Aix-en-Provence, Aubagne ; Nouvelle Aube ; CAARUD ASUD ; CSAPA Villa Floréal). En cas de non reconnaissance d'un produit ou de doute sur un résultat, le DrugLab envoie le produit pour complément d'analyse au dispositif SINTES et/ou au laboratoire de toxicologie et de pharmacocinétique de la Timone (AP-HM).

AIDES Toulon https://www.facebook.com/aides.toulon.83/?locale=fr_FR

Et **AIDES Avignon** https://www.facebook.com/aides.avignon/?locale=fr_FR

Le dispositif d'analyse de Aides est accessible aux usagers directement aux CAARUD Aides de Toulon et d'Avignon. Ces deux structures possèdent leur propre laboratoire d'analyse SIR sur site où les produits sont analysés qualitativement. En cas de non reconnaissance d'un produit ou de doute sur un résultat, Aides envoie le produit pour complément d'analyse au dispositif SINTES.

Le laboratoire de toxicologie et de pharmacocinétique de la Timone

Le laboratoire est spécialisé et qualifié dans la recherche et le dosage des médicaments et des toxiques. Il est équipé des dernières techniques analytiques et notamment en spectrométrie de masse. Dans le domaine de la toxicologie, le laboratoire réalise la recherche et le dosage de nombreux toxiques et participe ainsi à l'échelon régional au suivi des intoxications aiguës et chroniques ainsi qu'à la prise en charge des toxicomanes bénéficiant de traitements de substitution. Le laboratoire de toxicologie de la Timone n'est pas directement accessible aux usagers pour des analyses de drogues mais contribue à la veille sanitaire et aux compléments d'analyses du Bus 31/32.

Le Laboratoire de Police Scientifique

Le laboratoire de police scientifique procède à tous les examens, recherches et analyses d'ordre scientifique et technique qui lui sont demandés par les autorités judiciaires et les services de police et de gendarmerie aux fins de constatation des infractions pénales et d'identification de leurs auteurs. Aussi, le service d'analyse des toxiques et drogues n'est pas à disposition des usagers ni directement des structures ; toutefois, par convention avec l'OFDT-SINTES, le LPS de Marseille est un des laboratoires qui procède aux analyses des produits collectés par des collecteurs SINTES.

Le CEIP addictovigilance

Le CEIP a une mission d'addictovigilance permettant de surveiller toutes les substances psychoactives

⁵⁷ Sur les différentes techniques d'analyse de drogues citées ci-dessous (HPLC, SIR, CCM, etc.) voir https://bdoc.ofdt.fr/doc_num.php?explnum_id=31295

à potentiel d'abus, y compris les médicaments, les autres substances légales et illégales telles que les nouvelles substances psychoactives et leurs conséquences sanitaires chez l'homme. Ce n'est pas un laboratoire d'analyses de drogues. Mais, par les signaux qui lui sont adressés, le CEIP-Addictovigilance contribue aux systèmes de veille et d'alerte, et peut mobiliser le laboratoire de toxicologie ou le dispositif SINTES pour des analyses.

Les résultats des analyses SINTES en PACA

71 analyses ont été réalisées par SINTES en 2023⁵⁸ (36 en 2022), dont 26 en complément de premières analyses réalisées par le Bus31/32, soient des analyses de produits ayant provoqué des effets indésirables ou inattendus aux usagers, ou des produits non reconnus en HPLC.

Sur l'ensemble de ces analyses, deux phénomènes sont à noter :

- **La 3-MMC versus autres produits de synthèse** : La classification de la 3-MMC sur la liste des substances interdite le 28 octobre 2021 aux Pays-Bas, principal pays de revente des cathinones à destination de la France via des sites internet, a conduit ces sites à remplacer la 3-MMC par d'autres substances, souvent à l'insu des acheteurs. Ainsi, en 2023, sur 13 produits vendus comme 3-MMC analysés, 9 se sont avérés être d'autres cathinones : le plus souvent 3-CMC ou des tromperies telles que 2-fluorodeschlorokétamine ou méthylphénidate)
- **La cocaïne très fortement dosée** : plusieurs analyses ont révélé des cocaïnes dosées à plus de 90%, et ce y compris pour des produits achetés en rue à des prix bas (voir tableau des prix)

En revanche les analyses en PACA n'ont pas identifié de nouveaux cannabinoïdes de synthèse et peu d'herbes ou résines de cannabis adultérées. De même, les analyses SINTES locales n'ont pas identifié d'autres produits synthétiques ou semi-synthétiques inconnus.

La cocaïne rose, un produit au nom trompeur

Ce produit avait été signalé par deux usagers en région PACA en 2022. Il ne l'a plus été en 2023 mais nous avons été plusieurs fois interpellés par des institutions locales au sujet de ce produit.

La cocaïne rose est un produit se présentant sous forme de poudre de couleur rose qui a été détectée pour la première fois à travers le dispositif SINTES en 2022. Aussi appelée « pink powder », « Tuci » (2C), « Tucibi » (2C-B), sa disponibilité dans certaines régions a été documentée via le dispositif TREND dès l'automne 2021. Des collectes ont alors été réalisées et ont mis en évidence une association récurrente de MDMA et de kétamine. La cocaïne, quant à elle, n'a pas été retrouvée à la suite des analyses.

La cocaïne rose étant un produit rare et émergent, pouvant occasionner des complications inattendues pour l'utilisateur à cause de son nom trompeur, avec notamment la survenue d'effets dissociatifs liés à la présence de kétamine au lieu des effets stimulants potentiellement recherchés. L'appel à des dispositifs d'analyse de drogues en amont de la consommation peut permettre d'objectiver la tromperie et ainsi réduire les risques de survenue d'effets inattendus.

Une veille active a été mise en place pour collecter rapidement des informations sur ce produit émergent. Dans le même temps, les services d'application de la loi ont rapporté des saisies de cette poudre rose ne contenant pas de cocaïne. L'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a retracé en 2022 l'origine de ce produit et l'état de sa diffusion au niveau mondial dans une publication (UNODC, 2022). Ce produit a également été identifié dans les pays frontaliers à la France comme l'Espagne, l'Allemagne ou le Benelux.

Source : <http://www.ofdt.fr/BDD/sintes/LePointSINTES09.pdf>

⁵⁸ Le détail des analyses SINTES réalisées en PACA et des résultats est disponible sur demande auprès de la coordinatrice : c.duport@ad-med.fr

Remerciements

Aux observatrices et observateurs qui contribuent à TREND et SINTES en PACA, anonymes dans ce rapport et pourtant indispensables ; pour leur disponibilité, leur confiance et leur attention à la production de connaissances sur les drogues.

Aux usagères et usagers de drogues rencontrés au sein des CAARUD, des CSAPA, des associations d'auto-support ou d'action sociale, dans la rue, en milieu festif ou dans leur lieu de vie, sans qui nos informations seraient imprécises.

Aux professionnel.les du soin et de la réduction des risques et des dommages (RdRD), aux collectrices et collecteurs SINTES, et aux partenaires locaux pour leur contribution.

A l'association Addition Méditerranée pour l'accueil et la gestion de la coordination, et pour le soutien apporté au dispositif TREND-SINTES ; et à Béatrice Bessou pour la veille presse.

A l'équipe TREND-SINTES de l'OFDT et aux coordinatrices et coordinateurs régionaux pour nos échanges féconds.



Observatoire français des drogues et des tendances addictives

69 rue de Varenne 75007 Paris

Tél : 01 41 62 77 16

e-mail : ofdt@ofdt.fr

www.ofdt.fr

Crédit photo couverture : Pixabay